

VALDĪBAS VĒSTNESIS

Maksa par „Valdības Vēstnesi”:	
ar piesūtīšanu:	bez piesūtīšanas:
par Ls	(saņemot ekspedīcijā) par Ls
1 gadu 22,—	1 gadu 18,—
1/2 gadu 12,—	1/2 gadu 10,—
3 mēn. 6,—	3 mēn. 5,—
1 „ 2,—	1 „ 1,70
Piesūtīt pa pastu un pie atkalpārdevējiem 13	Par atsevišķu numuru 10

Latvijas valdības

Iznāk katru dienu, izņemot

Redakcija:

Rīgā, pili 2. ist. Tālrunis 20032
Runas stundas no 11—12



oficiālais laikraksts

svētdienas un svētku dienas

Kantoris un ekspedīcija:

Rīgā, pili 1. ist. Tālrunis 20031
Atvērts no pulksten 9—3

Sludinājumu maksa:

a) tiesu sludinājumi līdz 30 vienslejiņām rindīņām	Ls 4,—
par katru tālāku rindīņu	„—,15
b) citu iestāžu sludinājumi par katru vienslejiņu rindīņu	„—,20
c) no privātiem par katru viensl. rindīņu (par obligāt. sludin.)	„—,25
d) par dokumentu pazaudēšanu no katras personas	„—,80

2. №

Pirmdien, 1937. g. 4. janvārī

Divdesmitais gads

Likums par starptautiskām dzelzceļu konvencijām pasažieru un bagāžas pārvadāšanai (C. I. V.) un preču pārvadāšanai (C. I. M.) un par vienošanos par preču pārvadāšanu ar preču zīmi un duplikāta uzrādītāju.

Dzelzceļu virsvaldes rīkojums.

Ministru kabinets 1936. g. 1. oktobrī ir pieņēmis un Valsts Prezidents izsludina šādu likumu:

Likums

par starptautiskām dzelzceļu konvencijām pasažieru un bagāžas pārvadāšanai (C. I. V.) un preču pārvadāšanai (C. I. M.) un par vienošanos par preču pārvadāšanu ar preču zīmi un duplikāta uzrādītāju.

1. Ar šo likumu pieņemtas un apstiprinātas 1933. gada 23. novembrī Romā parakstītās starptautiskās dzelzceļu konvencijas pasažieru un bagāžas pārvadāšanai (C. I. V.) un preču pārvadāšanai (C. I. M.) ar pielikumiem un protokoliem pie tām; tāpat pieņemta un apstiprināta 1934. gada 31. martā Romā parakstītā vienošanās par preču pārvadāšanu ar preču zīmi un duplikāta uzrādītāju.

2. Saskaņā ar starptautisko dzelzceļu konvenciju 61. pantu, slēdzamos papildu nolīgumus un visus nepieciešamos noteikumus un instrukcijas starptautisko konvenciju robežās apstiprina satiksmes ministrs.

3. Konvencijas stājas spēkā saskaņā ar šo konvenciju 63. pantu, bet vienošanās par preču pārvadāšanu ar preču zīmi uz duplikāta uzrādītāju stājas spēkā saskaņā ar šās vienošanās 5. pantu.

4. Likums stājas spēkā izsludināšanas dienā. Līdz ar šo likumu izsludināmas abas konvencijas ar pielikumiem un protokoliem un vienošanās par preču pārvadāšanu ar preču zīmi uz duplikāta uzrādītāju, kā arī to tulkojumi latviešu valodā.

Ar šo atcelts likums par starptautiskām dzelzceļu konvencijām (Lik. kr. 1926. g. 74) un tā pārgrozījums (Lik. kr. 1928. g. 152).

Rīgā, 1936. g. 5. oktobrī.

Valsts un Ministru Prezidents K. Ulmanis.

Convention Internationale

concernant le transport des voyageurs et des bagages par Chemin de fer (C. I. V.)

L'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, le Danemark, la Ville Libre de Dantzig, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Italie, la Lettonie, le Liechtenstein, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, la Roumanie, la Suède, la Suisse, la Tchécoslovaquie, la Turquie, la Yougoslavie

avec la participation des Délégués de la Commission de Gouvernement du Territoire du Bassin de la Sarre;

ayant reconnu la nécessité de réviser la Convention internationale concernant le transport des voyageurs et des bagages, signée à Berne le 23 octobre 1924, en conformité de l'article 60 de ladite Convention, ont résolu de conclure une nouvelle Convention à cet effet et sont convenus des articles suivants:

Titre premier.

OBJET ET PORTÉE DE LA CONVENTION.

Article premier.

Chemins de fer et transports auxquels s'applique la Convention.

§ 1. — La présente Convention s'applique à tous les transports de voyageurs et de bagages avec des titres de transports internationaux pour des parcours empruntant les territoires d'au moins deux des Etats contractants et s'effectuant exclusivement par des lignes inscrites sur la liste établie conformément à l'article 58 de la présente Convention.

§ 2. — Sont toutefois exceptés de l'application de la présente Convention:

1. Les transports dont les stations de départ et d'arrivée sont situées sur le territoire d'un même Etat et qui n'empruntent le territoire d'un autre Etat qu'en transit:

a) lorsque les lignes par lesquelles s'effectue le transit sont exploitées par un Chemin de fer de l'Etat de départ;

b) même lorsque les lignes par lesquelles s'effectue le transit ne sont pas exploitées par un Chemin de fer de l'Etat de départ, si les Chemins de fer intéressés ont conclu des arrangements particuliers en vertu desquels ces transports ne sont pas considérés comme internationaux.

2. Les transports entre stations de deux Etats limitrophes s'ils sont effectués sur tout le parcours par des Chemins de fer de l'un de ces Etats, et qu'aucun de ces Etats ne s'y oppose.

§ 3. — Les tarifs fixent les relations pour lesquelles des billets et des bulletins de bagages internationaux sont délivrés.

Article 2.

Dispositions relatives aux transports combinés.

§ 1. — Peuvent être inscrites sur la liste prévue à l'article premier, en sus des Chemins de fer, des lignes régulières de services automobiles ou de navigation complétant des parcours par voie ferrée et effectuant les transports internationaux sous la responsabilité d'un Etat contractant ou d'un Chemin de fer inscrit sur la liste.

§ 2. — Les entreprises de ces lignes sont soumises à toutes les obligations imposées et sont investies de tous les droits reconnus aux Chemins de fer par la présente Convention, sous réserve des modifications résultant nécessairement des modalités différentes du transport. Ces modifications ne peuvent, toutefois, pas déroger aux règles de responsabilité établies par la présente Convention.

§ 3. — Tout Etat qui désire faire inscrire sur la liste une des lignes désignées au § 1, doit prendre les mesures utiles pour que les modifications prévues au § 2 soient publiées dans les mêmes formes que les tarifs.

§ 4. — Pour les transports internationaux empruntant à la fois des Chemins de fer et des services de transport autres que ceux qui sont définis au § 1 ci-dessus, les Chemins de fer peuvent établir en commun avec les entreprises de transport intéressées, des dispositions tarifaires appliquant un régime juridique différent de celui de la présente Convention, afin de tenir compte des particularités de chaque mode de transport. Ils peuvent, dans ce cas, prévoir l'emploi d'un titre de transport autre que celui qui est prévu par la présente Convention.

Article 3.

Soudure.

§ 1. — La Convention est également applicable aux transports de voyageurs et de bagages effectués au départ d'une station non inscrite dans un tarif international, sur une station de soudure du même Etat inscrite dans ce tarif et de là sur une destination inscrite dans ce même tarif, soit avec un billet ou bulletin de bagages international dans lesquels les taxes du parcours direct et du parcours de soudure sont additionnées, soit avec deux billets soudés. S'il est établi deux billets, le second doit porter la mention de la station de départ primitive.

§ 2. — Les Chemins de fer déterminent dans quelle mesure et à quelles conditions ce transport par soudure peut être demandé au départ de certaines stations. Ces stations sont dénommées dans une liste qui est notifiée aux autres Chemins de fer intéressés.

Article 4.

Obligation pour le Chemin de fer de transporter.

Lorsqu'il existe un tarif international ou qu'un transport par soudure est prévu conformément à l'article 3, le transport ne peut être refusé pourvu que:

- le voyageur se conforme aux prescriptions de la présente Convention;
- le transport soit possible avec les moyens ordinaires de transport;
- le transport ne soit pas interdit dans un des Etats intéressés, par suite de dispositions légales ou pour des raisons d'ordre public;
- le transport ne soit pas empêché par des circonstances que le Chemin de fer ne pouvait pas éviter et auxquelles il ne dépendait pas de lui de remédier.

Titre II.

DU CONTRAT DE TRANSPORT.

CHAPITRE PREMIER.

Transport des voyageurs.

Article 5.

Droit au transport.

§ 1. — Le voyageur doit, lorsqu'il commence son voyage, être muni d'un billet. Les tarifs peuvent prévoir des exceptions à cet égard.

§ 2. — Le voyageur est tenu de conserver son billet pendant tout le cours du voyage. Il doit, s'il en est requis, le présenter à tout agent chargé du contrôle et le rendre à la fin du voyage.

Article 6.

Billets.

§ 1. — Les billets délivrés pour un transport international régi par la présente Convention doivent porter le signe C .

§ 2. — Les mentions suivantes sont obligatoires sur les billets:

- l'indication des stations de départ et de destination;
- l'itinéraire; si l'emploi de différents itinéraires ou moyens de transport est permis, cette faculté doit être mentionnée;
- la catégorie de train et la classe de voiture;
- le prix de transport;
- le jour où commence la validité;
- la durée de validité.

§ 3. — Les tarifs ou les accords entre Chemins de fer déterminent la langue dans laquelle les billets doivent être imprimés et remplis, ainsi que leur forme et leur contenu.

§ 4. — Les billets formés d'un livret renfermant des feuillets de contrôle (billets — livrets), ainsi que les billets à coupons combinés des Administrations de Chemins de fer constituent un titre de transport unique au sens de la présente Convention.

Les billets réunis sous une couverture par des bureaux de voyage officiels des agences privées constituent chacun un titre de transport distinct soumis, suivant le cas, à la réglementation intérieure de l'Etat intéressé ou à la présente Convention.

§ 5. — Un billet n'est cessible, à moins d'exception prévue par les tarifs, que s'il n'est pas nominatif et si le voyage n'est pas commencé.

La spéculation et la revente des billets à un prix différent de celui du tarif sont subordonnées, dans chaque Etat, aux lois et règlements de cet Etat.

Article 7.

Réduction de prix pour les enfants.

§ 1. — Jusqu'à l'âge de quatre ans révolus, les enfants sont transportés gratuitement sans billets lorsqu'il n'est pas réclamé pour eux une place distincte.

§ 2. — Les enfants âgés de plus de 4 ans jusqu'à 10 ans révolus, et les enfants plus jeunes pour lesquels une place distincte est réclamée, sont transportés à des prix réduits qui ne peuvent dépasser la moitié des prix perçus pour les billets d'adultes, sans préjudice de l'arrondissement des sommes conformément aux règles de l'administration d'émission du billet.

Cette réduction n'est pas obligatoirement applicable aux prix des billets qui en comportent déjà une autre par rapport au prix normal du billet simple.

Article 8.

Durée de validité des billets.

§ 1. — La durée de validité des billets doit être fixée par les tarifs.

§ 2. — Cette validité doit être au minimum la suivante:

Billets simples:

par fraction indivisible de 100 km, 1 jour.

La validité des billets ne peut néanmoins être inférieure à 2 jours:

Billets d'aller et retour:

par fraction indivisible de 50 km, 1 jour.

La validité des billets ne peut néanmoins être inférieure à 4 jours.

§ 3. — Les billets spéciaux à prix réduits peuvent comporter une durée de validité différente.

§ 4. — Le premier jour de validité du billet est compris dans la durée de validité comme jour plein. Le voyageur peut commencer son voyage un jour quelconque compris dans la durée de validité de son billet; sauf exceptions prévues par les tarifs, il doit le terminer au plus tard par un train devant atteindre, d'après l'horaire, la gare de destination le dernier jour de validité, au plus tard à 24 heures.

Article 9.

Attribution et location des places.

§ 1. — Le voyageur peut, en montant dans le train, marquer une place encore disponible tant pour lui-même que pour les autres personnes qui font le voyage avec lui et dont il peut exhiber les billets. Le voyageur qui quitte sa place sans la marquer d'une façon évidente, perd son droit à l'occuper. Au reste, l'attribution des places est réglée conformément aux prescriptions en vigueur sur chaque Chemin de fer.

§ 2. — Les tarifs ou les horaires spécifient si et à quelles conditions des places peuvent être louées pour certain trains.

Article 10.

Arrêts aux stations intermédiaires.

§ 1. — Les tarifs spécifient si et à quelles conditions le voyageur a le droit de s'arrêter aux stations intermédiaires pendant la durée de validité de son billet.

§ 2. — L'usage par le voyageur du droit de s'arrêter aux stations intermédiaires n'entraîne aucune prolongation de la durée de validité prévue par les tarifs.

§ 3. — Lorsque le voyageur est porteur d'un billet valable par un seul itinéraire, le voyage interrompu peut également être continué au départ d'une station située sur la même ligne et plus rapprochée de la station destinataire.

§ 4. — Le voyageur porteur d'un billet valable par plusieurs itinéraires facultatifs, qui interrompt son voyage en cours de route, ne peut reprendre celui-ci que, soit à la station où il l'a interrompu, soit à une station plus rapprochée de la station destinataire et située sur l'itinéraire emprunté au départ.

§ 5. — La durée de l'interruption du voyage n'est limitée que par la durée de validité du billet.

Article 11.

Changement de classe ou de train.

Le voyageur peut occuper une place d'une classe supérieure ou passer dans un train de catégorie supérieure à celle qui est indiquée sur le billet, dans les conditions fixées par les tarifs et moyennant paiement du supplément prévu.

Article 12.

Voyageur sans billet valable.

§ 1. — Le voyageur qui ne peut pas présenter un billet valable est tenu de payer une surtaxe, outre le prix du voyage pour le parcours effectué et sans préjudice des sanctions pénales; cette surtaxe est calculée conformément aux règlements du Chemin de fer sur lequel le paiement de la surtaxe a été exigé. A défaut de prescriptions à cet égard, le voyageur doit acquitter une surtaxe dont le montant sera égal au prix du voyage pour le parcours effectué.

§ 2. — Les billets ayant subi une modification illicite seront considérés comme non valables et retirés par le personnel de service.

§ 3. — Le voyageur qui refuse le paiement immédiat du prix du voyage ou de la surtaxe peut être exclu du voyage. Le voyageur exclu ne peut exiger que ses bagages soient mis à sa disposition à une station autre que la station destinataire.

Article 13.

Personnes exclues du train ou admises conditionnellement.

§ 1. — Ne sont pas admises dans le train ou peuvent en être exclues en cours de route:

a) les personnes en état d'ivresse, celles qui se conduiraient d'une manière inconvenante ou qui n'observeraient pas les prescriptions des lois et règlements; ces personnes n'ont droit au remboursement ni du prix de leur billet, ni de la taxe qu'elles ont payée pour le transport de leurs bagages;

b) les personnes qui, en raison d'une maladie ou pour d'autres causes, paraîtraient devoir incommoder leurs voisins, à moins qu'un compartiment entier n'ait été loué pour elles d'avance ou ne puisse être mis à leur disposition contre paiement; toutefois, les personnes tombées malades en cours de route doivent être transportées au moins jusqu'à la première station où il est possible de leur donner les soins nécessaires. Le prix du transport et la taxe perçue pour les bagages leur seront restitués, dans les conditions fixées à l'article 26, après déduction de la part afférente au parcours effectué.

§ 2. — Le transport des personnes atteintes de maladies contagieuses est régi par les Conventions internationales ou, à défaut, par les dispositions en vigueur dans chaque Etat.

Article 14.

Objets exclus des voitures.

§ 1. — Ne peuvent être introduits dans les voitures les objets dangereux, spécialement les armes chargées, les matières explosibles, facilement inflammables ou corrosives, de même que les objets de nature à gêner ou à incommoder les voyageurs.

Toutefois, les voyageurs qui, dans l'exercice d'un service public, portent une arme à feu, ainsi que les chasseurs et les tireurs, sont autorisés à prendre avec eux des munitions, sans dépasser la plus faible des limites fixées par les règlements en vigueur sur les territoires empruntés. Il est permis aux gardes accompagnant des prisonniers et voyageant avec ces derniers dans des voitures ou compartiments spéciaux de prendre avec eux des armes à feu chargées.

§ 2. — Les employés du Chemin de fer ont le droit de s'assurer, en présence du voyageur, de la nature des objets introduits dans les voitures, quand il existe des motifs sérieux de soupçonner une contravention aux dispositions du § 1.

§ 3. — Le contrevenant est responsable de tout dommage résultant des infractions aux dispositions du § 1 et encourt, en outre, les peines prévues par les lois et règlements.

Article 15.

Introduction de colis à la main et d'animaux dans les voitures.

§ 1. — Les voyageurs sont autorisés à prendre gratuitement avec eux dans les voitures des objets faciles à porter (colis à la main), pourvu que les prescriptions de douane, d'octroi, fiscales ou de police ou d'autres autorités administratives ne s'y opposent pas et que ces objets ne puissent endommager le matériel. Chaque voyageur ne dispose, pour ses colis à la main, que de l'espace situé au-dessus et au-dessous de la place qu'il occupe.

§ 2. — Les animaux vivants ne peuvent pas être introduits dans les voitures. Les petits animaux apprivoisés, enfermés dans des cages, caisses, paniers ou autres emballages appropriés, les petits chiens même non enfermés, sont cependant admis, pourvu que les prescriptions de police des différents Etats ne s'y opposent pas, qu'aucun

voyageur n'y fasse objection et que ces animaux puissent être portés sur les genoux ou placés comme les colis à la main.

Les tarifs ou les horaires peuvent interdire ou autoriser l'admission d'animaux dans certaines catégories de voitures ou de trains.

Les tarifs indiquent si et pour quels animaux une taxe de transport doit être payée.

§ 3. — La surveillance des colis à la main et animaux que le voyageur prend avec lui incombe au voyageur lui-même.

Article 16.

Retards. Correspondances manquées. Suppressions de trains.

Lorsque, par suite du retard d'un train, la correspondance avec un autre train est manquée, ou lorsqu'un train est supprimé sur tout ou partie de son parcours, et que le voyageur veut continuer son voyage, le Chemin de fer est tenu de l'acheminer, avec ses bagages, dans la mesure du possible et sans aucune surtaxe, par un train se dirigeant vers la même destination par la même ligne ou par une autre route appartenant aux Administrations qui participent à l'itinéraire du transport primitif, de façon à lui permettre d'arriver à sa destination avec moins de retard. Le chef de station doit, s'il a lieu, certifier sur le billet que la correspondance a été manquée ou le train supprimé, prolonger dans la mesure nécessaire la durée de validité, et le rendre valable pour la nouvelle route, pour une classe supérieure ou pour un train à taxes plus élevées. Le Chemin de fer est, toutefois, en droit de refuser l'utilisation de certains trains par voie de tarif ou d'horaire.

CHAPITRE II.

Transport des bagages.

Article 17.

Définition des bagages. Objets exclus du transport.

§ 1. — Ne sont considérés comme bagages que les objets, affectés à l'usage du voyageur, contenus dans des malles, paniers, valises, sacs de voyage, boîtes à chapeaux et autres emballages de ce genre.

§ 2. — Sont, en outre, admis au transport comme bagages, même non pourvus d'emballage, sauf le cas prévu à la lettre d):

a) les fauteuils portatifs ou roulants pour malades, les fauteuils roulants mus par les malades eux-mêmes avec ou sans moteur auxiliaire, les chaises (lits) de repos;

b) les voitures d'enfants;

c) les malles d'échantillons de marchandises;

d) les instruments de musique portatifs en caisses, étuis ou autres enveloppes;

e) le matériel pour représentations d'artistes, pourvu que son conditionnement, son volume et son poids permettent de le charger et de le placer rapidement dans les fourgons;

f) les instruments d'arpenteur, jusqu'à concurrence de 4 mètres de longueur, et les outils de travail à main;

g) les luges à bras et luges de sport à une ou deux places, les skis, les voiles pour patineurs, ainsi que les embarcations longues de 3 mètres au maximum;

h) les vélocipèdes, avec ou sans moteur auxiliaire, les motocycles à une place, avec ou sans siège accessoire, à condition qu'ils soient démunis d'accessoires.

Les réservoirs des véhicules mus par des moteurs peuvent contenir de l'essence, à condition que la conduite d'essence au carburateur soit fermée et que celui-ci soit vidé par le fonctionnement du moteur.

Les tarifs peuvent limiter la quantité, le volume et le poids des objets désignés ci-dessus admis au transport comme bagages.

§ 3. — D'autres objets non affectés à l'usage des voyageurs, ainsi que les animaux enfermés dans des cages présentant des garanties suffisantes, peuvent être acceptés comme bagages si les tarifs l'autorisent.

§ 4. — Sont exclus du transport comme bagages les objets qui, aux termes de la Convention internationale concernant le transport des marchandises par Chemins de fer (C. I. M.) sont exclus du transport. Ceux qui sont admis aux termes de cette même Convention sous certaines conditions sont également exclus du transport comme bagages.

Toutefois, les films emballés suivant les prescriptions de la Convention internationale concernant le transport des marchandises par Chemins de fer (C. I. M.) sont admis au transport comme bagages.

Article 18.

Responsabilité du voyageur en ce qui concerne ses bagages. Surtaxes.

§ 1. — Le détenteur du bulletin de bagages est responsable de l'observation des prescriptions de l'article 17; il supporte toutes les conséquences d'une infraction à ces prescriptions.

§ 2. — Le Chemin de fer a le droit, en cas de présomption de contravention, de vérifier si le contenu des bagages répond aux prescriptions. Le détenteur du bulletin est appelé à assister à la vérification; s'il ne se présente pas ou s'il ne peut être atteint et à défaut d'autres prescriptions légales ou réglementaires en vigueur dans l'Etat où la vérification a lieu, celle-ci doit se faire en présence de deux témoins étrangers au Chemin de fer. Si une infraction est constatée, les frais occasionnés par la vérification doivent être payés par le détenteur du bulletin de bagages.

§ 3. — En cas d'infraction aux dispositions du § 4 de l'article 17, le détenteur du bulletin de bagages doit payer une surtaxe sans préjudice du supplément de taxe et, s'il y a lieu, des indemnités pour le dommage ainsi que des sanctions pénales.

La surtaxe doit être payée par chaque kilogramme brut des objets exclus du transport, à raison de 15 francs, avec un minimum de perception de 30 francs, si ces objets comprennent des matières qui sont exclues du transport en vertu de l'article 3 de la Convention internationale concernant le transport des marchandises par Chemins de fer ou qui sont rangées dans les classes I et II de l'Annexe I à la Convention internationale concernant le transport des marchandises par Chemins de fer, et à raison de 5 francs, avec un minimum de perception de 10 francs, dans les autres cas.

Si les prescriptions en vigueur pour le trafic intérieur du Chemin de fer sur lequel la contravention a été découverte donnent lieu à une surtaxe totale moins élevée, c'est cette dernière qui est perçue.

Article 19.

Emballage et conditionnement des bagages.

§ 1. — Les bagages dont l'emballage est insuffisant ou le conditionnement défectueux ou qui présentent des signes manifestes d'avaries peuvent être refusés par le Chemin de fer. S'ils sont néanmoins acceptés, le Chemin de fer aura le droit de mentionner leur état sur le bulletin de bagages. L'acceptation par le voyageur du bulletin de bagages portant une telle mention est considérée comme preuve que l'état des bagages a été reconnu par lui.

§ 2. — Les colis doivent porter, dans les conditions de fixité suffisantes, le nom et l'adresse du voyageur et la station de destination. Les colis qui ne portent pas ces indications peuvent être refusés.

§ 3. — Les anciennes étiquettes, adresses ou autres indications se rapportant à des transports antérieurs doivent être enlevées ou rendues illisibles par le voyageur.

Article 20.

Enregistrement et expédition des bagages. Bulletin de bagages.

§ 1. — L'enregistrement des bagages n'a lieu que sur la présentation de billets valables au moins jusqu'à la destination des bagages et par l'itinéraire indiqué sur les billets.

Si le billet est valable pour plusieurs itinéraires, ou si le lieu de destination est desservi par plusieurs stations, le voyageur doit désigner exactement l'itinéraire à suivre ou la station pour laquelle l'enregistrement doit avoir lieu. Le chemin de fer ne répond pas des conséquences de l'inobservation de cette prescription par le voyageur.

Les tarifs déterminent si et dans quelles conditions des bagages peuvent être admis au transport par un itinéraire autre que celui qui est indiqué sur le billet présenté ou sans présentation de billets. Lorsque les tarifs prévoient que des bagages peuvent être admis au transport sans présentation de billets, les dispositions de la présente Convention fixant les droits et obligations du voyageur que ses bagages accompagnent s'appliquent à l'expéditeur de bagages enregistrés sans présentation de billets.

Si les tarifs le prévoient, le voyageur peut, pendant la durée de validité de son billet, faire enregistrer des bagages ou bien directement sur le parcours total de la station de départ jusqu'à la station de destination, ou bien sur des fractions quelconques du parcours total, pourvu qu'aucune fraction de ce parcours ne soit empruntée plus d'une fois.

§ 2. — Lors de l'enregistrement des bagages, il est délivré un bulletin au voyageur. Le voyageur est tenu de s'assurer, à la réception du bulletin, que celui-ci est établi conformément à ses indications. Le prix du transport des bagages doit être payé lors de l'enregistrement.

§ 3. — Pour le surplus, les formalités de l'enregistrement des bagages sont déterminées par les règlements en vigueur à la station de départ.

§ 4. — Les bulletins de bagages délivrés pour les transports internationaux doivent être établis sur le formulaire constituant l'Annexe I à la présente Convention.

§ 5. — Les mentions suivantes sont obligatoires sur les bulletins de bagages:

- a) l'indication des stations de départ et de destination;
- b) l'itinéraire;
- c) le jour de la remise et le train pour lequel a été effectuée cette remise;
- d) le nombre des billets, sauf si les bagages ont été remis au transport sans présentation d'un billet;
- e) le nombre et le poids des colis;
- f) le montant du prix de transport et des autres droits éventuels;
- g) s'il y a lieu, le montant en toutes lettres de la somme représentant l'intérêt à la livraison, déclaré conformément à l'article 35.

§ 6. — Les tarifs ou les accords entre Chemins de fer déterminent la langue dans laquelle les bulletins de bagages doivent être imprimés et remplis.

§ 7. — Les tarifs peuvent prévoir des prescriptions spéciales pour le transport des vélocipèdes et des engins de sport.

§ 8. — Le voyageur peut indiquer, sous les conditions en vigueur à la gare de départ, le train par lequel ses bagages doivent être expédiés. S'il n'use pas de cette faculté, l'acheminement a lieu par le premier train approprié.

Si les bagages doivent changer de train dans une gare de correspondance, le transport doit avoir lieu par le train en correspondance si celui-ci peut-être utilisé pour le transport des bagages et s'il existe le temps nécessaire au transbordement. Dans le cas contraire, l'acheminement doit avoir lieu par le plus prochain train approprié.

L'acheminement des bagages ne peut avoir lieu dans les conditions indiquées ci-dessus que si les formalités exigées au départ ou en cours de route par les douanes, octrois, autorités fiscales, de police et autres autorités administratives ne s'y opposent pas.

Le Chemin de fer est en droit de ne pas admettre ou de limiter le transport des bagages dans certains trains ou certaines catégories de trains.

Article 21.

Livraison.

§ 1. — La livraison des bagages a lieu contre la remise du bulletin de bagages. Le Chemin de fer n'est pas tenu de vérifier si le détenteur du bulletin a qualité pour prendre livraison.

§ 2. — Le détenteur du bulletin de bagages est en droit de réclamer au bureau de la station destinataire la livraison des bagages aussitôt que s'est écoulé, après l'arrivée du train par lequel les bagages devaient être transportés, le temps nécessaire pour la mise à disposition ainsi que, le cas échéant, pour l'accomplissement des formalités requises par les douanes, octrois, autorités fiscales, de police et autres autorités administratives.

§ 3. — A défaut de présentation du bulletin de bagages, le Chemin de fer n'est tenu de remettre les bagages que si le réclamant justifie de son droit; si cette justification semble insuffisante, le Chemin de fer peut exiger une caution.

§ 4. — Les bagages sont livrés à la station pour laquelle ils ont été enregistrés. Toutefois, à la demande du détenteur du bulletin faite en temps utile, si les circonstances le permettent et si les prescriptions douanières, d'octroi, fiscales, de police ou d'autres autorités administratives ne s'y opposent pas, les bagages peuvent être restitués à la station de départ ou livrés à une station intermédiaire contre remise du bulletin de bagages et, en outre, si le tarif l'exige, présentation du billet.

§ 5. — Le détenteur du bulletin auquel le bagage n'est pas livré dans les conditions indiquées au § 2 ci-dessus peut exiger la constatation, sur le bulletin de bagages, du jour et de l'heure auxquels il a réclamé la livraison.

§ 6. — Pour le surplus, la livraison est soumise aux règles en vigueur sur le Chemin de fer chargé de la livraison.

CHAPITRE III.

Dispositions communes aux transports des voyageurs et des bagages.

Article 22.

Trains. Horaires. Extraits de tarifs.

§ 1. — Sont affectés au transport les trains réguliers prévus aux horaires et les trains mis en marche suivant les besoins.

§ 2. — Les Chemins de fer sont tenus d'afficher dans les stations, en temps utile, les horaires des trains de leurs propres lignes. Ceux-ci doivent indiquer la catégorie des trains, les classes de voitures et les heures de départ des trains; pour les stations de transit suffisamment importantes et les stations terminus, ils doivent indiquer aussi les heures d'arrivée, de même que les principales correspondances de trains.

Les horaires qui ne sont plus en vigueur doivent être enlevés sans retard.

§ 3. — Dans chaque station ouverte au trafic international, le voyageur doit pouvoir prendre connaissance des tarifs ou des extraits de tarifs indiquant les prix des billets internationaux qui y sont en vente et les taxes correspondantes pour les bagages.

Article 23.

Bases pour le calcul des prix de transport. Tarifs.

§ 1. — Les prix de transport sont calculés conformément aux tarifs légalement en vigueur et dûment publiés dans chaque Etat. Ces tarifs doivent contenir toutes les indications nécessaires pour le calcul des prix de transport et des frais accessoires et spécifier, le cas échéant, les conditions dans lesquelles il sera tenu compte du change.

Toutefois, la publication des tarifs internationaux n'est obligatoire que dans les Etats dont les Chemins de fer participent à ces tarifs comme réseaux de départ et d'arrivée.

§ 2. — Les tarifs doivent faire connaître les conditions spéciales aux transports. Les tarifs doivent être appliqués à tous les intéressés d'une manière uniforme; leurs conditions sont valables, pourvu qu'elles ne soient pas contraires à la présente Convention; sinon, elles sont considérées comme nulles et non avenues.

Les tarifs directs internationaux et leurs modifications entrent en vigueur à la date indiquée lors de leur publication; en cas de relèvement de ces tarifs ou d'autres aggravations des conditions de transport, la publication devra précéder de huit jours au moins la date fixée pour la mise en vigueur.

S'il est délivré des billets ou des bulletins de bagages internationaux sans qu'il existe de tarif direct, et qu'un Chemin de fer apporte une modification à son tarif, l'application de cette modification ne peut être exigée des autres Chemins de fer que huit jours au plus tôt après que ces derniers en auront reçu l'avis.

Les tarifs établis seulement à titre temporaire cessent d'être en vigueur à l'expiration du délai fixé pour leur validité.

Article 24.

Interdiction de traités particuliers.

Tout traité particulier qui aurait pour effet d'accorder à un ou plusieurs voyageurs une réduction sur le prix des tarifs est formellement interdit et nul de plein droit.

Toutefois, sont autorisées les réductions de prix dûment publiées et également accessibles à tous aux mêmes conditions, ainsi que celles qui sont accordées, soit pour le service du Chemin de fer, soit pour le service des administrations publiques, soit au profit d'oeuvres de bienfaisance, d'éducation et d'instruction.

Article 25.

Formalités exigées par les douanes, octrois, autorités fiscales, de police et autres autorités administratives.

Le voyageur est tenu de se conformer aux prescriptions édictées par les douanes, octrois, autorités fiscales, de police et autres autorités administratives, tant en ce qui concerne sa personne qu'en ce qui concerne la visite de ses bagages et de ses colis à la main. Il doit assister à cette visite, sauf les exceptions admises par les règlements. Le Chemin de fer n'assume aucune responsabilité, vis-à-vis du voyageur, pour le cas où celui-ci ne tiendrait pas compte de ces obligations.

Article 26.

Restitutions.

§ 1. — Lorsqu'un billet n'est pas utilisé, la restitution du prix payé peut être demandée, sous réserve des déductions mentionnées aux §§ 3 et 4 ci-après.

§ 2. — Lorsqu'un billet n'est utilisé que partiellement, par suite de la mort, de la maladie ou d'un accident survenu au voyageur, ou d'autres causes impérieuses de nature analogue, il est restitué, sous réserve des déductions mentionnées aux §§ 3 et 4, la différence entre le prix total payé et la taxe pour le parcours effectué, calculée sur la base du tarif normal.

§ 3. — Sont exclus de la restitution les impôts, les suppléments payés pour les places réservées, les frais de confection des billets en livrets et les commissions payées pour la vente des billets.

§ 4. — Sont déduits du montant à restituer, un droit de 10% avec minimum de 0 fr. 50 et maximum de 3 fr. par billet, ainsi que, s'il y a lieu, les frais d'envoi.

Cette déduction n'est pas opérée lorsqu'un billet resté inutilisé est restitué le jour même de l'émission au bureau qui l'a délivré.

§ 5. — Lorsqu'un voyageur, empêché de continuer son voyage conformément à l'horaire par suite d'un manque de correspondance provoqué par le retard d'un train, de la suppression d'un train ou de l'interruption du service, renonce à poursuivre sa route, il a le droit de demander l'application des dispositions du § 2, sans que le Chemin de fer puisse faire les déductions prévues au § 4.

§ 6. — Pour ce qui concerne les billets à prix réduit, la restitution n'est effectuée que dans les cas et avec les limitations prévus au § 5; les billets à prix réduit pour enfants établis en vertu du premier alinéa du § 2 de l'article 7 ne sont pas considérés comme billets à prix réduit au sens du présent paragraphe.

§ 7. — Aucune restitution n'est effectuée pour les billets perdus.

§ 8. — Si des bagages sont retirés avant qu'ils aient quitté la station expéditrice, la restitution du prix du transport peut être demandée.

Si les bagages sont retirés à une station intermédiaire, la restitution n'est effectuée que dans les cas et suivant les dispositions des §§ 2 et 5 ci-dessus.

Dans les deux cas, un droit de 0 fr. 50 par bulletin ainsi que, le cas échéant, les impôts sont déduits du montant de la restitution.

§ 9. — Les tarifs peuvent contenir des dispositions différentes, pourvu qu'elles ne constituent pas une aggravation pour les voyageurs.

§ 10. — Toute demande de restitution fondée sur les dispositions des §§ 1, 2, 5, 6 et 8 du présent article, ainsi que de l'article 13, est éteinte si elle n'a pas été présentée au Chemin de fer dans un délai de six mois, compté, pour les billets, à partir de l'expiration de leur validité, pour les bulletins de bagages, à partir du jour de leur émission.

§ 11. — En cas d'application irrégulière du tarif ou d'erreur dans la détermination des frais de transport et des frais divers, la différence en plus ou en moins devra être remboursée.

§ 12. — Les différences en plus constatées par le Chemin de fer doivent être si possible portées d'office à la connaissance de l'intéressé lorsqu'elles dépassent 0 fr. 50 par chaque billet ou par chaque bulletin de bagages, et le règlement doit en être opéré le plus tôt possible.

§ 13. — Dans tous les cas non prévus dans le présent article et à défaut d'ententes particulières entre les Chemins de fer, les règlements intérieurs sont applicables.

Article 27.

Contestations.

Les contestations entre voyageurs ou entre ceux-ci et les agents sont provisoirement tranchées dans les stations par le chef de service et en cours de route par le chef de train.

Titre III.

RESPONSABILITE DES CHEMINS DE FER. ACTIONS.

CHAPITRE PREMIER.

Responsabilité.

Article 28.

Responsabilité pour le transport des voyageurs, des colis à la main et des animaux.

§ 1. — La responsabilité du Chemin de fer, pour la mort d'un voyageur ou pour les blessures résultant d'un accident de train, ainsi que pour les dommages causés par le retard ou la suppression d'un train ou par le manque d'une correspondance, reste soumise aux lois et règlements de l'Etat où le fait s'est produit. Les articles ci-après du présent titre ne sont pas applicables à ces cas.

§ 2. — Le Chemin de fer n'est responsable, en ce qui concerne les colis à la main et les animaux dont la surveillance incombe au voyageur en vertu du § 3 de l'article 15, que des dommages causés par sa faute.

§ 3. — Il n'y a pas, en cette matière, de responsabilité collective.

Article 29.

Responsabilité collective des Chemins de fer pour les bagages.

§ 1. — Le Chemin de fer qui a accepté au transport des bagages en délivrant un bulletin de bagages international est responsable de l'exécution du transport sur le parcours total jusqu'à la livraison.

§ 2. — Chaque Chemin de fer subséquent, par le fait même de la prise en charge des bagages, participe au contrat de transport et accepte les obligations qui en résultent, sans préjudice des dispositions du § 2 de l'article 42, concernant le Chemin de fer destinataire.

Article 30.

Etendue de la responsabilité.

§ 1. — Le Chemin de fer est responsable, dans les conditions déterminées au présent chapitre, du retard à la livraison, du dommage résultant de la perte totale ou partielle des bagages ainsi que des avaries qu'ils subissent, à partir de l'acceptation au transport jusqu'à la livraison.

§ 2. — Il est déchargé de cette responsabilité, en cas de perte totale ou partielle ou d'avarie des bagages, s'il prouve que le dommage a eu pour cause une faute du voyageur, un vice propre des bagages ou un cas de force majeure.

Il n'est pas responsable du dommage résultant de la nature particulière du bagage, d'un vice de l'emballage ou du fait que des objets exclus du transport ont été néanmoins expédiés comme bagages.

Lorsque, en égard aux circonstances de fait, le dommage a pu résulter d'un risque inhérent, soit à la nature particulière du bagage, soit à un vice de l'emballage, soit au fait qu'il contenait des objets dont le transport comme bagages est interdit, il y a présomption qu'il résulte réellement de l'une de ces causes, à moins que l'ayant droit n'ait fait la preuve qu'il n'en résulte pas.

§ 3. — Il est également déchargé de la responsabilité pour le retard à la livraison, s'il prouve que ce retard a eu pour cause des circonstances que le Chemin de fer ne pouvait pas éviter et auxquelles il ne dépendait pas de lui de remédier.

Article 31.

Montant de l'indemnité en cas de perte totale ou partielle des bagages. Quand, en vertu des dispositions de la présente Convention, une indemnité pour perte totale ou partielle de bagages est mise à la charge du Chemin de fer, il peut être réclamé:

- si le montant du dommage est prouvé: une somme égale à ce montant sans qu'elle puisse toutefois excéder 40 francs par kilogramme de poids brut manquant;
- si le montant du dommage n'est pas prouvé: une somme calculée à forfait à raison de 20 francs par kilogramme de poids brut manquant.

Sont, en outre, remboursés le prix du transport, les droits de douane ou autres sommes déboursées à l'occasion du transport du bagage perdu, sans autres dommages-intérêts.

Une indemnité plus élevée ne peut être réclamée qu'en cas de déclaration d'intérêt à la livraison, conformément au § 4 de l'article 35, et qu'en cas de dol ou de faute lourde du Chemin de fer, conformément à l'article 36.

Article 32.

Présomption de perte des bagages. Cas où ils sont retrouvés.

§ 1. — Un colis manquant est considéré comme perdu à partir de l'expiration du quatorzième jour qui suit celui où la demande de livraison a été faite.

§ 2. — Si un colis réputé perdu est retrouvé dans l'année qui suit la demande de livraison, le Chemin de fer est tenu d'en donner avis au voyageur, lorsque son domicile est connu ou peut être découvert.

§ 3. — Dans le délai de trente jours après avoir reçu cet avis, le voyageur peut exiger que le colis lui soit livré à l'une des stations du parcours, contre paiement du seul prix de transport depuis la gare d'expédition jusqu'à celle où a lieu la livraison et contre restitution de l'indemnité qu'il a reçue, déduction faite éventuellement du prix du transport qui aurait été compris dans cette indemnité et sous réserve de tous droits à l'indemnité pour retard prévue à l'article 34 et s'il y a lieu au § 3 de l'article 35.

§ 4. — Si le colis retrouvé n'a pas été réclamé dans le délai de trente jours prévu au § 3 ci-dessus ou si le colis n'est retrouvé que plus d'un an après la demande de livraison, le Chemin de fer en dispose conformément aux lois et règlements de l'Etat dont il relève.

Article 33.

Montant de l'indemnité en cas d'avarie des bagages.

En cas d'avarie, le Chemin de fer doit payer le montant de la dépréciation subie par les bagages, sans autres dommages-intérêts. Une indemnité plus élevée ne peut être réclamée qu'en cas d'intérêt à la livraison, conformément au § 4 de l'article 35, et qu'en cas de dol ou de faute lourde du Chemin de fer, conformément à l'article 36.

Toutefois, l'indemnité ne peut dépasser:

- si la totalité de l'expédition est dépréciée par l'avarie, le chiffre qu'elle aurait atteint en cas de perte totale;
- si une partie seulement des bagages est dépréciée par l'avarie, le chiffre qu'elle aurait atteint en cas de perte de la partie dépréciée.

Article 34.

Montant de l'indemnité pour retard à la livraison des bagages.

§ 1. — En cas de retard dans la livraison, si le voyageur ne prouve pas qu'un dommage soit résulté de ce retard, le Chemin de fer est tenu de payer une indemnité fixée à vingt centimes par kilogramme de poids brut des bagages livrés en retard et par période indivisible de vingt-quatre heures à compter de la demande de livraison, avec maximum de quatorze jours.

§ 2. — Si la preuve est fournie qu'un dommage est résulté du retard, il est payé, pour ce dommage, une indemnité qui ne peut pas dépasser le quadruple de l'indemnité forfaitaire déterminée au § 1 de cet article.

§ 3. — Les indemnités prévues aux deux paragraphes qui précèdent ne peuvent pas se cumuler avec celles qui seraient dues pour perte totale des bagages.

En cas de perte partielle, elles sont payées, s'il y a lieu, pour la partie non perdue. En cas d'avarie, elles se cumulent, s'il y a lieu, avec l'indemnité prévue à l'article 33.

Dans tous les cas, le cumul des indemnités prévues aux paragraphes 1 et 2 avec celles qui sont prévues aux articles 31 et 33 ne peut donner lieu au paiement d'une indemnité totale supérieure à celle qui serait due en cas de perte totale des bagages.

Article 35.

Déclaration d'intérêt à la livraison.

§ 1. — Tout transport de bagages peut faire l'objet d'une déclaration d'intérêt à la livraison inscrite dans le bulletin de bagages.

A défaut d'indication contraire dans les tarifs, le montant de l'intérêt déclaré doit être indiqué dans la monnaie de l'Etat de départ.

§ 2. — Dans ce cas, il est perçu une taxe supplémentaire d'un dixième pour mille de la somme déclarée, par fraction indivisible de 10 kilomètres.

Les tarifs peuvent réduire ces taxes et fixer un minimum de perception.

§ 3. — S'il y a eu déclaration d'intérêt à la livraison, il peut être réclamé, en cas de retard:

a) s'il n'est pas prouvé qu'un dommage soit résulté de ce retard et dans les limites de l'intérêt déclaré, 0 fr. 40 par kilogramme de poids brut de bagages livrés en retard et par fraction indivisible de vingt-quatre heures à compter de la demande de livraison, avec maximum de quatorze jours;

b) si la preuve est fournie qu'un dommage est résulté du retard, une indemnité pouvant s'élever jusqu'au montant de l'intérêt déclaré.

Lorsque le montant de l'intérêt déclaré est inférieur aux indemnités prévues à l'article 34, celles-ci peuvent être réclamées au lieu des indemnités prévues sous les lettres a) et b) du présent paragraphe.

§ 4. — En cas de perte totale ou partielle ou d'avarie des bagages ayant fait l'objet d'une déclaration d'intérêt à la livraison, il peut être réclamé:

a) les indemnités prévues aux articles 31 et 33 et en outre,

b) le remboursement du dommage supplémentaire prouvé, jusqu'à concurrence du montant de l'intérêt déclaré.

§ 5. — S'il existe simultanément avarie ou perte partielle des bagages et retard à la livraison, les indemnités dues en vertu des §§ 3 et 4 b) ne sont payées que jusqu'à concurrence du montant déclaré comme intérêt à la livraison.

Article 36.

Indemnité en cas de dol ou de faute lourde imputable au Chemin de fer. Dans tous les cas où la perte totale ou partielle, l'avarie ou le retard des bagages a pour cause un dol ou une faute lourde imputable au Chemin de fer, le voyageur doit être complètement indemnisé pour le préjudice prouvé jusqu'à concurrence du double des maxima prévus aux articles 31, 33, 34 et 35.

Article 37.

Intérêts de l'indemnité.

Le voyageur peut demander des intérêts à raison de six pour cent de l'indemnité allouée sur un bulletin de bagages lorsque cette indemnité dépasse dix francs.

Ces intérêts courent du jour de la réclamation administrative prévue à l'article 40 ou, s'il n'y a pas eu de réclamation, du jour de la demande en justice.

Article 38.

Restitution des indemnités.

Toute indemnité indûment perçue doit être restituée.

En cas de fraude, le Chemin de fer a droit en outre au versement d'une somme égale à celle qu'il a payée indûment, sans préjudice des sanctions pénales.

Article 39.

Responsabilité du Chemin de fer pour ses agents.

Le Chemin de fer est responsable des agents attachés à son service et des autres personnes qu'il emploie pour l'exécution d'un transport dont il est chargé.

Toutefois, si, à la demande des voyageurs, les agents du Chemin de fer leur rendent des services qui n'incombent pas au Chemin de fer, ils sont considérés comme agissant pour le compte du voyageur à qui ils rendent ce service.

CHAPITRE II.

Réclamations administratives. Actions, procédure et prescription en cas de litiges nés du contrat de transport.

Article 40.

Réclamations administratives.

§ 1. — Les réclamations administratives fondées sur le contrat de transport doivent être adressées par écrit au Chemin de fer désigné à l'article 42.

§ 2. — Le droit de présenter la réclamation appartient aux personnes qui ont le droit d'actionner le Chemin de fer en vertu de l'article 41.

§ 3. — Les billets, bulletins de bagages et autres documents que l'ayant droit juge utile de joindre à sa réclamation doivent être présentés soit en originaux, soit en copies, celles-ci dûment légalisées si le Chemin de fer le demande.

Lors du règlement de la réclamation, le Chemin de fer pourra exiger la restitution des billets ou bulletins de bagages.

Article 41.

Personnes qui peuvent exercer le droit d'action contre le Chemin de fer.

L'action contre le Chemin de fer qui naît du contrat de transport n'appartient qu'à la personne qui produit le billet ou le bulletin de bagages, suivant le cas, ou qui, à défaut, justifie de son droit.

Article 42.

Chemins de fer contre lesquels l'action peut être exercée. Compétence.

§ 1. — L'action en restitution d'une somme payée en vertu du contrat de transport peut être exercée soit contre le Chemin de fer qui a perçu cette somme, soit contre le Chemin de fer au profit duquel la somme a été perçue en trop.

§ 2. — Les autres actions qui naissent du contrat de transport ne peuvent être exercées que contre le Chemin de fer de départ, le Chemin de fer destinataire ou celui sur lequel s'est produit le fait générateur de l'action.

Dans les cas où le Chemin de fer destinataire n'a pas reçu les bagages, il peut néanmoins être actionné.

Le demandeur a le choix entre lesdits Chemins de fer; l'action intentée, le droit d'option est éteint.

§ 3. — L'action ne peut être intentée que devant le juge compétent de l'Etat duquel relève le Chemin de fer actionné, à moins qu'il n'en soit décidé autrement dans les accords entre Etats ou les actes de concession.

Lorsqu'une entreprise exploite des réseaux autonomes dans divers Etats, chacun de ces réseaux est considéré comme un Chemin de fer distinct au point de vue de l'application du présent paragraphe.

§ 4. — L'action peut être formée contre un Chemin de fer autre que ceux qui sont désignés aux §§ 1 et 2 ci-dessus, lorsqu'elle est présentée comme demande reconventionnelle ou comme exception, dans l'instance relative à une demande principale fondée sur le même contrat de transport.

§ 5. — Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux recours des Chemins de fer entre eux, réglés au chapitre III du présent titre.

Article 43.

Constatation de la perte partielle ou d'une avarie subie par les bagages.

§ 1. — Lorsqu'une perte partielle ou une avarie est découverte ou présumée par le Chemin de fer ou alléguée par le voyageur, le Chemin de fer est tenu de faire dresser sans délai et si possible en présence de ce voyageur, un procès-verbal constatant l'état et le poids des bagages et, autant que possible, le montant du dommage, sa cause et le moment où il s'est produit.

Une copie de ce procès-verbal doit être remise gratuitement au voyageur sur sa demande.

§ 2. — Lorsque le voyageur n'accepte pas les constatations du procès-verbal, il peut demander la constatation judiciaire de l'état et du poids des bagages ainsi que des causes et du montant du dommage, conformément aux lois et règlements de l'Etat où la constatation judiciaire a lieu.

§ 3. — Dans le cas de perte de colis, le voyageur est tenu, pour faciliter les recherches du Chemin de fer, de donner la description aussi exacte que possible des colis perdus.

Article 44.

Extinction de l'action contre le Chemin de fer née du contrat de transport des bagages.

§ 1. — La réception des bagages éteint, contre le Chemin de fer, toute action provenant du contrat de transport.

§ 2. — Toutefois l'action n'est pas éteinte:

¹⁰ si le voyageur fournit la preuve que le dommage a pour cause un dol ou une faute lourde imputable au Chemin de fer;

²⁰ en cas de réclamation pour cause de retard, lorsqu'elle est faite à l'un des Chemins de fer désignés par le § 2 de l'article 42, dans un délai ne dépassant pas vingt et un jours; non compris celui de la réception;

³⁰ en cas de réclamation pour perte partielle ou pour avarie:

a) si la perte ou l'avarie a été constatée avant la réception des bagages par le voyageur conformément à l'article 43;

b) si la constatation, qui aurait dû être faite conformément à l'article 43, n'a été omise que par la faute du Chemin de fer;

⁴⁰ en cas de réclamation pour dommages non apparents dont l'existence est constatée après la réception, à la condition:

a) que la vérification des bagages à la station d'arrivée n'ait pas été offerte par le Chemin de fer au voyageur;

b) que la demande de constatation conformément à l'article 43 soit faite immédiatement après la découverte du dommage et au plus tard dans les trois jours qui suivent celui de la réception;

c) que le voyageur fasse la preuve que le dommage s'est produit dans l'intervalle écoulé entre l'acceptation au transport et la livraison;

⁵⁰ lorsque l'action a pour objet la restitution de sommes payées.

§ 3. — Le voyageur peut refuser la réception des bagages, tant qu'il n'a pas été procédé aux vérifications requises par lui en vue de constater le dommage allégué.

Les réserves qu'il ferait, tout en retirant les bagages, ne seraient d'aucun effet, à moins d'être acceptées par le Chemin de fer.

§ 4. — Si une partie des colis mentionnés dans le bulletin de bagages manque lors de la livraison, le voyageur peut exiger, avant de retirer les autres, que le Chemin de fer lui délivre une attestation à ce sujet.

§ 5. — La responsabilité pour perte totale prend fin si, dans l'espace de six mois après l'arrivée du train par lequel ils devraient être transportés, les bagages ne sont pas réclamés à la station destinataire, sans préjudice de l'avis qui doit être à toute époque donné au voyageur, si le colis est retrouvé et porte les indications nécessaires pour découvrir son adresse.

Article 45.

Prescription de l'action née du contrat de transport.

§ 1. — L'action née du contrat de transport est prescrite par un an, lorsque la somme due n'a pas été déjà fixée par une reconnaissance, par une transaction ou par un jugement.

Toutefois la prescription est de trois ans, s'il s'agit d'une action fondée soit sur un dommage ayant pour cause un dol, soit sur le cas de fraude visé dans l'article 38.

§ 2. — La prescription court:

a) pour les demandes d'indemnité en cas de perte partielle, d'avarie ou de retard à la livraison:

du jour où la livraison a eu lieu;

b) pour les demandes d'indemnité en cas de perte totale:

du jour où la livraison aurait dû avoir lieu;

c) pour les demandes en paiement ou en restitution de taxes, de frais accessoires ou de surtaxes ou pour les demandes en rectification de taxes, en cas d'application irrégulière du tarif, ou d'erreur de calcul:

du jour du paiement de la taxe, des frais accessoires ou de la surtaxe ou, s'il n'y a pas eu paiement, du jour où le paiement aurait dû être effectué;

d) pour les demandes en paiement de supplément de droit réclamé par la douane:

du jour de la réclamation de la douane;

e) pour les autres demandes concernant le transport des voyageurs:

du jour de l'expiration de la validité du billet.

Le jour indiqué comme point de départ n'est jamais compris dans le délai.

§ 3. — En cas de réclamation administrative écrite adressée au Chemin de fer conformément à l'article 40, la prescription cesse de courir. La prescription reprend son cours à partir du jour où le Chemin de fer a repoussé la réclamation par écrit et restitué les pièces qui y étaient jointes. La preuve de la réception de la réclamation ou de la réponse et celle de la restitution des pièces sont à la charge de celui qui invoque ce fait.

Les réclamations ultérieures ayant le même objet ne suspendent pas la prescription.

§ 4. — Sous réserve des dispositions qui précèdent, la suspension et interruption de la prescription sont réglées par les lois et règlements de l'Etat où l'action est intentée.

Article 46.

Inadmissibilité de la reprise de l'action éteinte ou prescrite.

L'action éteinte ou prescrite conformément aux dispositions du § 10 de l'article 26 et des articles 44 et 45 ne peut être reprise ni sous la forme d'une demande reconventionnelle ni sous celle d'une exception.

CHAPITRE III.

Règlement des comptes et recours des Chemins de fer entre eux.

Article 47.

Règlement des comptes entre Chemins de fer.

Tout Chemin de fer est tenu de payer aux autres Chemins de fer intéressés la part leur revenant sur un prix du transport qu'il a encaissé ou qu'il aurait dû encaisser.

Article 48.

Recours en cas d'indemnité pour perte totale ou partielle ou pour avarie.

§ 1. — Le Chemin de fer qui a payé une indemnité pour perte totale ou partielle ou pour avarie de bagages, en vertu des dispositions de la présente Convention, a le droit d'exercer un recours contre les Chemins de fer qui ont concouru au transport, conformément aux dispositions suivantes:

a) le Chemin de fer par le fait duquel le dommage a été causé en est seul responsable;

b) lorsque le dommage a été causé par le fait de plusieurs Chemins de fer, chacun d'eux répond du dommage causé par lui. Si la distinction est impossible dans l'espèce, la charge de l'indemnité est répartie entre eux d'après les principes énoncés à la lettre c);

c) s'il ne peut être prouvé que le dommage a été causé par le fait d'un ou de plusieurs Chemins de fer, la charge de l'indemnité due est répartie entre tous les Chemins de fer ayant participé au transport, à l'exception de ceux qui prouveraient que le dommage n'a pas été occasionné sur leurs lignes. La répartition est faite proportionnellement au nombre de kilomètres des distances d'application des tarifs.

§ 2. — Dans le cas d'insolvabilité de l'un des Chemins de fer, la part lui incombant et non payée par lui est répartie entre tous les autres Chemins de fer qui ont pris part au transport, proportionnellement au nombre de kilomètres des distances d'application des tarifs.

Article 49.

Recours en cas d'indemnité pour retard dans la livraison.

Les règles énoncées dans l'article 48 sont appliquées en cas d'indemnité payée pour retard. Si le retard a eu pour cause des irrégularités constatées sur plusieurs Chemins de fer, la charge de l'indemnité est répartie entre ces Chemins de fer proportionnellement à la durée du retard sur leurs réseaux respectifs.

Article 50.

Procédure de recours.

§ 1. — Le Chemin de fer contre lequel est exercé un des recours prévus aux articles 48 et 49 ci-dessus n'est jamais recevable à contester le bien-fondé du paiement effectué par l'administration exerçant le recours, lorsque l'indemnité a été fixée par l'autorité de justice après que l'assignation lui avait été dûment signifiée et qu'il avait été mis à même d'intervenir dans le procès. Le juge saisi de l'action principale fixe, selon les circonstances de fait, les délais impartis pour la signification et pour l'intervention.

§ 2. — Le Chemin de fer qui veut exercer son recours doit former sa demande dans une seule et même instance contre tous les Chemins de fer intéressés avec lesquels il n'a pas transigé, sous peine de perdre son recours contre ceux qu'il n'aurait pas assignés.

§ 3. — Le juge doit statuer par un seul et même jugement sur tous les recours dont il est saisi.

§ 4. — Les Chemins de fer actionnés ne peuvent exercer aucun recours ultérieur.

§ 5. — Il n'est pas permis d'introduire les recours en garantie dans l'instance relative à la demande principale en indemnité.

Article 51.

Compétence pour les recours.

§ 1. — Le juge du domicile du Chemin de fer contre lequel le recours s'exerce est exclusivement compétent pour toutes les actions en recours.

§ 2. — Lorsque l'action doit être intentée contre plusieurs Chemins de fer, le Chemin de fer demandeur a le droit de choisir entre les juges compétents, en vertu du paragraphe précédent, celui devant lequel il porte sa demande.

Article 52.

Conventions particulières au sujet des recours.

Sont réservées les conventions particulières qui peuvent intervenir entre les Chemins de fer, soit d'avance pour les divers recours qu'ils pourraient avoir les uns contre les autres, soit pour un cas spécial.

Titre IV.

DISPOSITIONS DIVERSES.

Article 53.

Application du droit national.

A défaut de stipulations dans la présente Convention, les dispositions des lois et règlements nationaux relatifs au transport dans chaque Etat sont applicables.

Article 54.

Règles générales de procédure.

Pour tous les litiges auxquels donnent lieu les transports soumis à la présente Convention, la procédure à suivre est celle du juge compétent, sous réserve des dispositions contraires insérées dans la Convention.

Article 55.

Exécution des jugements. Saisies et cautions.

§ 1. — Lorsque les jugements prononcés contradictoirement ou par défaut par le juge compétent, en vertu des dispositions de la présente Convention, sont devenus exécutoires d'après les lois appliquées par ce juge, ils deviennent exécutoires dans chacun des autres Etats contractants aussitôt après accomplissement des formalités prescrites dans cet Etat. La révision du fond de l'affaire n'est pas admise.

Cette disposition ne s'applique pas aux jugements qui ne sont exécutoires que provisoirement, non plus qu'aux condamnations en dommages-intérêts qui seraient prononcées, en sus des dépens, contre un demandeur à raison du rejet de sa demande.

§ 2. — Les créances engendrées par un transport international, au profit d'un Chemin de fer sur un Chemin de fer qui ne relève pas du même Etat que le premier, ne peuvent être saisies qu'en vertu d'un jugement rendu par l'autorité judiciaire de l'Etat duquel relève le Chemin de fer titulaire des créances saisies.

§ 3. — Le matériel roulant d'un Chemin de fer, ainsi que les objets mobiliers de toute nature lui appartenant et contenus dans ce matériel, ne peuvent faire l'objet d'une saisie, sur un territoire autre que celui de l'Etat duquel relève le Chemin de fer propriétaire, qu'en vertu d'un jugement rendu par l'autorité judiciaire de cet Etat.

§ 4. — La caution à fournir pour assurer le paiement des dépens ne peut être exigée à l'occasion des actions judiciaires fondées sur le contrat de transport international.

Article 56.

Unité monétaire. Cours de conversion ou d'acceptation des monnaies étrangères.

§ 1. — Les sommes indiquées en francs dans la présente Convention ou ses annexes sont considérées comme se rapportant au franc or d'un poids de 10/31 de gramme au titre de 0.900.

§ 2. — Le Chemin de fer est tenu de publier, par voie d'affichage aux guichets ou de toute autre manière appropriée, les cours auxquels il effectue la conversion des sommes exprimées en unités monétaires étrangères, qui sont payées en monnaie du pays (cours de conversion).

§ 3. — De même un Chemin de fer qui accepte en paiement des monnaies étrangères est tenu de publier les cours auxquels il les accepte (cours d'acceptation).

Article 57.

Institution d'un Office central des transports internationaux par Chemins de fer.

§ 1. — Pour faciliter et assurer l'exécution de la présente Convention, il est institué un Office central des transports internationaux par Chemins de fer chargé:

a) de recevoir les communications de chacun des Etats contractants et de chacun des Chemins de fer intéressés et de les notifier aux autres Etats et Chemin de fer;

b) de recueillir, coordonner et publier les renseignements de toute nature qui intéressent le service des transports internationaux;

c) de prononcer, à la demande des parties, des sentences sur les litiges qui pourraient s'élever entre les Chemins de fer;

d) de faciliter, entre les divers Chemins de fer, les relations financières nécessitées par le service des transports internationaux et le recouvrement des créances restées en souffrance et d'assurer, à ce point de vue, la sécurité des rapports des Chemins de fer entre eux;

e) d'instruire les demandes de modifications à la présente Convention et de proposer la réunion des Conférences prévues à l'article 60, quand il y a lieu.

§ 2. — Un règlement spécial constituant l'Annexe II à la présente Convention détermine le siège, la composition et l'organisation de cet Office, ainsi que ses moyens d'action. Ce règlement et les modifications qui y sont apportées par des accords entre tous les Etats contractants ont la même valeur et durée que la Convention.

Article 58.

Liste des lignes soumises à la Convention.

§ 1. — L'Office central prévu à l'article 57 est chargé d'établir et de tenir à jour la liste des lignes soumises à la présente Convention. A cet effet, il reçoit les notifications des Etats contractants relatives à l'inscription sur cette liste ou à la radiation des lignes d'un Chemin de fer ou d'une des entreprises mentionnées à l'article 2.

§ 2. — L'entrée d'une ligne nouvelle dans le service des transports internationaux n'a lieu qu'un mois après la date de la lettre de l'Office central notifiant son inscription aux autres Etats.

§ 3. — La radiation d'une ligne est effectuée par l'Office central, aussitôt que celui des Etats contractants sur la demande duquel cette ligne a été portée sur la liste lui a notifié qu'elle ne se trouve plus en situation de satisfaire aux obligations imposées par la Convention.

§ 4. — La simple réception de l'avis émanant de l'Office central donne immédiatement à chaque Chemin de fer le droit de cesser, avec la ligne radiée, toutes relations de transport international, sauf en ce qui concerne les transports en cours, qui doivent être continués jusqu'à destination.

Article 59.

Admission de nouveaux Etats.

§ 1. — Tout Etat non signataire qui veut adhérer à la présente Convention adresse sa demande au Gouvernement suisse, qui la communique à tous les Etats participants avec une note de l'Office central sur la situation des Chemins de fer de l'Etat demandeur au point de vue des transports internationaux.

§ 2. — A moins que dans le délai de six mois à dater de l'envoi de cet avis, deux Etats au moins n'aient notifié leur opposition au Gouvernement suisse, la demande est admise de plein droit et avis en est donné par le Gouvernement suisse à l'Etat demandeur et à tous les Etats participants.

Dans le cas contraire, le Gouvernement suisse notifie à tous les Etats et à l'Etat demandeur que l'examen de la demande est ajourné.

§ 3. — Toute admission produit ses effets un mois après la date de l'avis envoyé par le Gouvernement suisse.

Article 60.

Révision de la Convention.

§ 1. — Les Délégués des Etats contractants se réunissent pour la révision de la Convention, sur la convocation du Gouvernement suisse, au plus tard cinq ans après la mise en vigueur des modifications adoptées à la dernière Conférence.

Une Conférence sera convoquée avant cette époque, si la demande en est faite par le tiers au moins des Etats contractants.

§ 2. — La mise en vigueur de la Convention nouvelle à laquelle aboutit une conférence de révision emporte abrogation de la Convention antérieure même à l'égard de celles des parties contractantes qui ne ratifieraient pas la Convention nouvelle.

Article 61.

Dispositions complémentaires.

§ 1. — Les dispositions complémentaires que certains Etats contractants ou certains Chemins de fer participants jugeraient utile de publier pour l'exécution de la Convention sont communiquées par eux à l'Office central.

§ 2. — Les accords intervenus pour l'adoption de ces dispositions peuvent être mis en vigueur, sur les Chemins de fer qui y ont adhéré, dans les formes prévues par les lois et règlements de chaque Etat, sans pouvoir porter dérogation à la Convention internationale.

Leur mise en vigueur est notifiée à l'Office central.

Article 62.

Durée de l'engagement résultant de l'adhésion à la Convention.

§ 1. — La durée de la présente Convention est illimitée. Toutefois, chaque Etat participant peut se dégager dans les conditions ci-après:

Le premier engagement est valable jusqu'au 31 décembre de la cinquième année qui suivra la mise en vigueur de la présente Convention. Tout Etat qui voudrait se dégager pour l'expiration de cette période devra notifier son intention au moins un an avant cette date au Gouvernement suisse, qui en informera tous les Etats participants.

A défaut de notification dans le délai indiqué, l'engagement sera prolongé de plein droit pour une période de trois années, et ainsi de suite, de trois ans en trois ans, à défaut de dénonciation un an au moins avant le 31 décembre de la dernière année de l'une des périodes triennales.

§ 2. — Les nouveaux Etats admis à participer à la Convention au cours de la période quinquennale ou d'une des périodes triennales sont engagés jusqu'à la fin de cette période, puis jusqu'à la fin de chacune des périodes suivantes, tant qu'ils n'auront pas dénoncé leur engagement un an au moins avant l'expiration de l'une d'entre elles.

Article 63.

Ratifications.

La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront déposés le plus tôt possible auprès du Gouvernement suisse.

Lorsque la Convention aura été ratifiée par quinze Etats, le Gouvernement suisse pourra se mettre en rapport avec les Gouvernements intéressés à l'effet d'examiner avec eux la possibilité de mettre la Convention en vigueur.

Article 64.

Textes de la Convention. Traductions officielles.

La présente Convention a été conclue et signée en langue française selon l'usage diplomatique établi.

Au texte français sont joints un texte en langue allemande et un texte en langue italienne, qui ont la valeur de traductions officielles.

En cas de divergence, le texte français fait foi.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Etats susindiqués et les Délégués de la Commission de Gouvernement du Territoire de la Sarre ont signé la présente Convention.

Fait à Rome, le 23 novembre 1933 en double original dont l'un restera déposé aux archives du Ministère des Affaires étrangères du Royaume d'Italie et l'autre sera envoyé par le Gouvernement italien au Gouvernement suisse pour être déposé aux archives dudit Gouvernement. Une copie certifiée conforme de la présente Convention sera remise par les soins du Gouvernement italien à tous les Etats représentés à la Conférence ainsi qu'au Gouvernement portugais.

Pour l'Allemagne:

Ulrich von Hassel
Heinrich Niemack
Johannes Koffka

A. Landra
Salvatore Maltese
La Valle
Luca Pietromarchi
A. Filoni
S. Scoccianti

Pour l'Autriche:

Dr. Ant. Rintelen

Pour la Lettonie:

Dr. A. Spekke

Pour la Belgique:

P. Albert de Ligne

Pour le Lichtenstein:

Hunziker

Pour la Bulgarie:

Général Ivan Volkoff

Pour le Luxembourg:

Dumont

Pour le Danemark:

J. C. W. Kruse

Pour la Norvège:

J. Irgens

Pour la ville libre de Dantzig:

Alfred Wysocki

Pour les Pays-Bas:

J. Patijn

Pour l'Espagne:

G. de Ojeda

Pour la Pologne:

Alfred Wysocki

Pour l'Estonie:

A. Schmidt

Pour la Roumanie:

J. Lugosianu

Pour la Finlande:

Pontus Artti

Pour la Suède:

Erik Sjoborg

Pour la France:

Charles de Chambrun

Pour la Suisse:

Hunziker

Pour la Grèce:

M. C. Mélas

Pour la Tchécoslovaquie:

F. Chvalkovsky

Pour la Hongrie:

Frédéric Villani

Pour la Turquie:

Zeki Nebil

Pour l'Italie:

Lodovico Luciolli
A. Giannini
Luigi Maccallini
Ludovico Belmonte
Massimo Chiesa
P. Quaroni

Pour la Yougoslavie:

Y. Douthitch

Pour la Commission de gouvernement du territoire du bassin de la Sarre:

L. d'Ehrnrooth.

Formulaire du bulletin de bagages.

Le formulaire se compose de trois feuilles avec le texte ci-après. Les administrations de chemins de fer déterminent si toutes les trois feuilles ou si seulement les feuilles 1 et 3 sont remplies par décalquage.

1-ère feuille.

Transport international de bagages					
(Nom de l'administration de Chemin de fer)					
Souche du bulletin de bagages					
de à					
via					
Date	Nombre des titres de transport	Nombre des colis-bagages	Poids réel kg	Prix de transport des bagages	
19.....				Calcul de la taxe par unité de 10 kg	sans franchise de bagages pour ... kg
Train N°				*)	
Intérêt à la livraison					
Frais accessoires					
Total de taxe					

2-è feuille.

Transport international de bagages					
(Nom de l'administration de Chemin de fer)					
Feuille de route					
de à					
via					
Date	Nombre des titres de transport	Nombre des colis-bagages	Poids réel kg	Prix de transport des bagages	
19.....				Calcul de la taxe par unité de 10 kg	sans franchise de bagages pour ... kg
Train N°				*)	
Intérêt à la livraison					
Frais accessoires					
Total de taxe					

*) Les chemins de fer peuvent compléter cette rubrique selon leurs besoins.

3-è feuille, recto.

Transport international de bagages					
(Nom de l'administration de Chemin de fer)					
Bulletin de bagages					
de à					
via					
Date	Nombre des titres de transport	Nombre des colis-bagages	Poids réel kg	Prix de transport des bagages	
19.....				Calcul de la taxe par unité de 10 kg	sans franchise de bagages pour ... kg
Train N°				*)	
Intérêt à la livraison					
Frais accessoires					
Total de taxe					

*) Les chemins de fer peuvent compléter cette rubrique selon leurs besoins.

Voir au verso.

3-è feuille, verso.

Le transport est effectué aux conditions de la Convention internationale concernant le transport des voyageurs et des bagages, ainsi qu'à celles des tarifs applicables au présent envoi.

Le voyageur est tenu d'assister aux formalités exigées par les douanes, octrois, autorités fiscales, de police et autres autorités administratives, sauf les exceptions admises par les administrations compétentes.

Les bagages désignés au recto sont délivrés contre remise du présent bulletin.

ANNEXE II

(Article 57)

RÈGLEMENT RELATIF À L'OFFICE CENTRAL DES TRANSPORTS INTERNATIONAUX PAR CHEMINS DE FER.

Article premier.

§ 1. — L'Office central des transports internationaux par Chemins de fer siège à Berne. Son organisation dans le cadre établi par les dispositions de l'article 57 de la Convention, ainsi que la surveillance de son activité, sont confiées au Conseil fédéral suisse.

§ 2. — Les frais de l'Office central sont supportés par les Etats contractants, proportionnellement à la longueur des lignes de Chemins de fer ou des parcours desservis par les autres entreprises admises à participer aux transports effectués dans les conditions fixées par la Convention internationale. Toutefois, les lignes de navigation participent aux dépenses, proportionnellement à la moitié seulement de leurs parcours. Pour chaque Etat, la contribution est de 0 fr. 80 au maximum par kilomètre. Le montant du crédit annuel afférent au kilomètre de voie ferrée sera fixé, pour chaque exercice, par le Conseil fédéral suisse, l'Office central entendu, et en tenant compte des circonstances et nécessités du moment. Il sera toujours perçu en totalité. Lorsque les dépenses effectives de l'Office central n'auront pas atteint le montant du crédit calculé sur cette base, le solde non dépensé sera versé au fonds de retraite et de pension, dont les intérêts doivent servir à accorder des secours ou des indemnités aux fonctionnaires et employés de l'Office central pour les cas où, par suite d'âge avancé, d'accidents ou de maladie, ils seraient définitivement incapables de continuer à remplir leurs fonctions.

A l'occasion de la remise aux Etats contractants du rapport de gestion et du relevé de comptes annuels, l'Office central les invitera à verser leur part contributive aux dépenses de l'exercice écoulé. L'Etat qui, à la date du 1-er octobre, n'aurait pas versé sa part, sera, une deuxième fois, invité à le faire. Si ce rappel n'est pas suivi d'effet, l'Office central le renouvellera au début de l'année suivante, à l'occasion de l'envoi du rapport sur le nouvel exercice écoulé. Si à la date du 1-er juillet suivant, aucun compte n'a été tenu de ce rappel, une quatrième démarche sera faite auprès de l'Etat retardataire pour l'amener à payer les deux annuités échues; en cas d'insuccès, l'Office central l'aviserà, trois mois plus tard, que si le versement attendu n'a pas été effectué jusqu'à la fin de l'année, son abstention sera interprétée comme une manifestation tacite de sa volonté de se retirer de la Convention. A défaut d'une suite donnée à cette dernière démarche jusqu'au 31 décembre, l'Office central, prenant acte de la volonté tacitement exprimée par l'Etat défaillant, de se retirer de la Convention, procédera à la radiation des lignes de cet Etat de la liste des lignes admises au service des transports internationaux.

Les montants non recouverts devront, autant que possible, être couverts au moyen des crédits ordinaires dont dispose l'Office central et pourront être répartis sur quatre exercices. La partie du déficit qui n'aurait pas pu être comblée de la sorte sera, dans un compte spécial, portée au débit des autres Etats dans la proportion du nombre de kilomètres des voies ferrées soumises à la Convention à l'époque de la mise en compte et, pour chacun, dans la mesure où il aura déjà, pendant la période de deux ans qui se sera terminée par la retraite de l'Etat défaillant, été avec lui partie à la Convention. Un Etat dont les lignes auront été radiées dans les conditions indiquées à l'alinéa précédent ne pourra les faire réadmettre au service des transports internationaux qu'en payant au préalable les sommes dont ledit Etat sera resté débiteur, pour les années entrant en considération et ce avec intérêt de cinq pour cent à compter de la fin du sixième mois écoulé depuis le jour où l'Office central l'aura invité la première fois à payer les parts contributives lui incombant.

Article 2.

§ 1. — L'Office central publie un Bulletin mensuel contenant les renseignements nécessaires à l'application de la Convention, notamment les communications relatives à la liste des lignes de Chemins de fer et d'autres entreprises et aux objets exclus du transport ou admis sous certaines conditions, ainsi que les documents de jurisprudence et de statistique qu'il jugerait utile d'y insérer.

§ 2. — Le Bulletin est rédigé en français et en allemand. Un exemplaire est envoyé gratuitement à chaque Etat et à chacune des Administrations intéressées. Les autres exemplaires demandés sont payés à un prix fixé par l'Office central.

Article 3.

§ 1. — Les bordereaux et créances pour transports internationaux restés impayés peuvent être adressés par l'Administration créancière à l'Office central, pour qu'il en facilite le recouvrement. A cet effet, l'Office central met l'entreprise de transport débitrice en demeure de régler la somme due ou de fournir les motifs de son refus de payer.

§ 2. — Si l'Office central estime que les motifs de refus allégués sont suffisamment fondés, il renvoie les parties à se poursuivre devant le juge compétent.

§ 3. — Lorsque l'Office central estime que la totalité ou une partie de la somme est réellement due, il peut, après avoir consulté un expert, déclarer que l'entreprise de transport débitrice sera tenue de verser à l'Office central tout ou partie de la créance; la somme ainsi versée doit rester consignée jusqu'à décision au fond par le juge compétent.

§ 4. — Dans le cas où une entreprise de transport n'a pas obéi dans la quinzaine aux injonctions de l'Office central, il lui est adressé une nouvelle mise en demeure, avec indication des conséquences de son refus.

§ 5. — Dix jours après cette nouvelle mise en demeure, si elle est restée infructueuse, l'Office central adresse à l'Etat duquel dépend l'entreprise de transport un avis motivé, en invitant cet Etat à aviser aux mesures à prendre et notamment à examiner s'il doit maintenir sur la liste les lignes de l'entreprise de transport débitrice.

§ 6. — Si l'Etat duquel dépend l'entreprise de transport débitrice déclare que, malgré le non-paiement, il ne croit pas devoir faire rayer de la liste les lignes de cette entreprise, ou s'il laisse sans réponse pendant six semaines la communication de l'Office central, il est réputé de plein droit accepter la garantie de la solvabilité de ladite entreprise, en ce qui concerne les créances résultant des transports internationaux.

Tulkojums.

Starptautiskā konvencija

pasažieru un bagāžas pārvadāšanai pa dzelzceļiem. (C. I. V.)

Vācija, Austrija, Beļģija, Bulgārija, Dānija, Dancigas brīvpilsēta, Spānija, Igaunija, Somija, Francija, Grieķija, Ungārija, Itālija, Latvija, Lichtenšteina, Luksemburga, Norveģija, Holande, Polija, Rumānija, Zviedrija, Šveice, Čehoslovākija, Turcija un Dienvidslāvija,

ar Sāras apgabala valdības komisijas delegātu piedalīšanos, atzīstot par nepieciešamu revidēt 1924. g. 23. oktobrī Bernē parakstīto Starptautisko konvenciju pasažieru un bagāžas pārvadāšanai pa dzelzceļiem, saskaņā ar šīs konvencijas 60. pantu, nolēma noslēgt jaunu konvenciju un vienojās par sekojošiem pantiem:

I daļa.

KONVENCIJAS PRIEKŠMETS UN PIEMĒROŠANAS APJOMS.

1. pants.

Dzelzceļi un pārvadājumi, kuriem konvencija piemērojama.

1. §. Šī konvencija piemērojama visiem pasažieru un bagāžas pārvadājumiem ar starptautiskām biļetēm un bagāžas kvītiem, kurus piedalās vismaz divu līgumslēdzēju valstu dzelzceļi, un vienīgi pa tām dzelzceļu līnijām, kas uzrādītas, saskaņā ar šīs konvencijas 58. pantu, sastādāmā sarakstā.

2. §. Šī konvencija tomēr nav piemērojama:

1. Pārvadājumiem, kuri izsūtīšanas un gala stacija atrodas vienas valsts robežās un kuri kādas citas valsts teritoriju skar tikai transitā:

a) ja līnijas, kurās izdara transita pārvadājumus, ekspluatē kāds izsūtītais valsts dzelzceļš;

b) arī tad, ja transita līnijas neekspluatē kāds izsūtītais valsts dzelzceļš, bet piedaloties dzelzceļi noslēguši īpašus līgumus, pēc kuriem šie pārvadājumi nav uzskatāmi par starptautiskiem.

2. Pārvadājumiem starp divu kaimiņvalstu stacijām, ja tos uz visu ceļa apkalpo viens no šo valstu dzelzceļiem un neviena no šīm valstīm pret to neceļ iebildumus.

3. §. Tarifi nosaka starp kādām stacijām izdodamas starptautiskas biļetes un bagāžas kvītis.

2. pants.

Nosacījumi jauktiem pārvadājumiem.

1. §. 1. pantā paredzētajā sarakstā var uzņemt līdz ar dzelzceļu līnijām arī kārtēju satiksmi uzturošas automobiļu vai kuģniecību līnijas, kurās, kā kādas dzelzceļu līnijas turpinājums, izpilda starptautiskus pārvadājumus uz kādas līgumslēdzējas valsts vai kāda sarakstā ieviesta dzelzceļa atbildību.

2. §. Šādu satiksmju līniju uzņēmumi padoti visiem pienākumiem un tiem piešķirtas visas tiesības, kas ar šo konvenciju atzītas dzelzceļiem, pieņemot tomēr ierobežojumus, kas tieši izriet no pārvadāšanas veida dažādības. Šie ierobežojumi tomēr nevar grozīt šī konvencijā paredzētos noteikumus par atbildību.

3. §. Katrai valstij, kura vēlas ievest sarakstā kādu no 1. § minētām līnijām, jāpārņemas, lai 2. § paredzētos ierobežojumus publicētu tādā pašā kārtībā kā tarifus.

4. §. Starptautiskiem pārvadājumiem, kuri izpildīšanā ņem dalību kā dzelzceļi, tā arī citi, 1. § neminētie pārvadāšanas uzņēmumi, lai piemērotos katrā pārvadāšanas veida īpatnībām, dzelzceļi, vienojoties ar dalību ņemošiem pārvadāšanas uzņēmumiem, var izdot tarifu noteikumus, kas pakļauj šos pārvadājumus citādi, nekā šī konvencijā paredzētai tiesiskai kārtībai. Šī gadījumā tie var pielietot citu, nekā šī konvencijā paredzēto pārvadāšanas dokumentu.

3. pants.

Apvienoti pārvadājumi.

1. §. Šī konvencija piemērojama arī pasažieru un bagāžas pārvadājumiem no kādas starptautiskā tarifā neuzņemtas stacijas līdz kādai tai pašā valstī atrodošai pievienojošai stacijai, kura minētā tarifā uzņemta un no pēdējās un tarifā uzņemto gala stacijas, vai nu ar starptautiskās satiksmes biļeti vai bagāžas kvīti, kurās maksas par tiešo pievienoto attālumu saskaņā ar kopā, vai arī ar divām apvienotām biļetēm. Ja izdod divas biļetes, tad uz otrās biļetes jāatzīmē pirmatnējā izbraukšanas stacija.

2. §. Dzelzceļi nosaka, kādos apstākļos un ar kādiem noteikumiem var prasīt tādu apvienotu pārvadāšanu no dažām izbraukšanas stacijām. Šīs stacijas uzņemamas sarakstā, kuru paziņo pārējiem dalību ņemošiem dzelzceļiem.

4. pants.

Dzelzceļa pienākums pārvadāt.

Ja pastāv starptautisks tarifs vai saskaņā ar 3. pantu paredzētā apvienotā pārvadāšana, tad no pārvadāšanas nevar atteikties, ja vien:

- pasažieris padodas šīs konvencijas nosacījumiem;
- pārvadāšana iespējama ar parastiem pārvadāšanas līdzekļiem;
- pārvadāšana kādā no dalību ņemošām valstīm nav aizliegta ar likumīgiem nosacījumiem vai sabiedriskas kārtības uzturēšanas dēļ;
- pārvadāšanu netraucē tādi apstākļi, no kuriem dzelzceļš nevar izvairīties un kuru novēršana no tā nav atkarīga.

II daļa.

PĀRVADĀŠANAS LĪGUMS.

1. NODAĻA.

Pasažieru pārvadāšana.

5. pants.

Tiesība uz pārvadāšanu.

1. §. Uzsākot braucienu, pasažierim jāiegādājas biļete. Tarifi šai ziņā var paredzēt izņēmumus.

2. §. Pasažierja pienākums ir uzglabāt biļeti pa visu brauciena laiku. Uz kontrolējošo ierēdņu pieprasījuma viņam tā jāuzrāda un, braucienu nobeidzot, jāatdod.

6. pants.

Biļetes.

1. §. Uz biļetēm, kurās izdotas kādam starptautiskam pārvadājumam pēc šīs konvencijas, jābūt apzīmējumam „C”

2. §. Uz biļetēm jābūt sekojošām ziņām:

- izbraukšanas un gala stacijai;
- ceļa virzienam; ja atļauta dažādu ceļa virzienu vai pārvadāšanas līdzekļu lietošana, tad tam jābūt atzīmētam;
- vilciena šķirai un vagona klasei;
- braukuma maksai;
- biļetes derīguma sākuma dienai;
- derīguma laikam.

3. §. Tarifi vai vienošanās dzelzceļu starpā nosaka, kādā valodā biļetes iepiežamas un izpildāmas, kā arī to veidu un saturu.

4. §. Biļetes grāmatīpas veidā ar kontrollapām (grāmatīpu biļetes), kā arī dzelzceļu pārvalžu no kuponiem sastādītas biļetes pēc šīs konvencijas uzskatāmas par vienu pārvadāšanas dokumentu.

Oficiālu ceļojumu biroju vai privātu aģentūru vienā aploksnē sakopotas biļetes sastāda katrā par sevi atsevišķu pārvadāšanas dokumentu, kurš padots katrā atsevišķā gadījumā attiecīgās valsts iekšējiem vai šīs konvencijas noteikumiem.

5. §. Ja tarifi neparedz izņēmumus, tad biļeti var atdot citai personai tikai tādā gadījumā, ja tā nav izdota uz vārda un ja brauciens vēl nav uzsākts.

Tirgošanās ar biļetēm un to atkalpārdošana par citādu nekā tarifos paredzētu cenu, padota katrā valstī šīs valsts likumiem un noteikumiem.

7. pants.

Braukuma maksas pazeminājums bērniem.

1. §. Bērni vecumā līdz pilniem 4 gadiem, ja tiem nepieprasa atsevišķu vietu, pārvadājami bez biļetes par brīvu.

2. §. Bērni, vecāki par 4 gadiem līdz pilniem 10 gadiem, kā arī jaunāki bērni, kuriem pieprasīta atsevišķa vieta, pārvadājami par pazeminātu maksu, kas nedrīkst būt augstāka par pusi no pieaugušo biļetes cenas, neskaitot maksas noapaļojumu pēc biļetes izdevējas pārvaldes noteikumiem.

Šis pazeminājums nav saistošs biļetēm, kuru cena attiecībā pret parasto biļetes cenu jau pazemināta.

8. pants.

Biļešu derīguma laiks.

1. §. Biļešu derīguma laiku nosaka tarifi.

2. §. Šim derīguma laikam jābūt vismaz:

Vienreizējām biļetēm:

par katriem kaut arī nepilniem 100 km 1 diena;

biļetes derīguma laiks tomēr nedrīkst būt īsāks par 2 dienām;

turp un atpakaļ biļetēm:

par katriem arī nepilniem 50 km 1 diena;

šo biļešu derīguma laiks tomēr nedrīkst būt īsāks par 4 dienām.

3. §. Sevišķām biļetēm par pazeminātu maksu var būt citāds derīguma laiks.

4. §. Biļetes derīguma pirmā diena skaitās par pilnu dienu. Ceļojumu var uzsākt kaut kurā dienā biļetes derīguma laika robežās; tas jānobeidz, ja tarifi neparedz izņēmumus, vēlākais ar to vilcienu, kas pēc vilcienu saraksta pienāk gala stacijā ne vēlāk kā pēdējās derīguma dienas pulksten 24.

9. pants.

Vietu ierādišana un pasūtišana.

1. §. Pasažieris var, iekāpjot vilcienā, aizņemt sev un citām līdz ar viņu ceļojošām personām, kuŗu biļetes viņš var uzrādīt, pa vienai vēl neaizņemtai vietai. Ja pasažieris atstāj savu vietu, redzami neapzīmējot to kā aizņemtu, tad tas zaudē tiesību to aizņemt. Bez tam vietu ierādišanas kārtību nosaka katra atsevišķa dzelzceļa spēkā esošie priekšraksti.

2. §. Tarifi un vilcienu satraksti nosaka vai un ar kādiem nosacījumiem var pasūtīt atsevišķas vietas dažos vilcienos.

10. pants.

Brauciena pārtraukšana starpstacijās.

1. §. Tarifi nosaka vai un ar kādiem nosacījumiem pasažierim biļetes derīguma laikā ir tiesība pārtraukt braucienu starpstacijās.

2. §. Ja pasažieris izlieto savas tiesības pārtraukt ceļojumu starpstacijās, tad tas tomēr tarifos paredzēto biļetes derīguma laiku nepagarina.

3. §. Ja pasažierim ir tikai vienam virzienam derīga biļete, tad pārtraukto ceļojumu viņam atļauts turpināt arī no citas, šī virziena gala stacijai tuvākas stacijas.

4. §. Ja pasažieris ar biļeti, kuŗa pēc izvēles derīga vairākiem virzieniem, pārtrauc ceļojumu, tad viņš var to turpināt tikai no pārtraukuma stacijas, vai tai pašā virzienā gala stacijai tuvākas stacijas.

5. §. Ceļojuma pārtraukuma laiks ierobežots ar biļešu derīguma laiku.

11. pants.

Pāreja vagonu augstākā klasē vai augstākas šķiras vilcienā.

Pasažieris var pāriet vagonu augstākā klasē vai augstākas šķiras vilcienā, nekā atzīmēts biļetē, ievērojot attiecīgos tarifa noteikumus un samaksājot paredzēto piekšmaksu.

12. pants.

Pasažieris bez derīgas biļetes.

1. §. Pasažierim, kuŗš nevar uzrādīt derīgu biļeti, neatkarīgi no krimināltiesiskās atbildības, jāsamaksā virsmaksa, kā arī maksa par nobraukto ceļa gabalu; šī virsmaksa aprēķināma saskaņā ar noteikumiem, kādi pastāv uz dzelzceļa, kur virsmaksa iekasējama; attiecīgu priekšrakstu trūkuma gadījumā pasažierim jāmaksā virsmaksa, kuŗas apmērs līdzinās maksai par nobraukto ceļa gabalu.

2. §. Biļetes, kuŗām izdarīti neatļauti grozījumi, uzskatāmas par nederīgām un gaitas personāls tās atņem.

3. §. Pasažieri, kuŗš liedzas nekavejoties samaksāt braukuma maksu vai virsmaksu, var izraidīt no vilciena. No vilciena izraidītais pasažieris nevar prasīt izdot viņam tā bagāžu kādā citā nekā gala stacijā.

13. pants.

Personas, kuŗas izslēgtas no pārvadāšanas vai pielaižamas ar nosacījumiem.

1. §. Nav ielaižamas vilcienā vai ceļā var no tā izraidīt:

a) personas iereibušā stāvoklī un tādas, kas uzvedas nepieklājīgi vai neievēro likumu un noteikumu priekšrakstus; tādām personām nav tiesības uz samaksātās braukuma vai bagāžas veduma maksas atmaksu;

b) personas, kuŗas slimības vai kādu citu iemeslu dēļ, acimredzot varētu radīt neērtības citiem pasažieriem, ja tām nav jau iepriekš nomāta īpaša vagona nodaļa vai tādu nevar ierādīt pret samaksu. Tomēr ceļā saslimušas personas jānogādā vismaz līdz pirmajai stacijai, kur ir iespējams tām sniegt nepieciešamo palīdzību. Braukuma un bagāžas veduma maksa, pēc 26. pantā norādītiem nosacījumiem, jāizmaksā atpakaļ, atvelkot maksu par nobraukto ceļa gabalu.

2. §. Ar lipīgām slimībām slimojošu personu pārvadāšanai piemērojamas starptautiskas vienošanās, bet pēdējo trūkuma gadījumā — atsevišķas valstis spēkā esošie nosacījumi.

14. pants.

No līdzņemšanas vagonos izslēgtie priekšmeti.

1. §. Nedrīkst ņemt līdz pasažieru vagonos bīstamus priekšmetus, sevišķi pielādētus ierocus, sprāgstošas, viegli aizdegošas un kodīgas vielas, kā arī priekšmetus, kuŗi varētu traucēt vai radīt neērtības pasažieriem.

Tomēr pasažieriem, kuŗi, izpildot dienesta pienākumus, nēsā šaujamu ieroci, kā arī medniekiem un strēlniekiem ir atļauts ņemt līdz šaujamos piederumus, nepārsniedzot attiecīgās valsts spēkā esošos noteikumus paredzēto lielāko daudzumu. Sardzei, kas pavadā apcietinātos un brauc kopā ar tiem īpašos vagonos vai vagonu nodaļās, ir atļauts līdzņemt pielādētus šaujamos ierocus.

2. §. Dzelzceļu darbiniekiem ir tiesība pasažiera klātbūtnē pārbaudīt līdzņemtos priekšmetus, ja ir nopietnas aizdomas par 1. § nosacījumu pārkāpšanu.

3. §. Par visiem zaudējumiem, kas celtos no 1. § nosacījumu pārkāpšanas, atbild vainīgais, kuŗš bez tam padots likumos un noteikumos paredzētiem sodiem.

15. pants.

Rokas saiņu un dzīvnieku līdzņemšana vagonos.

1. §. Pasažierim ir atļauts ņemt līdz bez maksas pasažieru vagonos viegli pārnesamus priekšmetus (rokas saiņus), ja to nenoliedz muitas, nodokļu, finanču, policijas vai kādu citu administratīvu iestāžu priekšraksti un ja šie priekšmeti nevar bojāt vagonu iekārtu. Katrs pasažieris savu rokas saiņu novietošanai var izlietot tikai to telpu, kas atrodas virs un zem viņa aizņemtās vietas.

2. §. Dzīvus kustoņus pasažieru vagonos nedrīkst ņemt līdz. Mazus pieradinātus dzīvniekus sprostos, kastēs, kurvjos vai citos piemērotos iesaiņojumos, mazus suņus, arī neiesprostotus, tomēr atļauts ņemt līdz, ja to nenoliedz atsevišķu valstu policijas noteikumi, neviens no līdzbraucējiem necel iebildumus un ja šos dzīvniekus var turēt klēpī vai novietot kā rokas saiņus.

Tarifi vai vilcienu saraksti var aizliegt vai atļaut dzīvnieku līdzņemšanu dažādu šķirņu vagonos vai vilcienos.

Tarifi nosaka, vai un par kādiem dzīvniekiem jāmaksā veduma maksu.

3. §. Līdzņemtie rokas saiņi un dzīvnieki jāuzrauga pašam pasažierim.

16. pants.

Nokavēšanās. Saskaņotu vilcienu nokavēšana. Vilcienu atcelšana.

Ja kāda vilciena nokavēšanās dēļ pasažieris nesaņiedz citu, saskaņotu vilcienu, vai ja kāds vilciens atcelts pavisam vai daļai un pasažieris vēlas turpināt savu ceļojumu, tad dzelzceļam, pēc iespējas, un ņemot nekādu virsmaksu, tas jāpārvadā kopā ar viņu bagāžu ar kādu vilcienu tānī pašā virzienā pa to pašu vai kādu citu tā paša dzelzceļa līniju, lai paātrinātu pasažiera nokļūšanu gala stacijā. Stacijas priekšniekam, vajadzības gadījumā, jāuzraksta uz biļetes atzīme par saskaņotu vilciena nokavēšanu vai vilciena atcelšanu, jāpagarina, ja vajadzīgs, biļetes derīguma laiks, kā arī jāatzīmē, ka biļete derīga jaunam ceļa virzienam, augstākai klasei vai vilcienam ar augstāku braukuma maksu. Dzelzceļam tomēr ir tiesība ar tarifu vai vilcienu sarakstu noliegt dažādu vilcienu lietošanu.

II NODAĻA.

Bagāžas pārvadāšana.

17. pants.

Kas uzskatāms par bagāžu. No pārvadāšanas izslēgtie priekšmeti.

1. §. Par bagāžu uzskatāmi tikai tādi priekšmeti, kas vajadzīgi pasažiera lietošanai un atrodas ceļa somās, kurvjos, ceļa maisos, rokas somās, cepuru kārbās vai citos tamlīdzīgos iesaiņojumos.

2. §. Bez tam pieļauti pārvadāšanai kā bagāža zemākminētie priekšmeti, pat neiesaiņoti, ja tie nav d) punktā minētie:

- slimnieku nesamie un bīdāmie krēsli, slimnieku pašbraucamie krēsli ar vai bez paligmotora, guļamkrēsli;
- bērnu ratīņi;
- somas ar preču paraugiem;
- pārnesami muzikas instrumenti kastēs, makstis vai citās ietverēs;
- mākslinieku izrāžu piederumi, ar nosacījumu, ka to iesaiņojuma veids, tilpums un svars pielaiž viņu ātru iekrašanu un novietošanu bagāžas vagonos;
- mērnieku piederumi līdz 4 metru garumā un amatnieku darba rīki;
- vien- un divvietīgas rokas un sporta kamaniņas, slēpes un slidu buķas, kā arī peldošie līdzekļi līdz 3 metru garumā;
- divriteņi, ar vai bez paligmotora, vienvietu motocikli ar vai bez papildsēdekļa, ja to piederumi noņemti.

Motorbraucamo līdzekļu degvielu tvertnēs drīkst atrasties degvielas, ja pievads uz pārgāzētāju (karburatoru) noslēgts un pēdējais iztukšots, motoram darbojoties.

Tarifi var ierobežot augstāk minēto, pārvadāšanai kā bagāžu pieļauto priekšmetu daudzumu, tilpumu un svaru.

3. §. Tarifi var pieļaut kā bagāžu vēl citus, ceļojumā pasažierim nevajadzīgus priekšmetus, kā arī dzīvniekus pietiekoši drošos sprostos.

4. §. Pārvadāšanai kā bagāža nav pieļauti priekšmeti, kas izslēgti no pārvadāšanas, saskaņā ar starptautiskās konvencijas preču pārvadāšanai pa dzelzceļiem (C. I. M.) noteikumiem. Tāpat pārvadāšanai kā bagāža nav pieļauti priekšmeti, kas saskaņā ar minētās konvencijas noteikumiem pieļauti pārvadāšanai ar īpašiem nosacījumiem.

Tomēr filmas, kas iesaiņotas saskaņā ar starptautiskās konvencijas preču pārvadāšanai pa dzelzceļiem (C. I. M.) priekšrakstiem, atļauts pārvadāt kā bagāžu.

18. pants.

Pasažieru atbildība par savu bagāžu. Virsmaksas.

1. §. Bagāžas kvīts īpašniekam jāievēro 17. panta priekšraksti; viņš atbild par visām sekām, kādas varētu celties no šo priekšrakstu neievērošanas.

2. §. Ja dzelzceļam ir aizdomas, ka minētie priekšraksti nav izpildīti, tad tam tiesība pārbaudīt, vai bagāžas saturs atbilst šiem priekšrakstiem. Bagāžas kvīts īpašnieks uzaicināms būt klāt pie pārbaudes. Ja viņš neierodas vai nav sasniedzams un ja valsti, kuŗā notiek pārbaude, nav spēkā citādi likumi vai administratīvi noteikumi, tad tā jāizdara, pieaicinot divus pie dzelzceļa nepiederušus lieciniekus. Ja atklājās pārkāpums, tad bagāžas kvīts īpašniekam jāsamaksā pārbaudes izdevumi.

3. §. 17. panta 4. paragrafa nosacījumu pārkāpšanas gadījumā bagāžas kvīts īpašniekam, neatkarīgi no krimināltiesiskās atbildības un veduma maksas starpības samaksas, jāsamaksā virsmaksa un jāatlīdzina varbūtējie zaudējumi.

Par priekšmetiem, kas izslēgti no pārvadāšanas, jāmaksā virsmaksa par katru bruto kilogramu. Virsmaksas apmērs par priekšmetiem, kas, saskaņā ar starptautiskās konvencijas preču pārvadāšanai pa dzelzceļiem 3. panta 4. punktu, izslēgti no pārvadāšanas vai kas minētās konvencijas 1. pielikumā ierindoti I un II klasē, ir 15 franki par katru kilogramu, bet ne mazāk kā 30 franki par katru sūtījumu; visos pārējos gadījumos 5 franki par kilogramu, bet ne mazāk kā 10 franki par katru sūtījumu.

Ja tā dzelzceļa iekšējā satiksmē, uz kuŗu atklāta pieļautā nepareizība, spēkā esošie noteikumi paredz zemākas virsmaksas, tad iekasējamas pēdējās.

19. pants.

Bagāžas iesaiņojums un stāvoklis.

1. §. Nepietiekoši iesaiņotu bagāžu, vai sliktā stāvoklī, vai kuŗai ir redzamas bojājuma pazīmes, dzelzceļš var atraidīt. Ja to tomēr pieņem pārvadāšanai, tad dzelzceļam ir tiesība bagāžas kvīti ierakstīt atzīmi par tādas bagāžas stāvokli. Ja pasažieris bagāžas kvīti ar šādu atzīmi pieņem, tad tas uzskatāms kā pierādījums, ka pasažieris atrasto stāvokli atzinis.

2. §. Uz bagāžas saiņiem jābūt atzīmētiem pietiekoši izturīgi pasažiera uzvārdam, adresei un gala stacijai. Bagāžas saiņus, uz kuŗiem šīs atzīmes nav, var atraidīt.

3. §. Vecas zīmes, adreses vai citi uzraksti uz bagāžas, kas attiecas uz agrākiem pārvadājumiem, pasažierim jānoņem vai jāpadara tās nesalasāmas.

20. pants.

Bagāžas pieņemšana un nosūtīšana. Bagāžas kvīts.

1. §. Bagāžu pieņem pārvadāšanai tikai, ja uzrāda biļeti, kas derīga vismaz līdz bagāžas gala stacijai un tānī virzienā, kāds uzrādīts biļetē.

Ja biļete derīga vairākiem virzieniem vai ja gala punktā atrodas vairākas stacijas, tad pasažierim noteikti jānorāda, kādā virzienā vai līdz kādai gala stacijai bagāža jānosūta. Dzelzceļš neatbild par sekām, kas celtos, ja pasažieris šos priekšrakstus neievēro.

Tarifi nosaka, vai un ar kādiem nosacījumiem bagāža pieļaujama pārvadāšanai kādā citā, nekā biļetē uzrādītā virzienā, vai pieļaujama pārvadāšanai bez biļetes uzrādīšanas. Ja tarifi paredz, ka bagāžu var nosūtīt bez biļetes uzrādīšanas, tad šīs konvencijas nosacījumi, kas nosaka pasažiera tiesības un pienākumus attiecībā uz viņa bagāžu, piemērojami arī nosūtītājam, kas nodod bagāžu pārvadāšanai bez biļetes uzrādīšanas.

Ja tarifi to paredz, tad pasažieris var viņa biļetes derīguma laikā nodot bagāžu pārvadāšanai vai nu uz visu attālumu no izbraukšanas stacijas līdz gala stacijai vai arī uz kādu visa attāluma daļu; tomēr pa ikvienu attāluma daļu bagāžu var pārvadāt ne vairāk kā vienu reizi.

2. §. Pieņemot bagāžu, jāizdod pasažierim bagāžas kvīts. Saņemot bagāžas kvīti, pasažierim jāpārlicinās, vai tā sastādīta saskaņā ar viņa norādījumiem. Bagāžas veduma maksa jāsamaksā pie nosūtīšanas.

3. §. Pārējās formālītātes pie bagāžas pieņemšanas nokārtojamas saskaņā ar noteikumiem, kādi pastāv bagāžu pieņemšanā stacijā.

4. §. Bagāžas kvītis, kuŗas izdod starptautiskiem sūtījumiem, sastādāmas pēc šīs konvencijas 1 pielikuma parauga.

5. §. Bagāžas kvītis jābūt sekojošām ziņām:

- izsūtīšanas un gala stacijai;
- ceļa virzienam;
- pieņemšanas dienai un tā vilciena apzīmējumam, uz kuŗu bagāža pieņemta;
- biļešu skaitam, izņemot gadījumus, kad bagāža nodota pārvadāšanai, neuzrādot biļeti;
- bagāžas saiņu skaitam un svaram;
- bagāžas veduma maksai un varbūtējam citām maksām;
- attiecīgā gadījumā ar burtiem summai, kuŗa pieteikta kā piegādāšanas zaudējumu atlīdzība saskaņā ar 35. pantu.

6. §. Tarifi vai vienošanās dzelzceļu starpā nosaka, kādā valodā iespējamas un izpildāmas bagāžas kvītis.

7. §. Divriteņu un sporta piederumu pārvadāšanai tarifi var paredzēt īpašus priekšrakstus.

8. §. Pasažieris var, saskaņā ar izsūtīšanas stacijā pastāvošiem nosacījumiem, uzrādīt arī vilcienu, ar kušu bagāža jānosūta. Ja pasažieris šīs tiesības neizlieto, tad bagāžu nosūta ar pirmo bagāžu pārvadājošo vilcienu.

Ja bagāža pārkraujama kādā saskaņotā vilcienu stacijā no viena vilciena otrā, tad tā jānosūta tālāk ar saskaņoto vilcienu, ja ar to pārvadā bagāžu un ja ir pietiekoši laika bagāžas pārkraušānai. Pretējā gadījumā bagāža jānosūta ar attiecīgo nākošo vilcienu.

Bagāžu var nosūtīt augstāk uzrādītā kārtībā tikai tad, ja nerodas šķēršļi muitas, nodokļu, finanču, policijas vai citu administratīvu iestāžu formālitātu nokārtošanā izsūtīšanas stacijā vai ceļā.

Dzelzceļam ir tiesība dažos vilcienu šķirās vai dažos vilcienos pasažieru bagāžu nepārvadāt vai tās pārvadāšanu ierobežot.

21. pants.

Izdošana.

1. §. Bagāžu izdod pret bagāžas kvīti. Pārbaudīt vai bagāžas kvīts uzrādītājam ir tiesība bagāžu saņemt, nav dzelzceļa pienākums.

2. §. Bagāžas kvīts īpašniekam ir tiesība gala stacijā, bagāžas izdošanas vietā, pieprasīt bagāžas izdošanu tūlīt, kad pēc tā vilciena pienākšanas, ar kušu bagāža bija jāpārvadā, pagājis izdošanas sagatavošanai, kā arī attiecīgos gadījumos muitas, nodokļu, finanču, policijas un citu administratīvu iestāžu formālitātu nokārtošanai nepieciešamais laiks.

3. §. Ja bagāžas kvīti nevar uzrādīt, tad dzelzceļam jāizdod bagāža tikai tādā gadījumā, kad pasažieris pierāda savas tiesības uz bagāžu; ja tādu pierādījumu uzskata par nepietiekošu, tad dzelzceļš var pieprasīt nodrošinājumu.

4. §. Bagāža izdodama tai stacijā, uz kušu tā nodota pārvadāšanai. Tomēr uz bagāžas kvīts īpašnieka laikā izdarītu pieprasījumu, ja apstākļi to atļauj un muitas, nodokļu, policijas, finanču vai citu administratīvu iestāžu priekšraksti to nenoliedz, bagāžu var izdot atpakaļ izsūtīšanas stacijā vai kādā starpstacijā pret bagāžas kvīti vai, ja tarifs to paredz, pret biļetes uzrādīšanu.

5. §. Bagāžas kvīts īpašnieks, kušam bagāžu neizdod saskaņā ar šī panta 2. paragrafa nosacījumiem, var pieprasīt, lai uz bagāžas kvīts atzīmē dienu un stundu, kad viņš bagāžas izdošanu pieprasījis.

6. §. Pārējos gadījumos izdošanai piemērojami noteikumi, kādi pastāv uz dzelzceļa, kušā bagāžu izdod.

III NODAĻA.

Kopēji nosacījumi pasažieru un bagāžas pārvadāšanai.

22. pants.

Vilcieni. Vilcienu saraksti. Izvilkumi no tarifiem.

1. §. Pārvadāšanu izdara ar kārtējiem vilcieniem, kušā paredzēti vilcienu sarakstos, un ar vilcieniem, kušos nozīmē pēc vajadzības.

2. §. Dzelzceļiem laikus jāizkār stacijā savu līniju vilcienu saraksti. Pēdējos jābūt uzrādītā vilcienu šķirai, vagonu klasēm un vilcienu atiešanas laikam; svarīgākām starpstacijām un gala stacijām uzrādāms arī vilcienu pienākšanas laiks, kā arī galvenie vilcienu saskaņojumi.

Vilcienu saraksti, kušā vairs nav spēkā, nekavējoties jānoņem.

3. §. Katrā starptautiskai satiksmei atklātā stacijā pasažierim jābūt iespēja iepazīties ar tarifu vai izvilkumu no tarifa, kušā uzrādītas cenas šīnī stacijā pārdodamām starptautiskām biļetēm un uz bagāžu attiecīgas veduma maksas.

23. pants.

Pamatnoteikumi pārvadāšanas maksas aprēķināšanai. Tarifi.

1. §. Pārvadāšanas maksas aprēķināmas saskaņā ar likumīgā spēkā esošiem un katrā valstī pienācīgi izsludinātiem tarifiem. Šiem tarifiem jāsaturs visas ziņas, kas nepieciešamas veduma un papildu maksu aprēķināšanai, kā arī attiecīgos gadījumos nosacījumi, kušā nemami vēra pie valūtas pārrēķināšanas. Tomēr starptautisko tarifu izsludināšana saistoša tikai tām valstīm, kušā dzelzceļi piedalās šīnī tarīfos kā izbraukšanas (izsūtīšanas) un gala dzelzceļi.

2. §. Tarīfos jābūt atsevišķiem pārvadāšanas nosacījumiem.

Tarifu piemērošanai jābūt pret visiem vienlīdzīgiem. Tarifu nosacījumi ir derīgi, ciktālu tie nerunā pretim šai konvencijai; pretējā gadījumā tie uzskatāmi kā spēkā neesoši.

Tiešie starptautiskie tarifi, kā arī to pārgrozījumi stājas spēkā no dienas, kušā minēta attiecīgā sludinājuma. Šo tarifu paaugstinājumi vai citādu, smagāku pārvadāšanas nosacījumu ieviešana jāizsludina vismaz 8 dienas pirms noteiktā datuma, no kušā tie stājas spēkā.

Ja tiešam tarifam nepastāvot, izdod starptautiskas biļetes vai bagāžas kvīti un kāds dzelzceļš groza savu tarifu, tad grozījuma piemērošanu uz citiem dzelzceļiem var prasīt ne agrāk kā 8 dienas pēc tam, kad pēdējie saņēmuši paziņojumu.

Tarifi, kušā ievesti tikai uz noteiktu laiku, zaudē spēku pēc šī laika notecēšanas.

24. pants.

Atsevišķu līgumu aizliegums.

Katra atsevišķa vienošanās, pēc kušā vienam vai vairākiem pasažieriem piešķirts tarifa maksas pazeminājums, ir noteikti aizliegta un uzskatāma kā spēkā neesoša.

Tomēr pielaižami pazeminājumi, kas pienācīgi izsludināti un ar vienādiem nosacījumiem pieejami visiem, kā arī tādi pazeminājumi, kas piešķirti dzelzceļu dienesta un publiski-administratīvu iestāžu vajadzībām vai labdarības, audzināšanas un izglītības nolūkiem.

25. pants.

Muitas, nodokļu, finanču, policijas un citu administratīvu iestāžu formālitātes.

Pasažierim jāpadodas muitas, nodokļu, finanču, policijas un citu administratīvu iestāžu priekšrakstiem attiecībā uz savu personu un savas bagāžas un rokas saiņu apskati. Pie apskates pasažierim jābūt klāt, izņemot gadījumus, kad noteikumi pielaiž izņēmumus. Dzelzceļš neuzņemas nekādu atbildību pret pasažieri par sekām, kas celtas no šo priekšrakstu neievērošanas.

26. pants.

Atmaksas.

1. §. Ja kāda biļete nav izlietota, tad var pieprasīt samaksātās braukuma maksas atmaksu, atskaitot šī panta 3. un 4. § paredzētos atvilkumus.

2. §. Ja pasažiera nāves, slimības, nelaimes gadījuma vai līdzīga rakstura svarīgu iemeslu dēļ kāda biļete izlietota tikai pa daļai, tad izmaksā atpakaļ starpību starp samaksāto kopējo braukuma maksu un pēc pilna tarifa aprēķināto braukuma maksu par nobraukto ceļa gabalu, atskaitot 3. un 4. § paredzētos atvilkumus.

3. §. Atpakaļ neizmaksā nodokļus, piemaksas par vietu kartēm, biļešu grāmatīņu izgatavošanas izdevumus un par biļešu pārdošanu samaksātās komisijas.

4. §. No atpakaļ izmaksājāmās summas atskaitāma maksa 10% apmērā, bet vismaz Fr. 0,50 un ne vairāk kā Fr. 3,— par katru biļeti, kā arī varbūtējie pārsūtīšanas izdevumi.

Šis atvilkums nav izdarāms, ja kādu neizlietotu biļeti atdod atpakaļ izdošanas dienā kasei, kušā to izdevusi.

5. §. Ja kādas pasažieris, aizkavēts turpināt savu ceļojumu pēc saraksta tāpēc, ka tas kāda vilciena nokavēšanās dēļ nesasniedz saskaņotu vilcienu, vai kāds vilciens atcelts vai satiksme pārtraukta, atsakās no ceļojuma turpināšanas, tad viņam ir tiesība pieprasīt no dzelzceļa šā panta 2. § piemērošanu, pie kam dzelzceļš 4. § paredzētos atvilkumus nevar izdarīt.

6. §. Attiecībā uz biļetēm par pazeminātu maksu atmaksas pielaižamas vienīgi 5. § paredzētos gadījumos un robežās; saskaņā ar 7. panta 2. paragrafa pirmo rindkopu izdotās bērnu biļetes nav uzskatāmas kā biļetes par pazeminātu maksu šā paragrafa nozīmē.

7. §. Par nozaudētām biļetēm nekādu atmaksu neizsniedz.

8. §. Ja nosūtīšanai nodotu bagāžu ņem atpakaļ, pirms tā atstājusi izsūtīšanas staciju, tad var pieprasīt samaksātās veduma maksas atmaksu.

Ja bagāžu ņem atpakaļ kādā starpstacijā, tad veduma maksas atmaksas izdarāma tikai tādos gadījumos un ar tādiem nosacījumiem, kādi paredzēti iepriekš minētos 2. un 5. §.

Abos gadījumos no atmaksājāmās summas par katru bagāžas kvīti atvelkami Fr. 0,50 un arī varbūtējie nodokļi.

9. §. Tarifi var paredzēt citādus nosacījumus, ja tie nesatur pasliktinājumus pasažieriem.

10. §. Visas atmaksas prasības, kušā dibinātas uz šī panta 1., 2., 5., 6. un 8. §, kā arī 13. pantu, izbeidzas, ja tās nav iesniegtas dzelzceļam 6 mēnešu laikā, — par biļetēm — skaitot no biļetes derīguma notecēšanas laika un par bagāžas kvītiem — no to izdošanas dienas.

11. §. Ja tarifs piemērots nepareizi vai ja, aprēķinot veduma un dažādas maksas, pielaiestas kļūdas, tad par maz vai par daudz iekasētā summa jāatlidzina.

12. §. Ja dzelzceļš noskaidrojis pārmaksu un ja tā par vienu biļeti vai bagāžas kvīti pārsniedz Fr. 0,50, tad pēc iespējas par to jāpaziņo ieinteresētai personai un pārmaksa iespējami drīzā laikā jāatmaksā.

13. §. Visos citos, šīnī pantā neparedzētos gadījumos un ja dzelzceļu starpā nepastāv īpašas vienošanās, piemērojami iekšējie noteikumi.

27. pants.

Strīdi.

Strīdus starp pasažieriem vai starp pēdējiem un dzelzceļu darbiniekiem izšķir pagaidām stacijās — stacijas dienesta priekšnieks (dežūrants), bet ceļā — vilciena virskondutors.

III daļa.

DZELZCEĻU ATBILDĪBA. PRASĪBAS.

I NODAĻA.

Atbildība.

28. pants.

Atbildība par pasažieru, viņu rokas saiņu un dzīvnieku pārvadāšanu.

1. §. Dzelzceļa atbildība par kāda pasažiera nonāvēšanu vai ievainošanu, ja tā notikusi vilciena nelaimes gadījuma dēļ, kā arī par zaudējumiem, kas cēlušies kāda vilciena nokavēšanās vai atcelšanas dēļ vai tāpēc, ka nokavēts saskaņots vilciens, padota tās valsts likumiem un noteikumiem, kušā tāds gadījums noticis. Šīs daļas turpmākie panti tādos gadījumos nav piemērojami.

2. §. Par rokas saiņiem un dzīvniekiem, kušā saskaņā ar 15. panta 3. § jāuzrauga pasažierim, dzelzceļš atbild tikai tad, ja zaudējums cēlies viņa vainas dēļ.

3. §. Šādos gadījumos nav dzelzceļu kopatbildības.

29. pants.

Dzelzceļu kopatbildība par bagāžu.

1. §. Dzelzceļš, kušā pieņēmis pārvadāšanai bagāžu, izdodot starptautisku bagāžas kvīti, atbild par pārvadāšanas izpildīšanu pa visu ceļu līdz bagāžas izdošanai.

2. §. Katrs nākošais dzelzceļš līdz ar bagāžas pārņemšanu saistās ar pārvadāšanas līgumu un uzņemas no tā izrietošos pienākumus neatkarīgi no 42. panta 2. § nosacījumiem attiecībā uz saņemto dzelzceļu.

30. pants.

Atbildības apmērs.

1. §. Dzelzceļš atbild saskaņā ar šīs nodaļas nosacījumiem par piegādāšanas nokavēšanu un par zaudējumiem, kas cēlušies visas bagāžas vai daļas nozaudēšanas, kā arī bojāšanas dēļ, sākot ar pieņemšanu pārvadāšanai līdz izdošanai.

2. §. Visas bagāžas vai daļas nozaudēšanas vai bojāšanas gadījumā dzelzceļš no šīs atbildības ir atbrīvots, ja tas pierāda, ka zaudējumi cēlušies pasažiera vainas, bagāžai piemītošu trūkumu vai arī nepārvaramas varas dēļ.

Dzelzceļš neatbild par zaudējumiem, kas cēlušies bagāžai piemītošo īpašību vai iesaiņojuma trūkuma dēļ vai tādēļ, ka no pārvadāšanas izslēgtie priekšmeti tomēr nosūtīti kā bagāža.

Ja, ņemot vēra apstākļus, zaudējumi varēja celties no nelaimes gadījuma, kas izsaukts no bagāžai piemītošām īpašībām, nepietiekoša iesaiņojuma vai no tā, ka no pārvadāšanas izslēgtie priekšmeti nosūtīti kā bagāža, tad jāpieņem, ka zaudējumi cēlušies aiz viena no šiem iemesliem, kamēr persona, kušā tiesības uz bagāžu, nepierāda pretējo.

3. §. Dzelzceļš neatbild par bagāžas piegādāšanas nokavēšanu, ja tas pierāda, ka nokavēšanos izsaukuši apstākļi, no kušiem dzelzceļš nevarēja izvairīties un kušā novērsana no tā neatkarīgas.

31. pants.

Atlidzības apmērs visas bagāžas vai daļas nozaudēšanas gadījumā.

Ja uz šīs konvencijas nosacījumu pamata dzelzceļam jāmaksā atlidzība par visas bagāžas vai daļas nozaudēšanu, tad var pieprasīt:

a) ja zaudējuma lielums ir pierādīts: šīs summas atlīdzināšanu, bet ne vairāk kā 40 frankus par katru trūkstošā bruto svara kilogramu;

b) ja zaudējuma lielums nav pierādīts: paušalatlidzību 20 franku apmērā par katru trūkstošā bruto svara kilogramu. Bez tam atmaksājami: veduma maksa, muitas nodokļi un citi nozaudētās bagāžas pārvadāšanas izdevumi, nemaksājot nekādu citu zaudējumu atlidzību.

Pieprasīt lielāku atlidzību var tikai tad, ja saskaņā ar 35. panta 4. § pieteikta piegādāšanas zaudējumu atlidzība un 36. pantā paredzētā dzelzceļa ļaunprātības vai rupjas vainas gadījumā.

32. pants.

Aizdomas par bagāžas nozaudēšanu. Tās atrašanas gadījumi.

1. §. Iztrūkstošs bagāžas sainis uzskatāms par nozaudētu pēc 14 dienu notecēšanas, skaitot no dienas, kad pieprasīta tā izdošana.

2. §. Ja par nozaudētu uzskatītu bagāžas saini atrod viena gada laikā, skaitot no pieprasīšanas dienas, tad dzelzceļam par to jāpaziņo pasažierim, ja viņa dzīves vieta ir zināma vai iespējams to uzzināt.

3. §. Pasažierim ir tiesība 30 dienu laikā, skaitot no paziņojuma saņemšanas dienas, pieprasīt bagāžas izdošanu kādā no pārvadāšanas ceļā esošām stacijām, samaksājot vienīgi veduma maksu no izsūtīšanas līdz bagāžas izdošanas stacijai, atmaksājot dzelzceļam viņa izmaksāto atlidzību, atvelkot no tās veduma maksu, ja tāda ieskaitīta saņemtā atlidzībā un paturot visas tiesības uz prasību dēļ atlidzības par nokavēšanu saskaņā ar 34. pantu vai attiecīgā gadījumā saskaņā ar 35. panta 3. §.

4. §. Ja atrasto bagāžu nepieprasa 3. § paredzēto 30 dienu laikā, vai ja bagāžu atrod pēc viena gada notecēšanas, skaitot no pieprasīšanas dienas, tad dzelzceļš ar to var rīkoties pēc savas valsts likumiem un noteikumiem.

33. pants.

Atlidzības apmērs bagāžas bojāšanas gadījumā.

Bagāžas bojāšanas gadījumā dzelzceļam jāmaksā tikai summa, par kādu samazinājusies bagāžas vērtība, bez kaut kādas citas zaudējumu atlidzības. Pieprasīt atlidzību lielākos apmēros var tikai gadījumā, ja saskaņā ar 35. panta 4. § pieteikta piegādāšanas zaudējumu atlidzība un 36. pantā paredzētās dzelzceļa ļaunprātības vai rupjas vainas gadījumā. Tomēr atlidzības apmērs nedrīkst pārsniegt:

a) ja bojājuma dēļ visa bagāža kļuvusi bezvērtīga — summu, kušā būtu jāmaksā visas bagāžas nozaudēšanas gadījumā;

b) ja bojājuma dēļ tikai bagāžas daļa kļuvusi bezvērtīga — summu, kuŗa būtu jāmaksā šīs bagāžas daļas nozaudēšanas gadījumā.

34. pants.

Atlīdzības apmērs par nokavētu bagāžas piegādāšanu.

1. §. Bagāžas piegādāšanas nokavēšanas gadījumā, kaut arī pasažieris nepierāda, ka šīs nokavēšanas dēļ cēlušies zaudējumi, dzelzceļam jāmaksā atlīdzība Fr. 0,20 par katru vēlāk izdotās bagāžas bruto svara kilogramu un par katrām iesāktām 24 stundām, skaitot no brīža, kad pieprasīta bagāžas izdošana, tomēr ne vairāk kā par 14 dienām.

2. §. Ja pierāda, ka nokavēšanas dēļ cēlušies zaudējumi, tad maksājamā zaudējumu atlīdzība nevar būt vairāk kā četreiz lielāka par šī panta 1. § noteikto atlīdzību.

3. §. Šī panta 1. un 2. § paredzētās atlīdzības nevar apvienot ar atlīdzību, kāda pienāktos par visas bagāžas nozaudēšanu.

Bagāžas vienas daļas nozaudēšanas gadījumā atlīdzība par nokavētu piegādāšanu, ja tāda būtu, maksājama par bagāžas nenozaudēto daļu.

Bagāžas bojāšanas gadījumā tā, ja tāda būtu, maksājama kopā ar 33. pantā paredzēto atlīdzību.

Nekādā gadījumā 1. un 2. §, kā arī 31. un 33. pantos paredzēto atlīdzību kopsumma nevar pārsniegt atlīdzību par visas bagāžas nozaudēšanu.

35. pants.

Piegādāšanas zaudējumu atlīdzības pieteikšana.

1. §. Katram bagāžas sūtījumam var pieteikt piegādāšanas zaudējumu atlīdzības summu, kas ierakstāma bagāžas kvītī.

Ja tarīfos nav pretēji norādījumi, tad pieteiktā summa uzrādāma izsūtīšanas valsts valūtā.

2. §. Tādā gadījumā ņemama papildu maksa vienas desmitās daļas vienības apmērā no pieteiktās summas tūkstoš vienībām un par katrām, arī nepilnām, 10 kilometriem.

Tarifi šo likmi var pazemināt un noteikt mazāko iekasējamo maksu.

3. §. Ja pieteikta piegādāšanas zaudējumu atlīdzība, tad bagāžas nokavētās izdošanas gadījumā var prasīt:

a) ja nav pierādīts, ka šīs nokavēšanās dēļ būtu cēlušies zaudējumi — Fr. 0,40 par katru ar nokavēšanos izdotās bagāžas bruto svara kilogramu un par katrām 24 stundām, skaitot no brīža, kad pieprasīta bagāžas izdošana, tomēr ne vairāk kā par 14 dienām un nepārsniedzot pieteiktās piegādāšanas zaudējumu atlīdzības summu;

b) ja pierāda, ka nokavēšanās dēļ cēlušies zaudējumi — atlīdzību līdz pieteiktās summas apmēram.

Ja pieteiktā piegādāšanas zaudējumu atlīdzības summa ir mazāka nekā atlīdzība, kas pienāktos saskaņā ar 34. pantu, tad to var pieprasīt šī panta 3. § a) un b) burtos minēto atlīdzību vietā.

4. §. Visas bagāžas vai daļas nozaudēšanas vai bojāšanās gadījumā, ja pieteikta piegādāšanas zaudējumu atlīdzība, var prasīt:

a) 31. un 33. pantos paredzēto atlīdzību un bez tam,

b) pierādīto pārējo zaudējumu atlīdzību, līdz pieteiktās piegādāšanas zaudējumu atlīdzības apmēram.

5. §. Bagāžas bojāšanas vai daļas nozaudēšanas gadījumā, ja pie tam nokavēta arī piegādāšana, pēc 3. un 4. b) §§ pienākošo atlīdzību kopsumma nevar pārsniegt pieteiktās piegādāšanas zaudējumu atlīdzības summas apmēru.

36. pants.

Atlīdzības apmērs dzelzceļa ļaunprātības vai rupjas vainas gadījumā.

Visos gadījumos, kad visas bagāžas vai daļas nozaudēšana, tās bojāšana vai nokavētā piegādāšana notikusi dzelzceļa ļaunprātības vai rupjas vainas dēļ, pasažierim pilnīgi atlīdzināmi pierādītie zaudējumi līdz 31., 33., 34. un 35. pantos paredzēto augstāko atlīdzību divkārtiem apmēriem.

37. pants.

Atlīdzināmo summu augļi.

Pasažieris var prasīt augļus 6% apmērā no atlīdzības summas, kas viņam piešķirta pēc vienas bagāžas kvīts, ja šī atlīdzība pārsniedz 10 fr.

Augļi skaitāmi no 40. pantā paredzētās administratīvās prasības iesniegšanas dienas, bet ja tāda nav iesniegta — no prasības celšanas dienas tiesā.

38. pants.

Atlīdzības atmaksa.

Katra nepienācīgi saņemta atlīdzība jāatmaksā.

Krāpšanas gadījumos dzelzceļam bez tam ir tiesība — neatkarīgi no krimināltiesiskās atbildības — saņemt atpakaļ summu, kuŗas lielums līdzinās nepienācīgi izmaksātai summai.

39. pants.

Dzelzceļu atbildība par saviem darbiniekiem.

Dzelzceļš atbild par saviem darbiniekiem un citām personām, kuŗas tas nodarbina viņam uzliktā pārvadājuma izpildīšanai.

Tomēr ja dzelzceļa darbinieki uz kāda pasažiera lūgumu izpilda pakalpojumus, kuŗi neietilpst dzelzceļu pienākumos, tad viņi uzskatāmi kā rīkojušies tā pasažiera vietā, kuŗam tie izdara pakalpojumu.

II NODAĻA.

Prasības administratīvā ceļā. Prasību sūdzību iesniegšana, iztiesāšanas kārtība un noilgums no pārvadāšanas līguma izrietošos strīdus gadījumos.

40. pants.

Prasības administratīvā ceļā.

1. §. Uz pārvadāšanas līguma dibinātās, administratīvā ceļā izšķījamās prasības iesniedzamas rakstveidā 42. pantā norādītajam dzelzceļam.

2. §. Tiesība celt prasības pieder personām, kuŗām saskaņā ar 41. pantu ir tiesība iesniegt pret dzelzceļu prasības sūdzības.

3. §. Biļetes, bagāžas kvītis un citi dokumenti, kuŗus tiesīgā persona atrod par lietderīgu pievienot prasībai, jāiesniedz pirmrakstos vai norakstos, pie kam pēdējiem, ja dzelzceļš to prasa, jābūt pienācīgi apliecinātiem.

Pēc prasības nokārtošanas dzelzceļš var prasīt biļešu un bagāžas kvīšu atdošanu.

41. pants.

Personas, kuŗām tiesība celt pret dzelzceļu prasību sūdzības.

Celt pret dzelzceļu prasības sūdzības, kas izriet no pārvadāšanas līguma, var tikai tā persona, kuŗa uzrāda biļeti vai bagāžas kvīti, skatoties pēc apstākļiem vai, ja viņa to nevar, pierāda savu tiesību.

42. pants.

Dzelzceļi, pret kuŗiem var celt prasības sūdzības. Piekritība.

1. §. Prasības sūdzību izmaksāt atpakaļ summu, kuŗa samaksāta uz pārvadāšanas līguma pamatu, var celt pret to dzelzceļu, kuŗš šo summu iekasējis, vai arī pret to dzelzceļu, kuŗam par labu iekasēta liekā summa.

2. §. Citas no pārvadāšanas līguma izrietošās prasības sūdzības var celt tikai pret pārvadājuma sākuma dzelzceļu, pārvadājuma gala dzelzceļu vai to dzelzceļu, uz kuŗa noticis prasībai pamatā liktais gadījums.

Pret pārvadājuma gala dzelzceļu var celt prasību arī tad, ja tas bagāžu nav saņēmis. Prasītājam ir izvēles tiesības starp minētiem dzelzceļiem: tiklīdz prasība celta, šī tiesība izbeidzas.

3. §. Prasības iesniedzamas attiecīgajai tiesai tai valstī, pie kuŗas pieder dzelzceļš, pret kuŗu celj prasību, izņemot gadījumus, kad valstu savstarpējos līgumos vai vienošanās noteikts citādi.

Ja kāds dzelzceļu uzņēmums ekspluatē vairākus patstāvīgus dzelzceļu tīklus dažādās valstīs, tad katrs no šiem dzelzceļu tīkliem uzskatāms kā atsevišķs dzelzceļš šī paragrafa piemērošanas nozīmē.

4. §. Prasību var celt pret kādu citu, augstāk 1. un 2. § neuzrādīto dzelzceļu, ja to celj kā pretprasību vai ierunu attiecīgā tiesā pie galvenās prasības un ja tā dibināta uz tā paša pārvadāšanas līguma.

5. §. Šī panta nosacījumi nav piemērojami atprasēm dzelzceļu starpā, kuŗas kārtojamas saskaņā ar šīs daļas III nodaļu

43. pants.

Bagāžas daļas nozaudēšanas vai bagāžas bojāšanas noteikšana.

1. §. Ja dzelzceļš atrod vai tam šķiet vai arī pasažieris apgalvo, ka kāda daļa bagāžas nozudusi vai bojāta, tad dzelzceļam tūlīt un, ja iespējams, pasažieru klātbūtnē par to jāstāstā akts, noskaidrojot bagāžas stāvokli un svaru un, ciktāl tas iespējams, zaudējumu apmērus, cēloni un laiku, kad tas noticis.

Uz pasažiera pieprasījumu tam izsniedzams akta noraksts bez maksas.

2. §. Ja pasažieris neatzīst akta novērtējumus, tad viņš var prasīt bagāžas svara un stāvokļa, kā arī cēloņu un zaudējumu apmēru novērtēšanu tiesas ceļā, saskaņā ar tās valsts likumiem un noteikumiem, kur novērtēšanu izdara.

3. §. Kāda bagāžas saiņa nozaudēšanas gadījumā, lai atvieglotu dzelzceļam tā uzmeklēšanu, pasažiera pienākums dot, cik iespējams noteiktu nozaudētā saiņa aprakstu.

44. pants.

No bagāžas pārvadāšanas līguma izrietošo pret dzelzceļu ceļamo prasību izbeigšanās.

1. §. Bagāžas saņemšana izbeidz visas, no pārvadāšanas līguma izrietošās prasības pret dzelzceļu.

2. §. Tomēr neizbeidzas atlīdzības prasības:

10 ja pasažieris pierāda, ka zaudējums cēlies dzelzceļam pieskaitāmas ļaunprātības vai rupjas vainas dēļ;

20 prasības par bagāžas piegādes nokavēšanu, ja tā celta pret vienu no 42. pantā 2. § minētiem dzelzceļiem ne vēlāk kā 21 dienas laikā, neieskaitot tani bagāžas izdošanas dienu.

30 prasības par daļas nozaudēšanu vai bojāšanu:

a) ja nozaudējumu vai bojājumu pasažieris atradis pirms bagāžas saņemšanas, saskaņā ar 43. pantu;

b) ja noskaidrojums, kuŗam bija jānotiek saskaņā ar 43. pantu, izpalicis tikai dzelzceļa vainas dēļ;

40 prasības par trūkumiem, kuŗi no ārienes nav manāmi un atrasti pēc bagāžas saņemšanas, bet tikai pie sekojošiem apstākļiem:

a) ja dzelzceļš gala stacijā pasažierim atteicies bagāžu pārbaudīt;

b) ja novērtējuma izdarīšana, saskaņā ar 43. pantu, pieprasīta nekavējoties pēc zaudējuma atklāšanas un vēlākais triju dienu laikā no bagāžas saņemšanas;

c) ja pasažieris pierāda, ka zaudējums cēlies laikā starp bagāžas pieņemšanu pārvadāšanai un izdošanu.

50. Ja par prasības sūdzības priekšmetu ir samaksātās summas atmaksa.

3. §. Pasažieris var atteikties no bagāžas saņemšanas, kamēr nav izpildīta viņa prasība izdarīt pārbaudi uzdoto zaudējumu novērtēšanai.

Ierunas pie bagāžas saņemšanas paliek bez sekām, ja dzelzceļš tās nav atzinis.

4. §. Ja pie bagāžas izdošanas kāda daļa no bagāžas kvītī uzrādītiem saiņiem iztrūkst, tad pasažieris var, iekams tas pieņem pārējos, prasīt, lai dzelzceļš viņam par to izdod apliecinību.

5. §. Atbildība par visas bagāžas nozaudēšanu izbeidzas, ja bagāžu nepieprasa gala stacijā 6 mēnešu laikā pēc tā vilciena pienākšanas, ar kuŗu tā bija jāpārvadā, neskarot dzelzceļu pienākumu katrā laikā paziņot pasažierim, ja bagāžas saiņus atrastu un ja uz tiem būtu nepieciešamie apzīmējumi viņa adreses uzzināšanai.

45. pants.

No pārvadāšanas līguma izrietošo prasību noilgums.

1. §. No pārvadāšanas līguma izrietošā prasība noilgst pēc viena gada notecēšanas, ja pienākošā summa nav jau agrāk noteikta atzišanas, izlīgšanas vai tiesas sprieduma ceļā. Tomēr prasības, ja tām par pamatu ir ļaunprātība, vai 38. pantā minētais krāpšanas gadījums, noilgst pēc 3 gadiem.

2. §. Noilgums sākas:

a) atlīdzības prasībām par bagāžas daļas nozaudēšanu, bojājumiem vai piegādāšanas nokavēšanu — no izdošanas dienas;

b) atlīdzības prasībām par visas bagāžas nozaudēšanu — no dienas, kad to vajadzēja izdot;

c) prasībām samaksāt vai atmaksāt veduma maksu, papildu maksas vai virsmaksas, izlabot maksas tarifa nepareizas piemērošanas vai kļūdaina aprēķina gadījumos no dienas, kad notikusi veduma maksas, papildu maksu vai virsmaksu samaksa vai, ja maksājums nav noticis, no dienas, kad samaksai vajadzēja notikt;

d) prasībām samaksāt no muitas iestādes pieprasītu piemaksu — no muitas iestādes pieprasījuma dienas;

e) pārējām prasībām attiecībā uz pasažieru pārvadāšanu — no dienas, kad izbeidzas biļetes derīgums.

Noilguma sākuma diena nekad nav termiņā ieskaitāma.

3. §. Administratīvā ceļā dzelzceļam saskaņā ar 40. pantu, iesniegta rakstiska pieprasījuma gadījumā, noilguma termiņa tecējums apstājas. Noilguma termiņš turpinās atkal no dienas, kad dzelzceļš ar rakstisku paziņojumu prasību noraidījis un atdevis atpakaļ pieprasījumam pievienotos dokumentus. Pierādīt prasības vai atbildes saņemšanu un dokumentu atdošanu piekrit tai pusei, kuŗa uz šo apstākli atsauca.

Vēlākas prasības tani pašā lietā noilgumu neaptur.

4. §. Neskarot iepriekš minētos nosacījumus, noilguma apturēšanu un pārtraukšanu kārto tās valsts likumi un noteikumi, kur prasība celta.

46. pants.

Noilgušu vai izbeigtu prasību atjaunošanas nepielaižamība.

Prasības, kuŗas saskaņā ar 26. panta 10. §, 44. un 45. pantu izbeigtas vai noilgušas, nevar atjaunot nedz pretprasību, nedz ierunu veidā.

III NODAĻA.

Dzelzceļu savstarpēja norēķināšanās un atprasēs.

47. pants.

Dzelzceļu savstarpējā norēķināšanās.

Katram dzelzceļam jāmaksā pārējiem dalību ņemošiem dzelzceļiem tiem pienākošās daļas no maksām par pārvadāšanu, kuŗas tas iekasējis vai kuŗas tam bija jāiekasē.

48. pants.

Atprasēs atlīdzības gadījumos par visas bagāžas vai tās daļas nozaudēšanu vai par bojājumu.

1. §. Dzelzceļam, kas uz šīs konvencijas nosacījumu pamata samaksājis kādu atlīdzību par visas bagāžas vai tās daļas nozaudēšanu vai par tās bojājumu, ir tiesība vērst atpakaļ pret pārvadāšanā dalību ņēmušiem dzelzceļiem, saskaņā ar sekojošiem nosacījumiem:

a) dzelzceļš, kuŗa vainas dēļ cēlušies zaudējumi, atbild par tiem viens pats;

- b) ja zaudējumi cēlušies vairāku dzelzceļu vainas dēļ, tad katrs no tiem atbild par nodarīto zaudējumu. Ja apstākļu dēļ nav iespējams noskaidrot vainīgos dzelzceļus, tad atlīdzība sadalāma pēc c) punkta pamatnoteikumiem;
- c) ja nevar pierādīt, ka zaudējumi cēlušies viena vai vairāku dzelzceļu vainas dēļ, tad atlīdzība sadalāma starp visiem pārvadāšanā piedalījušajiem dzelzceļiem, izņemot tos, kuri pierāda, ka uz viņu līnijām šie zaudējumi nav cēlušies. Sasadalīšana izdarāma samērā ar tarifa attālumu kilometros.
2. §. Ja kāds no dzelzceļiem ir maksātnespējīgs, tad uz viņu kritošā nesamaksātā daļa sadalāma starp pārējiem, pārvadāšanā dalību ņēmušiem dzelzceļiem samērā ar tarifa attālumu kilometros.

49. pants.

Atprases atlīdzības gadījumos par piegādāšanas termiņa nokavēšanu.

48. panta noteikumi piemērojami arī par bagāžas piegādāšanas termiņa nokavēšanu maksājamai atlīdzībai. Ja nokavēšanās cēlušies no nekārtībām, kas notikušas uz vairākiem dzelzceļiem, tad atlīdzība sadalāma starp šiem dzelzceļiem samērā ar nokavēto laiku uz viņu līnijām.

50. pants.

Atprašu kārtība.

1. §. Dzelzceļš, pret kuru celta kāda 48. un 49. pantā paredzētā atprase, nekad nevar apstrīdēt atprasi ceļošā dzelzceļa izdarīto maksājumu likumību, ja atlīdzība pamatota uz tiesas spriedumu pēc tam, kad dzelzceļam strīdus lieta pienācīgi paziņota un tam bija dota iespēja ņemt dalību lietas iztiesāšanā. Tiesa, kura iztiesā galveno prasību, nosaka, piemērojoties gadījuma apstākļiem, termiņus strīdus izziņošanai un dalības ņemšanai lietas iztiesāšanā.

2. §. Dzelzceļam, kurš vēlas izlietot savu atprases tiesību, jāceļ prasība vienā un tajā pašā tiesas iestādē pret visiem dzelzceļiem, ar kuriem tas nav izlīdzis miera ceļā, pretējā gadījumā tas zaudē atprases tiesību pret tiem dzelzceļiem, pret kuriem prasība nav celta.

3. §. Tiesnesim jāizlemj ar vienu un to pašu spriedumu visas atprases, kuras tam iesniegtas iztiesāšanai.

4. §. Dzelzceļi, pret kuriem celta atprases sūdzība, nevar celt tālākas atprases.

5. §. Nav atļauts apvienot atprases sūdzības attiecīgā tiesas iestādē ar pamatprasībām par atlīdzību pēdējās nodrošināšanai.

51. pants.

Atprašu iztiesāšanas piekritība.

1. §. Atprašu iztiesāšana piekrit vienīgi tai tiesai, kas darbojas tā dzelzceļa atrašanās vietā, pret kuru iesniegtas atprases.

2. §. Ja atprase ceļama pret vairākiem dzelzceļiem, tad dzelzceļam-prasītājam ir tiesība izvēlēties tiesu, kurai viņš, saskaņā ar iepriekšējo paragrafu, iesniedz savu prasību.

52. pants.

Atsevišķas vienošanās par atprasēm.

Dzelzceļi var jau iepriekš savā starpā vienoties vai nu par dažādām atprasēm, kuras tiem varētu būt vienam pret otru, vai arī par kādu atsevišķu gadījumu.

IV daļa.

DAŽĀDI NOSACĪJUMI.

53. pants.

Vietējo likumu piemērošana.

Ja šai konvencijā trūkst kādu nosacījumu, tad piemērojami katras valsts vietējie likumi un pārvadāšanas noteikumi.

54. pants.

Vispārējā iztiesāšanas kārtība.

Visos strīdus gadījumos, kuriem par iemeslu ir šai konvencijai padotie pārvadājumi, iztiesāšanas kārtību nosaka piekritošā tiesa, ciktāl šai konvencijā nav paredzēti pretēji nosacījumi.

55. pants.

Tiesas spriedumu izpildīšana. Apķīlāšana un nodrošināšana.

1. §. Ja tiesas spriedumi, kurus taisījis piekritošs tiesnesis uz šīs konvencijas nosacījumu pamata, abām pusēm klātesot vai aizmuguriski, stājas spēkā saskaņā ar tiesas piemēroto likumu, tad tie stājas spēkā arī katrā citā līgumslēdzēju valstī tūlīt pēc tam, kad izpildītas šī valstī noteiktās formālītiātes. Jauna lietas caurskatīšana pēc būtības nav pieļaujama.

Šis nosacījums nav piemērojams spriedumiem, kuriem pielaista iepriekšēja izpildīšana, kā arī spriedumiem, ar kuriem no sūdzētāja, viņa prasības atraidīšanas dēļ, bez tiesas izdevumiem piespriež arī zaudējumu atlīdzību.

2. §. No kāda starptautiska pārvadājuma izrietošās prasības divu dzelzceļu starpā, ja tie abi nepieder pie vienas un tās pašas valsts, var nodrošināt tikai uz tās valsts tiesas lēmuma pamata, pie kuras pieder dzelzceļš, kam prasības summa pienākas.

3. §. Kāda dzelzceļa braucamiem līdzekļiem, arī visādiem pie šiem līdzekļiem piederošiem un tanīs ietilpstošiem kustamiem piederumiem nevar uzlikt arestu vai tos apķīlāt kādas citas valsts robežās, ka tikai uz tās valsts tiesas lēmuma pamata, pie kuras pieder dzelzceļš-īpašnieks.

4. §. Tiesas izdevumu nodrošināšanu prasībām, kas celtas uz starptautiskā pārvadāšanas līguma pamata, nevar prasīt.

56. pants.

Valūtas vienība. Kursi svešu valūtu pārrēķināšanai un pieņemšanai.

1. §. Šai konvencijā vai tās pielikumos frankos uzrādītās summās par franku skaitās zelta franks ar svaru 10/31 g pie 0,900 tīra zelta satura.

2. §. Dzelzceļam jādara zināmi atklātībai ar sludinājumiem pie kasēm vai kādā citā piemērotā veidā kursi (pārrēķināšanas kurss), pēc kuriem tas pārrēķina ārzemes valūtā uzdotās, bet iekšzemes valūtā iekasējamās summas (pieņemšanas kurss).

3. §. Tāpat dzelzceļam jādara zināmi atklātībai kursi (pieņemšanas kurss), pēc kuriem tas ņem pretim svešu valūtu kā maksāšanas līdzekli.

57. pants.

Centrālbiroja ierīkošana starptautiskiem dzelzceļpārvadājumiem.

1. §. Lai atvieglotu un nodrošinātu šīs konvencijas izpildīšanu, nodibināms dzelzceļu starptautisko pārvadājumu Centrālbirojs, ar uzdevumu:

- pieņemt paziņojumus no jebkuras līgumslēdzējas valsts un ikviena dalību ņemša dzelzceļa un darīt tos zināmus pārējām valstīm un dzelzceļiem;
- ievākt, sakārtot un izsludināt visāda veida uz starptautisko dzelzceļu satiksmi attiecošās ziņas;
- izšķirt dzelzceļu savstarpējos strīdus, ja tie to pieprasa;
- atvieglot dažādu dzelzceļu savstarpēju sazināšanos starptautiskās satiksmes finansiālās attiecībās un nesamaksātu prasību nokārtošanā, veicinot šī ziņā dzelzceļu savstarpēju attiecību nostiprināšanu;
- ievadīt priekšlikumus šīs konvencijas grozīšanai un likt priekšā sasaukt 60. pantā paredzētās konferences, ja tas izrādītos par vajadzīgu.

2. §. Ipašs reglaments, kurš pievienots šai konvencijai kā II pielikums, nosaka šī Centrālbiroja atrašanās vietu, sastāvu un organizāciju, kā arī paredz līdzekļus viņa darbībai. Šim reglamentam un tā grozījumiem, kas izdarīti, vienojoties visām līgumslēdzējām valstīm, ir tāds pat spēks un ilgums, kā pašai konvencijai.

58. pants.

Konvencijai padoto līniju saraksts.

1. §. 57. pantā paredzētajam Centrālbirojam jā sastāda un jāved saraksts par šai konvencijai padotām līnijām. Šim nolūkam tas saņem no līgumslēdzējām valstīm

paziņojumus par kāda dzelzceļa vai kāda 2. pantā minētā uzņēmuma līniju ierakstīšanu sarakstā vai izsvītrošanu no tā.

2. §. Kādas jaunas līnijas uzņemšana starptautiskā satiksmē notiek tikai vienu mēnesi pēc tam, kad Centrālbiroja izsūtījis pārējām valstīm paziņojumus par tās ierakstīšanu sarakstā.

3. §. Centrālbirojs izsvītro no saraksta kādu līniju, tiklīdz līgumslēdzēja valsts, uz kuras pieprasījumu šī līnija ierakstīta sarakstā, paziņo Centrālbirojam, ka tā vairs nespēj izpildīt pienākumus, kurus uzliek šī konvencija.

4. §. Centrālbiroja paziņojuma saņemšana vien jau dod tiesību ikvienam dzelzceļam nekavējoties pārtraukt ar izsvītroto līniju visas starptautiskās pārvadāšanas attiecības, izņemot ceļā esošos pārvadājumus, kas jāturpina līdz galam.

59. pants.

Jaunu valstu uzņemšana.

1. §. Ikviena valsts, kas šo konvenciju nav parakstījusi, bet vēlas tai pievienoties, piesūta savu lūgumu Šveices valdībai, kura to paziņo visām līgumslēdzējām valstīm, pievienojot centrālbiroja atsaukmi par lūgumu iesniedzējas valsts dzelzceļu stāvokli attiecībā uz starptautiskiem pārvadājumiem.

2. §. Ja sešu mēnešu laikā pēc šī paziņojuma nosūtīšanas vismaz divas valstis nav paziņojušas Šveices valdībai savus iebildumus, tad lūgums skaitās par tiesiski pieņemtu un Šveices valdība paziņo par to lūguma iesniedzējai un visām dalību ņemošām valstīm.

Pretējā gadījumā Šveices valdība paziņo visām valstīm un lūguma iesniedzējai, ka lūguma pārbaudīšana ir atlikta.

3. §. Katra jauna pievienošanās skaitās par spēkā stājušos vienu mēnesi pēc tās dienas, kad Šveices valdība nosūtījusi paziņojumu.

60. pants.

Konvencijas revīzija.

1. §. Šīs konvencijas revīzijai līgumslēdzēju valstu pārstāvji, uz Šveices valdības uzaicinājumu, sapulcējas vēlākais pieci gadi pēc pēdējā konferencē pieņemto grozījumu spēkā stāšanās.

Konference sasaukama arī agrāk, ja vismaz viena trešā daļa no līgumslēdzējām valstīm to pieprasa.

2. §. Revīzijas konferencē pieņemtās jaunās konvencijas spēkā stāšanās atceļ iepriekšējo konvenciju arī attiecībā uz tām līgumslēdzējām valstīm, kas šo jauno konvenciju neratificētu.

61. pants.

Papildu nosacījumi.

1. §. Papildu nosacījumi pie šīs konvencijas izpildīšanas, kurus izdošanu dažas līgumslēdzējas valstis vai dzelzceļi atrastu par lietderīgu, jāpaziņo centrālbirojam.

2. §. Vienošanās par šo nosacījumu pieņemšanu var ieviest spēkā uz dzelzceļiem, kas pēdējiem piekrituši, saskaņā ar kārtību, kāda paredzēta katras atsevišķas valsts likumos un noteikumos, bet tie nevar grozīt starptautisko konvenciju.

To spēkā stāšanās paziņojama Centrālbirojam.

62. pants.

Ilgums saistībām, kas izriet no pievienošanās šai konvencijai.

1. §. Šī konvencija ir spēkā uz nenoteiktu laiku. Tomēr katra līgumslēdzēja valsts var no tās atkāpties, ievērojot sekojošus nosacījumus.

Pirmā saistība ar šo konvenciju ir spēkā līdz piektā gada 31. decembrim pēc tās spēkā stāšanās. Katrai valstij, kura, šim termiņam izbeidzoties, vēlētos no konvencijas atteikties, jāpaziņo par to vismaz vienu gadu iepriekš Šveices valdībai, kura to paziņo pārējām līgumslēdzējām valstīm.

Ja minētā laikā uzteikšana nav notikusi, tad saistība skaitās kā pilntiesīgi pagarināta uz trim gadiem un joprojām no trim uz trim gadiem, kamēr vismaz vienu gadu iepriekš konvencija nav uzteikta uz kādu no šo trīsgadīgo termiņu pēdējā gada 31. decembri.

2. §. Jaunām valstīm, kas pievienojas konvencijai piecādgadīgā periodā vai arī kādā no trīsgadīgajiem periodiem, šī konvencija ir saistoša līdz attiecīgā perioda beigām un turpmāk līdz katra nākošā perioda beigām, kamēr tās nav paziņojušas par savu izstāšanos vismaz vienu gadu pirms kāda no šo periodu notecēšanas.

63. pants.

Ratifikācija.

Šī konvencija ratificējama un ratifikācijas dokumenti pēc iespējas drīzā laikā nododami Šveices valdības glabāšanā.

Tiklīdz konvenciju būs ratificējušas 15 valstis, Šveices valdība var sazināties ar dalību ņemšo valstu valdībām, lai kopīgi noskaidrotu konvencijas spēkā stāšanās iespējamību.

64. pants.

Konvencijas teksts. Oficiāli tulkojumi.

Pēc diplomatiska paraduma šī konvencija noslēgta un parakstīta franču valodā. Franču tekstam pievienoti vācu un itāļu teksti, kas skaitās kā oficiāli tulkojumi. Domstarpību gadījumā izšķirošais ir franču teksts.

To apstiprinot, augšminēto valstu pilnvarotie un Saras apgabala valdības komisijas delegāti parakstīja šo konvenciju.

Parakstīta Romā, 1933. gada 23. novembrī divos pirmrakstos, no kuriem viens paliek uzglabāšanā Itālijas karalistes Ārlietu ministrijas arhīvos un otru pirmraksta eksemplāru Itālijas valdība nosūta Šveices valdībai uzglabāšanai savos arhīvos. Šās konvencijas vienu apliecinātu eksemplāru Itālijas valdība nosūtīs visām tām valstīm, kas ņēma dalību konferencē, kā arī Portugales valdībai.

Vācija:

Ulrich von Hassel
Heinrich Niemack
Johannes Koffka

Griekija:

M. C. Melas

Ungarija:

Frederic Villani

Austrija:

Dr. Ant. Rintelen

Itālija:

Lodovico Luciolli
A. Glannini
Luigi Maccallini
Ludovico Belmonte
Massimo Chiesa
P. Quaroni
A. Landra
Salvatore Maltese
La Valle
Luca Pietromarchi
A. Filoni
S. Scoccianti

Belģija:

P. Albert de Ligne.

Bulgarija:

Général Ivan Volkoff

Danija:

J. C. W. Kruse.

Dancigas brīvvalsts:

Alfred Wysocki

Spānija:

G. de Ojeda

Latvija:

Dr. A. Spekke

Igaunija:

A. Schmidt

Lichtenšteina:

Hunziker

Somija:

Pontus Artti

Luksemburga:

Dumont

Francija:

Charles de Chambrun

- | | |
|----------------------------|--|
| Norveģija:
J. Irgens | Šveice:
Hunziker |
| Holande:
J. Patijn | Čekoslovākija:
F. Chvalkovsky |
| Polija:
Alfred Wysocki | Turcija:
Zeki Nebil |
| Rumānija:
J. Lugosianu | Dienvidslāvija:
Y. Douthitch |
| Zviedrija:
Erik Sjoborg | Saras apgabala valdības komisija:
L. D. D'Ehrenrooth. |

3. lapa, mugurpuse.

Pārvadāšana izdarāma pēc nosacījumiem, kādi paredzēti Starptautiskā konvencijā pasažieru un bagāžas pārvadāšanai, kā arī šim sūtījumam piemērojamos tarīfos.

Pasažierim jābūt klāt pie muitas, nodokļu, finanču, policijas un citu administratīvu iestāžu formālītu nokārtošanas, ciktāl attiecīgās iestādes nepielaiž izņēmumus.

Otrā pusē apzīmētā bagāža izdodama pret šo kvīti.

I pielikums
(pie 20. panta.)

Bagāžas kvīts paraugs.

Paraugs sastāv no trim lapām ar zemāk pievesto tekstu. Dzelzceļu pārvaldes noteic, vai caurkopēšanas ceļā izpildāmas visas trīs lapas, vai tikai 1. un 3. lapa.

1. lapa.

№		Starptautisks bagāžas sūtījums.		⌘	
		(Dzelzceļu pārvaldes nosaukums.)			
		Bagāžas kvīts pasaknis			
no		līdz			
caur					
Datums	Biješu skaits	Bagāžas saīņu skaits	Bagāžas patiesais svars kg	Bagāžas veduma maksa	
19				veduma maksas aprēķins par katriem 10 kg	} bez brīvbagāžas par ... kg } ar brīvbagāžu par ... kg
Vilciens №					
Pieteiktā piegādāšanas zaudējumu atlīdzības summa					
Papildu maksas					
Maksu kopsumma					

150 mm

2. lapa.

№		Starptautisks bagāžas sūtījums.		⌘	
		(Dzelzceļu pārvaldes nosaukums.)			
		Bagāžas pavadzīme			
no		līdz			
caur					
Datums	Biješu skaits	Bagāžas saīņu skaits	Bagāžas patiesais svars kg	Bagāžas veduma maksa	
19				veduma maksas aprēķins par katriem 10 kg	} bez brīvbagāžas par ... kg } ar brīvbagāžu par ... kg
Vilciens №					
Pieteiktā piegādāšanas zaudējumu atlīdzības summa					
Papildu maksas					
Maksu kopsumma					

*) Šo arī dzelzceļi var pēc vajadzības paplašināt.

3. lapa, priekšpuse.

№		Starptautisks bagāžas sūtījums.		⌘	
		(Dzelzceļu pārvaldes nosaukums.)			
		Bagāžas kvīts			
no		līdz			
caur					
Datums	Biješu skaits	Bagāžas saīņu skaits	Bagāžas patiesais svars kg	Bagāžas veduma maksa	
19				Veduma maksas aprēķins par katriem 10 kg	} bez brīvbagāžas par ... kg } ar brīvbagāžu par ... kg
Vilciens №					
Pieteiktā piegādāšanas zaudējumu atlīdzības summa					
Papildu maksas					
Maksu kopsumma					

*) Šo arī dzelzceļi var pēc vajadzības paplašināt.

II PIELIKUMS
(pie 57. panta.)

Reglaments

starptautisko dzelzceļpārvadājumu centrālbirojam

1. pants.

1. §. Dzelzceļu starptautisko pārvadājumu centrālbiroja sēdeklis atrodas Bernē. Centrālbiroja organizācija, konvencijas 57. panta nosacījumu nospraustās robežās, kā arī viņa darbības uzraudzība uzticēta Šveices savienības padomei.

2. §. Centrālbiroja izdevumus sedz līgumslēdzēju valstis samērīgi ar viņu dzelzceļu līniju vai to satiksmju līniju garumu, kas pieļauti ņemt dalību pēc šīs konvencijas noteikumiem izdarāmos pārvadājumos. Tomēr kuģniecības uzņēmumi piedalās izdevumu segšanā samērīgi pusei no viņu līniju garuma. Katras valsts dalības nauda nevar pārsniegt Fr. 0,80 par kilometru. Gada maksu par dzelzceļa kilometru katram atsevišķam darbības gadam nosaka Šveices savienības padome, uzklaušot centrālbiroja priekšlikumus un ievērojot patreizējos apstākļus un vajadzības. Kredits iekasējams vienmēr pilnos apmēros. Ja centrālbiroja patiesie izdevumi nav sasnieguši uz šī pamata aprēķināto kredītu, tad neizdotais atlikums iemaksājams pabalstu un pensiju fondā, kuŗa augļi izlietojami pabalstiem un atlīdzībai centrālbiroja ierēdņiem un darbiniekiem, kad tie vecuma, nelaimes vai slimības gadījuma dēļ ir pilnīgi nespejīgi turpināt savu pienākumu izpildīšanu.

Liekot priekšā līgumslēdzējām valstīm ziņojumu par darbību un gada izdevumiem, centrālbirojs tās uzaicina iemaksāt viņu gada maksu noteicējušā darbības gadā izdevumu segšanai. Valsts, kuŗa līdz 1. oktobrim nebūs iemaksājusi savu daļu, tiks otrreiz uzaicināta to izdarīt. Ja šis uzaicinājums palicis bez sekām, tad centrālbirojs, nosūtot nākošā gada sākumā ziņojumu par jaunā noteicējušā gada darbību, to atkārt. Ja līdz nākošam 1. jūlijam šis uzaicinājums palicis bez sekām, tad maksājumu nokavējošai valstij piesūtišs četuro uzaicinājumu, lai panāktu divu nokavēto gadu maksu samaksu; ja to nēpanāk, tad centrālbirojs pēc trim mēnešiem paziņos šai valstij, ka, ja līdz gada beigām gaidīto maksājumu neizdarīs, nemaksāšanu uzskatīs kā valsts vēlēšanos klusuciešot izstāties no līdzdalības konvencijā. Ja šis pēdējais solis līdz 31. decembrim paliek bez sekām, tad centrālbirojs, ņemot vērā vilcinošās valsts klusuciešot izteikto vēlēšanos izstāties no konvencijas, stāsies pie šīs valsts līniju izslēgšanas no starptautiskiem pārvadājumiem pieļauto līniju saraksta.

Neieņemtas summas pēc iespējas sedzamas no centrālbiroja rīcībā esošiem kārtējiem līdzekļiem un tās var sadalīt uz četriem darbības gadiem. Iztrūkumu daļu, kuŗu nav iespējams šādā veidā segt, ieģrāmato īpašā rēķinā, kuŗā summu sadala starp norēķina sastādīšanas laikā konvencijā ietilpstošām pārējām valstīm, samērīgi ar viņu līniju kilometru skaitu un tādā apmērā, kādā katra no tām jau divgadīgā periodā, kuŗš nobeidzas ar vilcinošās valsts izstāšanos, kopā ar pēdējo piedalījušies konvencijā. Valsts, kuŗas līnijas izslēgtas uz iepriekšējā rindkopā uzrādīto nosacījumu pamata, var tās atkal pieslēgt starptautiskās satiksmes līnijām, iepriekš samaksājot parādā palikušās summas par attiecīgiem gadiem, līdz ar 5%, skaitot tos no sestā mēneša beigām pēc pirmā uzaicinājuma saņemšanas samaksāt pienākošās gada maksas.

2. pants.

1. §. Centrālbirojs izdod mēnešrakstu, kas satur konvencijas piemērošanai nepieciešamās ziņas, galvenā kārtā par dzelzceļu un citu uzņēmumu līniju sarakstu, par priekšmetiem, kuŗi no pārvadāšanas izslēgti vai pieļauti ar sevišķiem nosacījumiem, kā arī juridiska un statistiska rakstura materiālus, kuŗu ievietošanu tas atrod par lietderīgu.

2. §. Mēnešraksts iznāk franču un vācu valodās. Vienu eksemplāru piesūta katrai līgumslēdzējai valstij un ieinteresētai pārvaldei par brīvu. Par pārējiem pieprasītiem eksemplāriem jāmaksā centrālbiroja noteikta maksa.

3. pants.

1. §. Prasības un parādi par starptautiskiem pārvadājumiem, kuŗi palikuši nesamaksāti, pārvalde prasītāja piedzišanas atvieglošanai var pieteikt centrālbirojam. Šim nolūkam centrālbirojs uzaicina parādā palikušo transporta uzņēmumu samaksāt parāda summu vai uzdot iemeslus, kādēļ tas no maksāšanas atsakās.

2. §. Ja centrālbirojs uzskata, ka atteikšanās ir pietiekoši pamatota, tad tas noraida abas puses pie piekritošās tiesu iestādes.

3. §. Ja centrālbirojs uzskata visu vai daļu parāda par pienākošu, tad tas, iepriekš uzklaušijis lietpratēju, var paziņot parādā palikušam transporta uzņēmumam, ka viss vai daļa parāda jāiemaksā centrālbirojam šādi iemaksātā summa paliek deponēta līdz lietas izlemšanai piekritošā tiesu iestādē.

4. §. Ja kāds transporta uzņēmums divu nedēļu laikā nav izpildījis centrālbiroja noteiktu uzaicinājumu, tad tam nosūtāms jauns uzaicinājums ar aizrādījumu uz atteikšanās sekām.

5. §. Ja arī šis jaunais uzaicinājums 10 dienu laikā ir palicis bez sekmēm, tad centrālbirojs piesūta valstij, pie kuŗas pieder transporta uzņēmums, dibinātu paziņojumu ar uzaicinājumu apsvērt spēamos soļus un sevišķi pārbaudīt, vai parādā palikušā uzņēmuma līnijas būtu atstājamas līniju sarakstā.

6. §. Ja valsts, pie kuŗas pieder parādā palikušais transporta uzņēmums, paziņo, ka, neskatoties uz nomaksāšanu, viņa nedomā likt strīpot no saraksta šo uzņēmumu, vai, ja sešu nedēļu laikā atstāj bez atbildes centrālbiroja paziņojumu, tad tiesiski pieņemts, ka viņa uzņemas galvojumu par minētā uzņēmuma maksātspējām attiecībā uz prasībām, izrietošām no starptautiskiem pārvadājumiem.

(Turpmāk vēl.)

Valsts Prezidenta Dr K. Ulmaņa pateicība.

Izsaku savu izjustu paldies visiem, kas mani un valdību apsveikuši Ziemsvētkos un Jaungadā.

Uzsākot jauno gadu, no sirds pateicos visiem valsts, pašvaldību, sabiedrības un pārējiem darbiniekiem, kas savās darba gaitās iedami un savus pienākumus pildīdami, pielikuši pūles mūsu valsts celšanas un stiprināšanas labā. Šo atzinību un pateicību izsaku arī visiem, kas uz laukiem un pilsētās bijuši darbos, domās un sirdīs uzticīgi valdībai un palāvēji viņas rīcībai.

Pārliecināts, ka ciešā vienprātība un sadarbība starp valdību un tautu klūs jaunajā gadā vēl plašāka, stiprāka un dziļāka, novēlu visiem mūsu valsts pilsoņiem un pilsonēm jauniem sasniegumiem un ieguvumiem, vaiņagotu darba ceļu 1937. gadā, strādājot ar dedzību un izpildot visus pienākumus, ko uzliek mums rūpes par tautas labklājības celšanu un Latvijas valsts drošības stiprināšanu.

K. Ulmanis,
Valsts un Ministru Prezidents.

Kaŗa ministra pateicība.

Nevarēdams personīgi atbildēt visiem daudziem apsveicējiem, kaŗavīriem, pašvaldībām, valsts un sabiedriskiem darbiniekiem un visiem citiem, kas mani un mūsu armiju apsveikuši jaunā gadā, izsaku ar šo savu sirsnīgāko pateicību, savukārt vēlēdams katram arī jaunā gadā līdz ar panākumiem personīgā dzīvē stāvēt stipriem domās, vārdos un darbos par mūsu mīļo tēvzemi un brīvību.

Kaŗa ministris ģenerālis J. Balodis.

Valdības iestāžu paziņojumi.

Paziņojums.

Paziņojot, ka M. Zupāns rakstu darbu biroja īpašniece Milda Zupāns ir likvidējusi viņai atļauto rakstu darbu biroju Daugavpīlī, lekslietu ministrijas Administratīvais departaments uzaicina personas, kuŗām pret minēto biroju būtu kādas prasības, pieteikt tās lekslietu ministrijai 3 mēnešu laikā pēc šī paziņojuma izsludināšanas dienas „Valdības Vēstnesī”. Pēc šī termiņa notecēšanas prasības nepieņems un nodrošinājumu izsniegs atpakaļ pēc piederības.

Rīgā, 1936. g. 31. decembrī. 29382

Departamenta direktors A. Anšmits.
Iekšl. apsardz. nod. priekšn. A. Brieze.

Valdības rīkojumi un pavēles.

6. rīkojums par grozījumiem Latvijas-Polijas tiešās satiksmes pasaŗieŗu, bagāŗas un ekspressūtījumu tarifā.

Sakarā ar ekspressūtījumu pārvadāšanas likmes noteikšanu par katrēm 10 kg par Polijas dzelzceļu daļu un citiem grozījumiem, Latvijas-Polijas tiešās satiksmes pasaŗieŗu, bagāŗas un ekspressūtījumu tarifs, kas izsludināts „Valdības Vēstneŗa” 1929. g. 71. numurā un izdots atseviŗķā broŗūrā, grozāms šādi:

- 1) Tarifa II daļā 7. panta pēdējā rindņā (broŗūras 25. lapp.) likmi „0,05” aizvietot ar „0,03”;
- 2) 3. pielikumā pie tarifa (broŗūras 36.—39. lapp.) „I. Daļu tabula maksām par Polijas valsts dzelzceļu attālumiem” aizvietot ar šādu jaunu tabulu:

1	2	3	4	5			6			11	12
				Pociag poŗpieszny			Pociag osobowy				
				Ātrvīlcienos			Pasaŗieŗu vīlc.				
				Cena biletu w jednostkach taryfowych							
Braukuma maksā tarifa vienībās						Oplata za kazde 10 kg bagāŗu i prasytek ekspresuŗy w jedn. taryfowych	Piezīmes				
Klasy			Klases								
I	II	III	I	II	III						
	Do i od granicy paŗstwa pod stacija Turmont od i do stacyj: Līdz un no valsts robeŗas pie Turmontu stacijas no un līdz stacijai:	Przynaleŗność do Dyr. PKP Pie kādas Polijas dzelzceļu direkcijas pieŗkaitātas	Droŗa Virziens								
388	Białystok Centr.	WI	Wilno	5,04	3,78	2,52	4,00	3,00	2,00	0,16	1) Najniŗķza naleŗņoŗķ za przewoŗ bagāŗu i prasytek ekspresuŗy wynosi 0,06 jednostek taryfowych jednostek taryfowych 2) Przy kaŗde relacji jest podany w rubryce 3 tabeli niniejszej skrót nazw Dyrekcji PKP, a mianowicie: Dyrekcja Okręŗowa Kolei Paŗstwowych w Katowicach... Kt. Dyrekcja Okręŗowa Kolei Paŗstwowych w Krakowie... K Dyrekcja Okręŗowa Kolei Paŗstwowych w Lwowie... L Dyrekcja Okręŗowa Kolei Paŗstwowych w Poznaniu... P. Dyrekcja Okręŗowa Kolei Paŗstwowych w Radomiu... R. Dyrekcja Okręŗowa Kolei Paŗstwowych w Toruniu... T. Dyrekcja Okręŗowa Kolei Paŗstwowych w Warszawie... W. Dyrekcja Okręŗowa Kolei Paŗstwowych w Wilnie... WI.
939	Bielsko	Kt	Katowice—Warszawa—Wilno	9,26	6,94	4,62	7,36	5,52	3,68	0,28	
801	Częstochowa	W	Warszawa—Wilno	8,44	6,34	4,22	6,70	5,02	3,34	0,27	
961	Danzig (Gdańsk) Hbf.	T	Mława —Warszawa—Wilno Bydgoszcz	9,48	7,10	4,74	7,54	5,66	3,78	0,28	
23	Dukszty	WI.	—	0,48	0,36	0,24	0,30	0,22	0,15	0,02	
928	Dziedzice	Kt.	Katowice—Warszawa—Wilno	9,20	6,90	4,60	7,32	5,50	3,66	0,28	
982	Gdynia	T.	Tczew—Mława—Warszawa— Bydgoszcz	9,56	7,18	4,78	7,64	5,72	3,82	0,28	
990	Gdynia—Dworzec Morski	T.	Tczew—Mława—Warszawa— Bydgoszcz Wilno	—	—	—	—	—	—	0,28	
888	Katowice	Kt.	Warszawa—Wilno	8,90	6,66	4,44	7,10	5,32	3,56	0,28	
892	Kraków	K	Radom—Warszawa—Wilno Częstochowa	8,94	6,70	4,48	7,14	5,36	3,58	0,28	
1065	Lwów	L.	Rozwadów—Radom—Warszawa —Wilno Lublin	10,14	7,62	5,08	8,08	6,06	4,04	0,29	
862	Lwów	L.	Łuniniec Kowel—Białystok—Wilno	8,04	6,04	4,02	7,00	5,26	3,50	0,28	
704	Łódź—Fabryczna Kaliska	W.	Warszawa—Wilno	7,68	5,76	3,88	6,16	4,62	3,08	0,26	
71	Nowo-Świeciany	WI.	— Września	1,22	0,92	0,62	0,90	0,68	0,46	0,04	
876	Poznań	P.	Toruń —Warszawa—Wilno Ostrów	8,84	6,64	4,42	7,06	5,28	3,52	0,28	
675	Radom	R.	Warszawa—Wilno	7,50	5,62	3,76	5,98	4,48	2,98	0,25	
419	Stolpce	MI.	Baranowicze Centr.—Wilno	4,98	3,74	2,50	4,26	3,20	2,14	0,18	
1296	Śniatyn Załucze	L.	Lwów—Rozwadów—Radom— Lublin Warszawa—Wilno	11,62	8,72	5,82	9,30	6,98	4,66	0,30	
1093	Śniatyn Załucze	L.	Lwów—Łuniniec —Wilno Kowel—Białystok	9,70	7,28	4,86	8,22	6,16	4,12	0,29	
1	Turmont	WI.	—	0,26	0,20	0,12	0,08	0,06	0,04	0,01	
572	Warszawa—Wschodnia Wileńska	W.	Wilno	6,78	5,08	3,40	5,40	4,04	2,70	0,23	
148	Wilno	WI.	— Września	2,20	1,66	1,10	1,76	1,32	0,88	0,07	
951	Zbąszyń	P.	Poznań—Toruń —Warszawa— —Wilno Ostrów	9,42	7,08	4,72	7,50	5,62	3,76	0,28	
668	Zdoŗbunów	R.	Łuniniec—Wilno	6,38	4,78	3,20	5,92	4,44	2,96	0,25	
958	Zebrzydowice	K.	Dziedzice—Katowice—War- szawa—Wilno	9,42	7,08	4,72	7,50	5,62	3,76	0,28	

Rīkojums stājas spēkā 1937. g. 5. janvāri.

Dzelzceļu galvenais direktors K. Bļodņieks.
Ekspluatācijas direktors v. O. Zakis.

Tiesu sludinājumi.

Rīgas apgabalt. 3. civilnodala, uz Civilproc. nolik. 1628., 1631., 1636. un 1710. p. pamata, paziņo, ka pēc 1936. gada 29. dec. mir. Krišjāņa - Eduarda Maksimova, dz. Mangalu pag. 1894. g. 13. apr., ir atklāts mantojums, un uzaicina, kam ir uz šo mantojumu kādas tiesības vai prasījumi no tā kā mantniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt šīs tiesības un prasījumus minētai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”, norādot, ka visus, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un prasījumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tās zaudējušiem.
Rīgā, 1936. g. 28. decembrī.
L. № 5645/36. II. 29402r
Priekšsēdētāja b. H. Mintāls.
Sekretārs E. Lasmanis.

Rīgas apgabalt. 3. civilnodala, uz Civilproc. nolik. 1628., 1631., 1636. un 1710. p. pamata, paziņo, ka pēc 1936. gada 23. marta Salas pag. mir. Emmas Mazziņš, dz. Bindars, dz. 1900. g. 24. nov., ir atklāts mantojums, un uzaicina, kam ir uz šo mantojumu kādas tiesības vai prasījumi no tā kā mantniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt šīs tiesības un prasījumus minētai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”, norādot, ka visus, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un prasījumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tās zaudējušiem.
Rīgā, 1936. g. 28. decembrī.
L. № 5658/36. II. 29403r
Priekšsēdētāja b. H. Mintāls.
Sekretārs E. Lasmanis.

Rīgas apgabalt. 3. civilnodala, uz Civilproc. nolik. 1628., 1631., 1636. un 1710. p. pamata, paziņo, ka pēc 1936. gada 26. janvāri Lizuma pag. mirušās Emmas-Hermīnes Garškis, dzim. Bīteņnieks, dzim. 1900. g. 17. dec., ir atklāts mantojums, un uzaicina, kam ir uz šo mantojumu kādas tiesības vai prasījumi no tā kā mantniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt šīs tiesības un prasījumus minētai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”, norādot, ka visus, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un prasījumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tās zaudējušiem.
Rīgā, 1936. g. 28. decembrī.
L. № 5649/36. II. 29404r
Priekšsēdētāja b. H. Mintāls.
Sekretārs E. Lasmanis.

Rīgas apgabalt. 3. civilnodala, uz Civilproc. nolik. 1628., 1631., 1636. un 1710. p. pamata, paziņo, ka pēc 1936. gada 26. janvāri Lizuma pag. mirušās Emmas-Hermīnes Garškis, dzim. Bīteņnieks, dzim. 1900. g. 17. dec., ir atklāts mantojums, un uzaicina, kam ir uz šo mantojumu kādas tiesības vai prasījumi no tā kā mantniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt šīs tiesības un prasījumus minētai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”, norādot, ka visus, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un prasījumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tās zaudējušiem.
Rīgā, 1936. g. 28. decembrī.
L. № 5649/36. II. 29404r
Priekšsēdētāja b. H. Mintāls.
Sekretārs E. Lasmanis.

Rīgas apgabalt. 3. civilnodala, uz Civilproc. nolik. 1628., 1631., 1636. un 1710. p. pamata, paziņo, ka pēc 1936. gada 28. oktobra mirušā Mārtiņa Činiša, dzim. 1864. gada 18. martā, ir atklāts mantojums, un uzaicina, kam ir uz šo mantojumu kādas tiesības vai prasījumi no tā kā mantniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt šīs tiesības un prasījumus minētai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”, norādot, ka visus, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un prasījumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tās zaudējušiem.
Rīgā, 1936. g. 28. decembrī.
L. № 5646/36. II. 29405r
Priekšsēdētāja b. H. Mintāls.
Sekretārs E. Lasmanis.

Rīgas apgabalt. 3. civilnodala, uz Civilproc. nolik. 1628., 1631., 1636. un 1710. p. pamata, paziņo, ka pēc 1936. gada 27. martā mir. Jāzeps - Jāņa - Fridriha Volfa, dzim. 1875. g. 28. maijā Lizumā, ir atklāts mantojums, un uzaicina, kam ir uz šo mantojumu kādas tiesības vai prasījumi no tā kā mantniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt šīs tiesības un prasījumus minētai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”, norādot, ka visus, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un prasījumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tās zaudējušiem.
Rīgā, 1936. g. 28. decembrī.
L. № 5647/36. II. 29406r
Priekšsēdētāja b. H. Mintāls.
Sekretārs E. Lasmanis.

tā kā mantniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt šīs tiesības un prasījumus minētai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”, norādot, ka visus, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un prasījumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tās zaudējušiem.
Rīgā, 1936. g. 28. decembrī.
L. № 5619/36. II. 29407r
Priekšsēdēt. b. H. Mintāls.
Sekretārs E. Lasmanis.

Rīgas apgabalt. 3. civilnodala, uz Civilproc. nolik. 1628., 1631., 1636. un 1710. p. pamata, paziņo, ka pēc 1936. g. 2. jūnijā mir. Krišjāņa Kuška, dz. 1869. g. 7. dec., ir atklāts mantojums, un uzaicina, kam ir uz šo mantojumu kādas tiesības vai prasījumi no tā kā mantniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt šīs tiesības un prasījumus minētai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”, norādot, ka visus, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un prasījumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tās zaudējušiem.
Rīgā, 1936. g. 28. decembrī.
L. № 5524/36. II. 29408r
Priekšsēdēt. b. H. Mintāls.
Sekretārs E. Lasmanis.

Rīgas apgabalt. 3. civilnodala, uz Civilproc. nolik. 1628., 1631., 1636. un 1710. p. pamata, paziņo, ka pēc 1936. g. 15. aug. mir. Idas-Lilijas-Luīzes Bērziņš, dz. Hercbergs, dz. 1891. g. 27. febr., v. st., ir atklāts mantojums, un uzaicina, kam ir uz šo mantojumu kādas tiesības vai prasījumi no tā kā mantniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt šīs tiesības un prasījumus minētai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”, norādot, ka visus, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un prasījumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tās zaudējušiem.
Rīgā, 1936. g. 28. decembrī.
L. № 5493/36. II. 29409r
Priekšsēdētāja b. H. Mintāls.
Sekretārs E. Lasmanis.

Rīgas apgabalt. 3. civilnodala, uz Civilproc. nolik. 1628., 1631., 1636. un 1710. p. pamata, paziņo, ka pēc 1934. gada 25. jūnijā mir. Maijas Liberts, dz. Ponka (dzim. 1849. g. 27. martā, v. st.), ir atklāts mantojums, un uzaicina, kam ir uz šo mantojumu kādas tiesības vai prasījumi no tā kā mantniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt šīs tiesības un prasījumus minētai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”, norādot, ka visus, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un prasījumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tās zaudējušiem.
Rīgā, 1936. g. 28. decembrī.
L. № 4875/36. II. 29410r
Priekšsēdētāja b. H. Mintāls.
Sekretārs E. Lasmanis.

Rīgas apgabalt. 3. civilnodala, uz Civilproc. nolik. 1628., 1631., 1636. un 1710. p. pamata, paziņo, ka pēc 1936. gada 28. oktobra mirušā Mārtiņa Činiša, dzim. 1864. gada 18. martā, ir atklāts mantojums, un uzaicina, kam ir uz šo mantojumu kādas tiesības vai prasījumi no tā kā mantniekiem, legatāriem, fideikomisāriem, kreditoriem u. t. l., pieteikt šīs tiesības un prasījumus minētai tiesai 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstnesī”, norādot, ka visus, kas nebūs pieteikuši savas tiesības un prasījumus uzaicinājuma termiņā, atzīs par tās zaudējušiem.
Rīgā, 1936. g. 28. decembrī.
L. № 5646/36. II. 29405r
Priekšsēdētāja b. H. Mintāls.
Sekretārs E. Lasmanis.

Rīgas apgabalt. 3. civilnodala, uz Civilproc. nolikumu 1575. p., paziņo, ka 1937. gada 20. janvārī minētās nod. atklātā tiesas sēdē nolasis 1936. gada 9. maijā Mārkālnes pagastā mirušās Adeles Reina m. Moruzs, dzim. Salaks, testamentu. 29542
Rīgā, 1936. g. 29. decembrī.
Priekšsēdētāja b. H. Mintāls.
Sekretārs E. Lasmanis.

Rīgas apgabalt. 3. civilnodala, uz Civilproc. nolikumu 1575. p., paziņo, ka 1937. gada 20. janvārī minētā nod. atklātā tiesas sēdē nolasis 1931. gada 19. febr. Krapes pagastā mirušā Jāņa Gusta dēla Andersona testamentu. 29592g
Rīgā, 1936. g. 30. decembrī.
Priekšsēdētāja b. H. Mintāls.
Sekretārs E. Lasmanis.

vas apgabalt. tirdzn. reģ. „A” daļas 748. reģ. numurā ir ierakstīts: Firma Ruvens un Ābrāms Veicmaņi.
Atklātās sabiedrības personīgi atbildīgi biedri: 1) Ruvens Veicmanis piedzimis Sabīlē 1906. g. 1. oktobrī, un 2) Ābrāms Veicmanis piedzimis Sabīlē 1911. gada 29. aprīlī; abi dzīvo Sabīlē, Rīgas ielā 14.
Sabiedrības sēdeklis atrodas Sabīlē, Pilskalna ielā 2; sabiedrība nodibināta un tās darbība atklāta 1936. g. 18. decembrī; darbības nozare: lopu, gaļas un zirgu uzpirkšana - atkalpārdošana. 29546g
Jelgavā, 1936. g. 28. decembrī.
Tiesnesis K. Klaviņš.
Sekret. v. i. Edg. Zvirgzds.

Jelgavas apgabalt. tirdzn. reģ. nodala, pamatojoties uz tirdzn. reģ. not. 39. p., paziņo, ka, saskaņā ar tirdzn. reģ. tiesneša 1936. g. 28. dec. lēmumu, Jelgavas apgabalt. tirdzn. reģ. „A” daļas 29. reģ. numurā ir dzēsta 1936. g. 21. dec. likvidēta firma „Jēkabs Friks”. 29543g
Jelgavā, 1936. g. 28. decembrī.
Tiesnesis K. Klaviņš.
Sekret. v. i. Edg. Zvirgzds.

Jelgavas apgabalt. tirdzn. reģ. nodala, pamatojoties uz tirdzn. reģ. not. 39. p., paziņo, ka, saskaņā ar tirdzn. reģ. tiesneša 1936. g. 28. dec. lēmumu, Jelgavas apgabalt. tirdzn. reģ. „A” daļas 690. reģ. numurā, firmas „Dauids Bermanis” folijā ir ierakstīts, ka Dāvida Bermana dzīves vieta un uzņēmums kopš 1936. g. 1. jūlijā atrodas Bauskā, Pils ielā 26. 29544g
Jelgavā, 1936. g. 28. decembrī.
Tiesnesis K. Klaviņš.
Sekret. v. i. Edg. Zvirgzds.

Jelgavas apgabalt. tirdzn. reģ. nodala, pamatojoties uz tirdzn. reģ. not. 39. p., paziņo, ka, saskaņā ar tirdzn. reģ. tiesneša 1936. g. 28. dec. lēmumu, Jelgavas apgabalt. tirdzn. reģ. „A” daļas 690. reģ. numurā, firmas „Nosons Slosbergs” folijā, ir ierakstīts, ka: 1) Nosons Slosbergs miris 1936. g. 17. nov., kadēl uzņēmums pieder viņa mantojumam; 2) ar Jelgavas pilsētas barīptiesas 1936. g. 10. dec. lēmumu mir. Nosona Slosberga mantojumam iecelti aizgādāji, un 3) aizgādāji: 1) Basja Slosbergs dzīvo Jelgavā, Zemgales prosp. 11, un 2) Izāks Jakobsons dzīvo Jelgavā, Katolu ielā 18. 3. dz.
Jelgavā, 1936. g. 28. decembrī.
Tiesnesis K. Klaviņš.
Sekret. v. i. Edg. Zvirgzds.

Liepājas apgabaltiesa, saskaņā ar Civilproc. nolikumu 1575. p., paziņo, ka tiesas 1937. g. 21. janv. atklātā tiesas sēdē nolasis 1936. g. 3. sept. Liepājā mirušā Krišja Aucenicka, dzim. 1861. g., testamentu.
Liepājā, 1936. g. 30. decembrī. 1027m/36. 29661g
Priekšsēd. b. A. Kiršfelds.
Sekretārs E. Speķis.

Liepājas apgabaltiesa, saskaņā ar Civilproc. nolikumu 1575. p., paziņo, ka tiesas 1937. g. 21. janv. atklātā tiesas sēdē nolasis 1936. g. 17. aug. Satīņu pagastā mirušā Hermaņa Ristava, dzim. 1877. g. 3. okt., testamentu.
Liepājā, 1936. g. 30. decembrī. 1013m/36. 29663g
Priekšsēd. b. A. Kiršfelds.
Sekretārs E. Speķis.

Liepājas apgabaltiesa, saskaņā ar Civilproc. nolikumu 1575. p., paziņo, ka tiesas 1937. g. 21. janv. atklātā tiesas sēdē nolasis 1936. g. 17. maijā Bārtas pagastā mirušā Pētera Gudena, dzim. 1879. g. 16. sept., mutisko testamentu.
Liepājā, 1936. g. 30. decembrī. 841m/36. 29665g
Priekšsēd. b. A. Kiršfelds.
Sekretārs E. Speķis.

Liepājas apgabalt. reģistrācijas nodala, pamatojoties uz 1936. gada 23. dec. lēmumu, paziņo, ka ar šīs tiesas 1928. g. 16. aug. lēmumu reģistrēta Ulmales izglītības biedrība „Baka” ir galīgi likvidēta un reģistrā dzēsta.
Liepājā, 1936. g. 28. decembrī. A. 79/28. 29547g
Nod. pārzinis A. Kiršfelds.
Sekretāra v. A. Plūmītis.

Daugavpils apgabalt. 1. civilnod. paziņo, ka 1936. g. 30. maijā mirušā Pētera Trana 1936. gada 13. maijā sastādītais notāriālais testaments ar apgabaltiesas 1936. g. 16. okt. lēmumu apstiprināts izpildīšanai.
Daugavpili, 1936. g. 23. dec. 2268a/36. 29558g
Priekšsēd. b. A. Strazdiņš.
Sekretārs K. Kangurs.

Daugavpils apgabalt. 1. civilnod. paziņo, ka 1936. g. 30. aprīlī mirušā Staņislava Morkāna 1936. gada 27. aprīlī sastādītais prievātestaments ar apgabaltiesas 1936. g. 9. okt. lēmumu apstiprināts izpildīšanai.
Daugavpili, 1936. g. 24. dec. 1800a/36. 29556g
Priekšsēd. b. A. Strazdiņš.
Sekretārs K. Kangurs.

Daugavpils apgabalt. 1. civilnod. paziņo, ka 1933. g. 21. martā mirušā Nochemija Malačka 1936. g. 17. martā sastādītais notāriālais testaments ar apgabaltiesas 1934. g. 29. maijā lēmumu apstiprināts izpildīšanai.
Daugavpili, 1936. g. 24. dec. 1242a/34. 29557g
Priekšsēd. b. A. Strazdiņš.
Sekretārs K. Kangurs.

Daugavpils apgabalt. 1. civilnod. paziņo, ka 1935. g. 27. okt. mirušā Vikentija Vēvera 1935. g. 23. jūnijā sastādītais prievātestaments ar apgabaltiesas 1936. gada 21. aprīļa lēmumu apstiprināts izpildīšanai.
Daugavpili, 1936. g. 28. dec. 58a/36. 29548g
Priekšsēd. b. A. Strazdiņš.
Sekretārs K. Kangurs.

Daugavpils apgabalt. 1. civilnod. paziņo, ka 1936. g. 25. jūlijā mirušā Jāņa Kivlenieka 1936. g. 20. jūnijā pagasttiesā sastādītais testaments ar apgabaltiesas 1936. g. 16. okt. lēmumu apstiprināts izpildīšanai.
Daugavpili, 1936. g. 28. dec. 2237a/36. 29549g
Priekšsēd. b. A. Strazdiņš.
Sekretārs K. Kangurs.

Daugavpils apgabalt. 1. civilnod. paziņo, ka 1936. g. 21. jūlijā mirušā Ignāta Biša (ari Bitto) 1929. g. 16. janv. sastādītais notāriālais testaments ar apgabaltiesas 1936. g. 16. okt. lēmumu apstiprināts izpildīšanai.
Daugavpili, 1936. g. 28. dec. 2218a/36. 29550g
Priekšsēd. b. A. Strazdiņš.
Sekretārs K. Kangurs.

Rīgas pils. 5. iec. miertiesnesis ar 1936. g. 28. augusta spriedumu Eduardu Liepiņu, dzim. 1884. gada 20. maijā, dzīv. Rīgā, Marijas ielā 91/93, 13. dz. par piena piegādāšanu pārdošanai no tvaika moderniecības Marijas ielā 91/93, pudelēs, kurās piena daudzums neatbilst uzrakstam uz pudeles un ar pārāk lielu diļģu daudzumu, sodīts pēc Soda lik. 235. p., ar 10 latiem vai nemaksas gadījumā ar 3 dienām aresta. Spriedums stāties likumīgā spēkā. 811. 29579g
Rīgā, 1936. g. 29. decembrī.
Miertiesnesis J. Dukāts.

Rīgas pils. 11. iec. miertiesnesis ar 1936. g. 20. novembra spriedumu Jāni Vichmani par tirgošanu 1936. g. 13. okt. ar šokolādi, kura nederīga cilvēka uzturam Emīlijas Vichmanis pārtikas preču veikalā Rīgā, Baznīcas ielā 45, kurā viņš skaitās par atbildīgu pārdevēju, pēc Soda lik. 236. p. 1. d. sodīts ar Ls 25.— vai maksātnespējas gadījumā ar 7 dienām aresta. Spriedums stāties likumīgā spēkā. 1506. 29580g
Rīgā, 1936. g. 30. decembrī.
Miertiesnesis Veidners.

Rīgas pils. 14. iec. miertiesnesis, saskaņā ar Soda lik. 239. p. izsludinā, ka Lina Tirumnieks ar 1936. g. 30. sept. spēkā stājušos spriedumu par to, ka 1936. gada 19. sept. tirgojusies savā gaļas un desu tirgotavā, Kalnciema ielā 80a, ar nezināto gaļu pēc Soda lik. 234. p. sodīta ar Ls 12.— vai maksātnespējas gadījumā ar 4 dienām aresta.
Rīgā, 1936. g. 29. decembrī. 1192. 29581g
Miertiesnesis R. Kāps.

Balvu iec. miertiesnesis, saskaņā ar savu 1936. g. 28. dec. lēmumu, Civilproc. nolik. 1725. p., un Civillik. 10. sēj. 1. d. 1239. p., paziņo, ka pēc 1916. g. 15. dec. mirušā Voičika Leišovņika ir palicis kustams un nekustams mantojums, kas atrodas Jaunlatgales apr. Balvu pag. Kurnas mājās, un uzaicina visus, kam uz šo mantojumu vai sakaru ar to būtu kādas tiesības kā mantniekiem, pieteikt tās minētām miertiesnesim viņa kamerā Balvos, Alejas ielā, 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Valdības Vēstn.” 351B. 29439g
Balvos, 1936. g. 28. decembrī.
Miertiesn. J. Lietavietis.

Balvu iec. miertiesnesis, saskaņā ar savu 1936. g. 28. dec. lēmumu, Civilproc. nolik. 1725. p., un Civillik. 10. sēj. 1. d. 1239. p., paziņo, ka pēc 1936. g. 3. maijā mirušā Haina Soloveļa ir palicis kustams un nekustams mantojums, kas atrodas Jaunlatgales apr. Balvu pilsētā, un uzaicina visus, kam uz šo mantojumu vai sakaru ar to būtu kādas tiesības kā mantniekiem, pieteikt tās minētām miertiesnesim viņa kamerā Balvos, Alejas ielā, 3 mēnešu laikā pēc šī sludinājuma ieviešanas „Vald. Vēstn.” 350B. 29440g
Balvos, 1936. g. 28. decembrī.
Miertiesn. J. Lietavietis.

Vīlaku iec. miertiesnesis, pamatojoties uz Civilproc. nol. 1778. p., un savu 1936. g. 15. dec. lēmumu, paziņo, ka atzīta par anulētu Anastasijas Strapcans viņas brālīn Stanislavam Strapcanam izdotā pilnvara, ko 1936. gada jūlijā apliecinājis Priekules-Vaipodes iec. miertiesnesis.
Miertiesnesis J. Gūtmanis.

Rīgas apgabalt. 2. iec. tiesu izpildītājs paziņo, ka 1937. gada 14. janv., plkst. 11. Rīgā, L. Bīkernieku ielā 7, kustama īpašuma pārdošana pie a/s „Latkas”, ir atcelta. 29736g
Rīgā, 1936. g. 31. decembrī.
Tiesu izpild. A. Grinfielā.

Jelgavas apgabaltiesas Jelgavas apr. 2. iec. tiesu izpildītājs Gotfrīds Freigangš (kancleja Jelgavā, Annas ielā 7, 2. dz.) paziņo, ka:
1) Veccauces pagasta valdes prasības piedziņai no Fridriha Zusevica 1937. g. 24. februārī, plkst. 10, Jelgavas apgabaltiesas sēžu zālē 1. publiskā izsolē pārdošanai sastāvā Fridriha Zusevica Jelgavas apr. Veccauces pag. Keveles muižas Zutte mājas ar hip. 495. num.;
2) nekustama manta izsolei novērtēta par Ls 21.578.—;
3) tā apgrūtināta ar hipotēku parādiem par Ls 18.500.— ar proc.;
4) solītāj. jāiemaksā Ls 2157,80 drošības nauda un jāiesniedz Tieslietu ministrijas atļauja iegūt nekustamo mantu un
5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Tukuma-Talsu zemes grāmatu nodalā.
Tiesības, kas novērst pārdošanu, jāuzrāda līdz pārdošanas dienai.
Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties Jelgavas apr. 2. iec. tiesu izpildītāja kancleja, bet 2 nedēļas pirms izsoles Jelgavas apgabaltiesas civilnodalas kancleja. 29596
Jelgavā, 1936. g. 30. decembrī.
Tiesu izpild. G. Freigangš.

Daugavpils apgabalt. Daugavpils 1. iecirkņa tiesu izpildītājs A. Mensikovs (kancleja Daugavpili, 3. janvāra ielā 12), saskaņā ar Civilproc. nolik. 1283.—1290. p., paziņo, ka:
1) Zinādas un Agrimija Feodorovu prasības apmierināšanai 1937. g. 6. martā, plkst. 10, Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodalas sēžu zālē pārdos 1. publiskā izsolē Haritinas Tita m. Krasovskis 7/8. ideālo daļu nekustamā mantā, kas atrodas Daugavpili, L. Dārza ielā 57, ierakstīta zemes grāmatu reģ. 4182. num. un sastāv no dzimtslietošanu tiesību gruntsgabala 154 kv. asis platībā ar ekām;
2) nekustamā manta publiskai izsolei novērtēta par Ls 558.—;
3) nekustamajai mantai nav hipotēku parāds;
4) solītājiem jāiemaksā drošības nauda — novērtējuma desmitā daļa — un jāuzrāda tieslietu ministra atļauja pārdodamās nekustamās mantas iegādāšanai tānīs gadījumos, kad tāda pēc likuma ir vajadzīga;
5) šās nekustamās mantas zemes grāmatas ved Daugavpils-Pūkstes zemes grāmatu nodalā.
Tiesības, kas novērst šās nekustamās mantas pārdošanu, jāpieteic līdz izsoles dienai.
Visos pārdodamās nekustamās mantas dokumentos var ieskatīties tiesu izpildītāja kancleja, bet divas nedēļas pirms izsoles dienas Daugavpils apgabaltiesas 1. civilnodalas kancleja.
Daugavpili, 1936. g. 22. dec. 1588/36. 29604g
Tiesu izpild. A. Mensikovs.

Daugavpils apgabalt. Daugavpils 2. iec. tiesu izpildītājs E. Budlevskis (kancleja Daugavpili, Nometņu ielā 7) paziņo, ka š. g. „Vald. Vēstn.” 227. num. uz 1937. g. 10. apr. izsludinātā Trofima Zacharova nekustamā īpašuma izsole ir atcelta. 29512g
Daugavpili, 1936. g. 29. dec. Tiesu izpild. E. Budlevskis.

Daugavpils apgabalt. Ludzas iec. tiesu izpildītājs K. Markvarts paziņo, ka 1937. gada 21. janvārī, plkst. 10, Ludzā, Ventspils ielā 52, otrreizējā izsolē pārdošanai Samuila Kruppa macu tīrāmās mašīnas ar piederumiem, sīksnas, krāsniņš un maiku, novērtētas par Ls 1170. Izzināt sarakstu, novērtējumu un apskatīt pārdodamo mantu varēs pārdošanas dienā uz vietas.
Ludzā, 1936. g. 30. dec. 29599g
Tiesu izpild. K. Markvarts.

Rīgas notārs Pēteris Juraševskis uz 1916. g. 16. jūlija likuma par tirdzniecības uzņēmumu atsavināšanu pamata paziņo, ka saskaņā ar viņa kantonu š. g. 30. decembrī ar reģistrā 9490. num. noslēgto līgumu Elizabete Šērs pārdeva Abramam Šēram manufaktūras preču tirgotavu Rīgā, Kr. Barona ielā 3 līdz ar aktīvu un pasīvu. 29568g
Notārs P. Juraševskis.

Ētū testāžu sludinājumi.
Rīgas pref. ārēja nodala izsludina par nederīgu nozaudēto šīs pref. 1933. g. 20. janv. Jurim Irbem izdotu 204/361. paziņojumu par laikrakstu kioska Rīgā, Liepājas un Raudas ielu stūrī, atvēršanas pieteikumu.

Ētū testāžu sludinājumi.
Rīgas pref. ārēja nodala izsludina par nederīgu nozaudēto šīs pref. 1933. g. 20. janv. Jurim Irbem izdotu 204/361. paziņojumu par laikrakstu kioska Rīgā, Liepājas un Raudas ielu stūrī, atvēršanas pieteikumu.

IZSOLE.

Rīgas muitnīca, pamatojoties uz Muitas likuma 138., 477., 496. un 561. p., 1937. g. 29. janvārī, plkst. 10, muitnīcas pasažieru mājā pārdos atklātā vairāksolīšanā sekojošas šīnī sarakstā minētās preces. Preču īpašniekiem ir tiesība tās izpirkt līdz izsoles dienai, nokārtojot visas muitas formālītātes. Preces apskatāmas izsoles dienā.

Kārt. №	Preču pieteik. №	Kon. №	Lād. №	Prece pienākusi			Vietu skaits un zīmes	Preču nosaukums un svars	Vērtība Ls	Preču īpašnieks
				Ar kuģi vai pa dzelzceļu	Kad	No kurienes				
Zemāk minētās preces pēc nosolīšanas izsolē varēs saņemt vietējam tirgum bez Valūtas komisijas atļaujas uzrādīšanas:										
1	10743/33	67	15	„Heidelberg“	1933. g. 11./IV	Stetīnes	2 kīpas L. K. 148/49/	Kokvilnas lupatas, sv. 328 kg	10,93	„A. Sikulis“
2	14680/33	76	413	„Regina“	1933. g. 14./IX	Stetīnes	13 kīpas 7048/7060	Lupatas, 3611 kg	91,37	„A. Sikulis“
3	15905/33	89	478	„Brandenburg“	1933. g. 5./X	Stetīnes	20 kīpas L. 44/6, 48/52, 60, 54/5, 23/6, 33/4, 65/7	Lupatas, 3396 kg	248,75	„A. Sikulis“
4	23901/34	4	675	„Skjold“	1933. g. 13./XII	Le Havras	2 vietās T. 1, 2	Skārdu izstrādājumi, 104 kg	14,49	„P. Vunderlich“
5	24311/34	17	712	„Brandenburg“	1933. g. 30./XII	Stetīnes	1 paka F. S. 1213/a	Stikla izstrādājumi, 1,2 kg	5,36	„E. Lyra & Co“
6	13685/34	—	441	pa dzelzceļu	1934. g. 28./IX	Meitenes	1 izd. paka A. 527/	Zīda adīti izstrādājumi, 0,2 kg	10,72	Feiga Kalmanovičs
7	14460/34	—	474	pa dzelzceļu	1934. g. 11./X	Zemgales	1 grozs A. 553	Salmu pinumi, 1,75 kg	24,43	Marianna Forsthube
8	15521/34	—	510	pa dzelzceļu	1934. g. 25./X	Meitenes	1 paka A. 598	Porcelāna izstrādājumi, 2,3 kg	55,39	Alfrēds-Ansis Jaunsons
9	16871/34	16	612	„Egeria“	1934. g. 12./XI	Brēmenes	42 rituļi M. J.	Lenšu dzelzs, 1631 kg	42,15	„A. Stanke & Co“
10	16872/34	19	612	„Egeria“	1934. g. 12./XI	Brēmenes	1 rituļis M. J. 402	Dzelzs, 47 kg	6,29	„A. Stanke & Co“
11	17953/34	—	582	pa dzelzceļu	1934. g. 23./XI	Indras	1 paka A. 680ab.	Dabīga zīda audumi un galanterija, 1,6 kg	99,78	Hanna Slosberg
12	19436/34	—	618	pa dzelzceļu	1934. g. 7./XII	Meitenes	1 paka A. 704	Zīda apģērbi u. c. pr., 0,9 kg	112,08	Sara Gaselis
13	19565/34	52	664	„Baltrader“	1934. g. 4./XII	Londonas	1 paka 21b. 8197	Kokvilnas audumi, 8 kg	26,48	„M. Hurvičs & Co“
14	19577/34	26	667	„Uranus“	1934. g. 5./XII	Hamburgas	2 baloni E. W. M. 7189/90.	Superoksīds, 164,5 kg	159,20	„Transtred“ a/s
15	20009/34	—	639	pa dzelzceļu	1934. g. 16./XII	Meitenes	1 kofers J. B. 1 A	Tukšs kofers, 18,2 kg	447,90	Evgenijs Blonds
16	20041/34	54	693	„Visurgis“	1934. g. 17./XII	Roterdamas	1 kīpa N. C. HRC	Kanēls, 9,8 kg	8,81	„Transtred“ a/s
17	20321/34	50	694	„Baltara“	1934. g. 17./XII	Londonas	1 paka L. A. E. 798-b.	Kokvilnas audumi, 22 kg	37,12	„Teku“ a/s
18	20592/34	122	700	„Uranus“	1934. g. 20./XII	Hamburgas	1 paka 4903/8a. K. S.	Izolācijas caurules, 19,5 kg	16,48	„Gastons Puls“
19	21147/34	—	654	pa dzelzceļu	1934. g. 21./XII	Indras	1 paka A. 735a	Bērnu pajas, 1,8 kg	36,65	E. Hirsbergs
20	21485/35	—	672	pa dzelzceļu	1935. g. 2./I	Indras	1 paka A. 751a	Alkoholiski dzērieni, 1,5 kg	13,98	Arsenijis Raičiņš
21	21659/35	41	671	„Regina“	1934. g. 7./XII	Stetīnes	1 paka R. & G. 6198/a.	Papīrs ar iespaidumu, 3,35 kg	10,20	Vilh. Ērtlings
22	21771/35	5	685	„Regina“	1934. g. 13./XII	Stetīnes	3 kastes SNIA 1121767, 1121143, 1121769	Zīda diegi, 213 kg	247,03	„Transtred“ a/s
23	21775/35	81	677	„Baltraffiac“	1934. g. 10./XII	Newcastles	1 maiss E.	Mašīnu daļas — alumīnija, 27,5 kg	5,51	„Merkurs“ a/s
24	21980/35	54	726	„Baltraffiac“	1934. g. 30./XII	Londonas	1 paka NOMP 3/a	Japāņu vasks, 11,5 kg	16,99	„Robežnieks O.“
25	22244/35	53	703	„Regina“	1934. g. 20./XII	Stetīnes	1 paka H. V. 0440/1a	Aploksnes, 1,85 kg	19,70	„H. Bertholds“
26	22360/35	8	703	„Regina“	1934. g. 20./XII	Stetīnes	1 kaste SNIA 1122206	Zīda diegi, 91 kg	97,84	„Transtred“ a/s
27	22883/35	—	654	pa dzelzceļu	1934. g. 21./XII	Meitenes	1 kaste Adrese	Ēteriskas eļļas, 5 kg	13,91	„J. Perls & F. Marienfelds“
28	23143/35	51	703	„Regina“	1934. g. 20./XII	Stetīnes	1 kaste H. K. 132	Nažu preces, 98 kg	87,58	„P. Vunderlichs“
29	26837/35	23	668	„Odin“	1934. g. 4./XII	Stokholmas	1 paka J. M. K. Riga A. S.	Dzelzs izstrādājumi, 15 kg	9,69	„J. M. Krāmers“
30	11091/36	—	257	pa dzelzceļu	1933. g. 22./VII	Meitenes	2 kīpas	Kokvilnas lupatas, 510 kg	15,34	„Gerhards & Heys“
31	19848/36	40	471	„Erna“	1933. g. 5./X	Hamburgas	14 kīpas J. D. 102/15	Kokvilnas lupatas, 2536 kg	74,96	„A. Sikulis“
32	19849/36	24	368	„Merkur“	1933. g. 30./VIII	Brēmenes	9 kīpas S. W. 602/10	Zīda lupatas, 3537 kg	609,17	„A. Sikulis“
33	24254/36	9	682	„Brandenburg“	1933. g. 14./XII	Stetīnes	2 kīpas E. H. 799/800	Tievšķiru tērauds, 3,3 kg	4,89	„Knieps & Verners“
Turpmāk minētās preces pēc nosolīšanas izsolē varēs saņemt vietējam tirgum tikai tad, ja uzrādīs Valūtas komisijas atļauju 1 mēneša laikā no izsoles dienas, vai arī tajā pašā laikā pircējs var precī izvest atpakaļ uz ārzemēm:										
34	17470/35	—	380	pa dzelzceļu	1935. g. 6./IX	Daugavpils	3 gabali	Elektromotors u. c. pr., 187,5 kg	127,21	a/s „Baltseed“
35	18891/36	48	496	„Fink“	1936. g. 5./X	Autvergenes	1 paka	Pelnu traucīni, 0,6 kg	7,51	—
36	20961/36	8	565	„Nordkap“	1936. g. 4./XI	Libekas	1 režģis A. H. 3273/2	Dzelzs skārda izstrādājumi, 160 kg	77,45	—
37	21853/35	—	614	„H. A. Nolze“	1935. g. 4./XII	Hamburgas	3 trumi J. C. 421322, 639192, 639193	Kīmiski ražojumi un organiskas sintētiskas krāsvielas, 12,5 kg	432,29	—
38	23312/36	—	587	pa dzelzceļu	1936. g. 28./XI	Valkas	1 gabals 1046/87	Dzīvi stādi, 56,5 kg	467,04	—
39	24244/36	—	609	pa dzelzceļu	1936. g. 7./XII	Ritupes	1 kaste 31-142-1	Pasažieru mantas, 1,2 kg	24,46	—
40	24534/36	—	660	„Erna“	1935. g. 28./XII	Hamburgas	2 gabali F. & I. Fridrikstad C. 1033, 1271	Dzelzs caurules, 571 kg	71,20	—
41	24540/36	—	638	„Jupiter“	1935. g. 28./XII	Fowey	2 maisi SHWAN EXTRA 5 maisi A. 1	Māli ierīcēm, 728 kg	47,92	—
42	25046/36	80	644	„Arethusa“	1936. g. 9./XII	Hamburgas	5 vietas D. W.	Fajansa mazgājamie galdi, 31,9 kg	14,07	—
43	30232/36	79	654	„Erna“	1935. g. 21./XII	Hamburgas	20 kastes R. & Co. Riga 1/20	Želatīns, 920,5 kg	5167,59	Orders
44	p.kv.ser.F.99562	—	—	pa pastu	1936. g. 29./X	Anglijas	1 paka 3/05153	Preču paraugi, 0,8 kg	9,55	L. Jakobsons
45	— C. 1267	—	—	pa pastu	1936. g. 12./XI	Anglijas	1 paka 3/05347	Dzelzs stiepuļu izstrādājumi, 4,4 kg	16,45	J. Voffmans
46	28524/36	—	600	pa dzelzceļu	1935. g. 3./XII	Meitenes	1 paka B. 415	Brošūras svešvalodā, 1,6 kg	4,49	Jānis Rīteris
47	70/36	—	663	pa dzelzceļu	1935. g. 31./XII	Meitenes	1 paka B. 452	Dabīga zīda audumi, 1,05 kg	66,26	Margarita Sergejevaite

Aizrādījums: Bez tam tanī pašā izsolē pārdos iepriekšējās izsolēs nepārdotās pārceņotās preces: radio aparātus, vara izstrādājumus, koka izstrādājumus, polstētus, kosmētiku ar spirtu, galanteriju, bērnu pajas, krekus, alkoholiskus dzērienus, stikla un fajansa izstrādājumus, virsdrebes un citas preces. 29586

Rīgas muitnīca.

Nodokļu departamenta nodokļu piedziņās paziņo, ka 1937. g. 12. janv., plkst. 11, Rīgā, Kungu ielā 15, pārdos vairāksolīšanā Rozas Aronstama un Dāvida Školņika kustamu mantu, novērtētu par Ls 3100,— visu dažādu nodokļu parāda piedziņai. 29737g Rīgā, 1937. g. 2. janvārī.

Nodokļu piedz. A. Krauklis.
Nodokļu departamenta nodokļu piedziņās paziņo, ka 1937. g. 12. janv., plkst. 11, Rīgā, Aizsargu ielā 73, pārdos vairāksolīšanā Augusta Jansona 3 smagos automobiļus un dažādas mantas, novērtētas par Ls 2500,— viņa dažādu nodokļu parāda piedziņai. 29743g Rīgā, 1937. g. 2. janvārī.

Nod. piedz. A. Tauniņš.
Sēlpils pagastam, Jēkabpils apr., vajadzīgs rajona ārsts.

Pienēmšana notiks 1937. gada 21. janvārī, plkst. 14, pagasta namā Vec-Sēpilī (6 km no Plavīgu stacijas). Darbības rajons Sēpils, Abelu un Sumākstes pagasti ar 2500 iedzīvotājiem. Alga pēc Tautas labklājības ministrijas noteikumiem, brīvs dzīvoklis ar apkurināšanu un apgaisošanu pie Sēpils stacijas. Arsti, kas vēlas šo vietu pieņemt tiek lūgti iesniegt pagasta valdei līdz 21. janvārim lūgumu, apmaksātu ar Ls 2,— zīmognodēvas un vajadzīgos dokumentus. 29643g Rīgā, 1937. g. 2. janvārī.

Rīgas pils. lombarda valde. pamatojoties uz lombarda statūtu 25. §, izsludina par nederīgam šādas par nozaudētām piešķirtas kļu zīmes ar E 566298, 542761, 483594, 567985, 536935, 568642, 427730, 400218, 551285, 552275, 439570, 377681, 377682, 401020, 397997, 553214, 558315, 454392, 400889, 468968, 468969, 548327 un 450980. num.

Rīgas pils. aizgādības valde izsludina par nederīgam nozaudētās šīs pils. valdes darba no daļas izdotās darba grāmatīnas: 1) R.№ 141507/143067, kas 1932. g. 28. X izdota Paulam Zagorskim; 2) Marijai Andruca ar nezināmu numuru un nezināmā datumā izdota darba grāmatīna; 3) R.№ 181360/181649, ko šī valde 1935. g. 8. VII izdevusi Raifaļim Borcam, un 4) L.№ 18312/6412, ko Daugavpils pils. darba apgāde 1932. g. 15. jūn. izdevusi Merijai Budgors. 29576g Rīgā, 1937. g. 2. janvārī.

Rīgas pilsētas finanču valdes nodokļu daļa izsludina par nederīgu nozaudēto 34167. zirga pasi, ko 1926. g. 11. febr. izdevusi Ropāžu pag. valde un kas 1936. g. piederējusi Šmuelim Kanteram, dzīv. Bauskas ceļ 3, 2. dz. 29577g Rīgā, 1937. g. 2. janvārī.

Rīgas pref. 6. iec. priekšnieks izsludina par nederīgu nozaudēto karaklausības 1989. aplieciņu, ko Vidzemes artil. pulka kom. 1929. g. 5. maijā izdevusi Andejam Polim, dzim. 1902. g. 29577g Rīgā, 1937. g. 2. janvārī.

Dzelzceļu polic. Rīgas iec. priekšn. palīgs robežlietas Gulbene izsludina par nederīgu nozaudēto aplieciņu par piedalīšanos Latvijas atbrīvošanas kara, ko Česu kara apr. priekšn. 1923. g. izdevusi Jānim Kleperim. 29574g Rīgā, 1937. g. 2. janvārī.

Ainažu pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto Maksim Hiršmanim pārrakstīto 7 g. veca zirga 145 cm augsta vietējās sugas zirga pasi, kuras numurs un izdevēja iestāde nav zināmi. 29621g Rīgā, 1937. g. 2. janvārī.

Bēnes pasta un telegrafa kantoris izsludina par nederīgu nozaudēto radiofona abonenta 151. atļauju, ko šis kantoris 1934. g. 28. aug. izdevusi Zanim Kadikim. 29518g Rīgā, 1937. g. 2. janvārī.

Daugavpils apr. polic. 1. iec. priekšn. izsludina par nederīgu nozaudēto Višku Romas-katoļu draudzes ziedojumu vākšanas 2. listi, ko Daugavpils apriņķa priekšn. apstiprinājis 1936. g. 6. aprīlī ar 3694/11. num. 29521g Rīgā, 1937. g. 2. janvārī.

Jelgavas apr. polic. 2. iec. priekšnieks izsludina par nederīgu nozaudēto 2387. aplieciņu, ko nederīgu nozaudēto kara dienestam, ko Valkas kara apr. priekšn. 1921. g. 18. janv. izdevusi Rūdolfs Podam. 29521g Rīgā, 1937. g. 2. janvārī.

Jelgavas apr. polic. 4. iec. priekšn. izsludina par nederīgu nozaudēto Polijas ārzemes 677736 pasi, ko Niezviež apr. policija 1936. g. 9. maijā izdevusi Nadziejai Ostrach. 29522g Rīgā, 1937. g. 2. janvārī.

Kārsavas pag. valde izsludina par nederīgam nozaudētās šīs pag. valdes izdotās Latv. iekšz. pases: 1) MP 019568/4368, kas 1928. g. 17. aprīlī izdota Pēterim Gravaļim; 2) MN 005422/1422, kas 1927. g. 15. nov. izdota Marijai Rundans, dzim. Čistotins, un zirgu pases: 3) 1700/12953, kas 1928. g. 5. apr. izdota Grigoram Zeļukam un kas pārrakstīta Nikodimam Zeļukam; 4) 782/11859, kas 1926. gada 25. febr. izdota Annai Homčenko; 5) 634/17334, ko Dagdas pag. valde 1926. gada 4. maijā izdevusi Pavelam Grišanam un kas pārrakstīta Eduardam Uzulam; 6) 262/01467, ko Zvirgzdienes pag. valde 1926. gada 25. febr. izdevusi Ludvigam Puišanam un kas pārrakstīta Onufrijam Naglim; 7) 1823/42774, ko Kolupes pag. valde 1929. g. 15. janv. izdevusi Jezupam Kelpšam un kas pārrakstīta Modestam Lelim; 8) 883/00878, ko Rundēnu pag. valde 1828. g. 22. jūnijā izdevusi Vladimīram Gaiļšam un kas pašlaik pieder Annai Skrimis, un zirgu pases, ko nezināmas iestā-

des izdevušas nezināmām personām: 9) 7 gadus vecam, dzirdri bērnam 141 cm augstam zirgam ar krēpēm uz kreiso pusi un sarnu pierē, zirgs pašlaik pieder Jānim Kivlīšam 10) 12 gadus vecam zirgam dzirdri bērnam 144 cm augstam zirgam ar krēpēm uz abām pusēm, zvaigzņi pierēn ziediem uz muguras, zirgs pašlaik pieder Pēterim Nukšam; 11) karākl. 833. aplieci., ko Ludzas kara apr. priekšn. 1930. g. 3. febr. izdevusi kara dienestam nederīgam Odu-mam-Bronislavam Kaupužam. 29525g Rīgā, 1937. g. 2. janvārī.

Ludzas apr. polic. 1. iec. priekšn. izsludina par nederīgu nozaudēto (izdevēja iestāde un pases num. nav zināmi) gaiši bēras 133 cm augstas, apm. 20 gadu vecas ķēves pasi; krēpes uz kreiso pusi, krēpes un aste tumšas. 29525g Rīgā, 1937. g. 2. janvārī.

Pāles pag. valde izsludina par nederīgu nozaudēto Latv. iekšz. pasi ZL 469/006717, ko Valmieras apr. polic. 2. iec. priekšn. 1927. g. 6. okt. izdevusi Volde-māram Treijam. 28906g Rīgā, 1937. g. 2. janvārī.

Varkavas pag. valde izsludina par nederīgu 268. labības grām., ko šī pag. valde 1935. g. izdevusi Savelijam Grigorijevam. 29525g Rīgā, 1937. g. 2. janvārī.

Dažādi sludinājumi.

Miltu rūpniecības akc. sab. „FORTUNA“ likvidācijas komisija uzaicina minētās akciju sabiedrības akcionārus uz

kārtējo vispārējo AKCIONĀRU SAPULCI. 1937. g. 26. janvārī, plkst. 16, Rīgā, Strēlnieku ielā 1a, 1. dz.

Dienas kārtība:
1) Likvidācijas un revīzijas komisiju ziņojumi;
2) 1934., 1935. un 1936. g. bilancu un pārskatu apstiprināšana;
3) revīzijas komisijas vēlēšana;
4) dažādi jautājumi. 29729g Rīgā, 1937. g. 2. janvārī.

Ziemeļ-vakaru metalurģisk., mechaniskās un kuģu būvētavas fabriku akc. sab.

likvidācijas komisija uzaicina minētās sabiedrības akcionārus uz

kārtējo vispārējo sapulci.

Liepājā, 1937. g. 29. janvārī, plkst. 19, likvidācijas komisijas telpās, Brīvības ielā 95.

Dienas kārtība:
1) Sapulces vadītāja vēlēšana;
2) likvidācijas komisijas ziņojums;
3) 1936. g. darbības gada pārskats;
4) dažādi jautājumi.

Saskaņā ar sabiedrības statūtu 53. §, likvidācijas komisija lūdz akcionārus, kas vēlas piedalīties sapulcē, iesniegt likvidācijas komisijai savas akcijas vai pagaidu aplieciņas uz augšminēto adresi vismaz 7 dienas pirms sapulces di